BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750648

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1899

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

Coll folio 16

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1900

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1899

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4 à 9
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.	Dette consolidée	13 à 63
	Rentes 3 p. o/o amortissables	66 à 77
	Emprunt de 250 millions. (Emprunt Morgan.)	80 à 83
	Annuités aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Finances.)	86 à 123
	Annuités diverses	124 à 127
	Annuités de rachat des canaux	128 à 135
	Cautionnements en numéraire et en rentes	138 à 145
	Obligations du Trésor et dette flottante (Voir le 1er volume, p. 381, 778 et 779.)	147
	Annuité au département du Nord. (Convention du 2 avril 1898.)	148
	Annuité pour l'agrandissement et l'amélioration du port de Bône	149
	Annuité pour l'installation de l'électricité au Ministère de la marine	150
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	153 à 185
	Annuité pour remboursement d'avances faites par les villes à l'occasion de la construction d'hôtels des postes et des télégraphes	188 et 189
	Annuités pour remboursement des avances faites pour travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports	192 et 193
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	196 à 203
	Rentes viagères pour l'année 1899	206
	Pensions inscrites au Trésor	208 à 218
	Compte spécial des pensions civiles	220 à 225
	Allocations supplémentaires	227 à 230
Table détaillée des matières		231 à 236

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

Situation au 1er janvier 1900.

Nos des chapitres du budget de 1899.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL au 1er janvier 1899 d'après le compte général des finances de 1898 pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL au 1er janvier 1899 d'après le compte général des finances de 1898 pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS à apporter aux chiffres des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er janvier 1899. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS propres à l'année 1899. — Amortissement.	MODIFICATIONS propres à l'année 1899. — Autres causes.	MODIFICATIONS propres à l'année 1899. — Total.	CAPITAL de la dette au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	FRANCE.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	14	15,213,015,202 00	"	"	"	15,213,015,202 00	"	768,498 00	768,498 00	15,212,246,704 00	(A) La somme de 157,852,000 francs qui figure au compte des finances de l'année 1897 et à celui de l'année 1898 représente le montant des dépenses à effectuer, c'est-à-dire 62 annuités de 2,546,000 francs chacune. A partir de 1899, il a paru préférable de dégager le capital de la dette et de ne maintenir, dans les colonnes réservées aux sommes amorties, que la partie afférente au remboursement de ce capital.
2	Rentes 3 1/2 p. o/o	14	6,789,668,436 00	"	"	"	6,789,668,436 00	"	601 00	601 00	6,789,667,835 00	
3	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	71	"	3,861,747,500 00	"	"	3,861,747,500 00	24,914,500 00	"	24,914,500 00	3,836,833,000 00	
4	Annuité de conversion de l'emprunt Morgan	83	"	199,514,453 73	"	"	199,514,453 73	9,880,524 45	"	9,880,524 45	189,633,929 28	
8	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	123	"	39,101,185 00	"	"	39,101,185 00	96,249 00	"	96,249 00	39,004,936 00	
9	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est	87	"	316,871,871 28	"	"	316,871,871 28	657,943 93	"	657,943 93	316,213,927 35	(B) Voir compte des finances de 1899, 1er volume, p. 704.
10	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée	88	"	152,760,000 00	"	(A) 85,918,191 40	66,841,808 60	373,641 20	"	373,641 20	66,468,167 40	
15	Annuités aux compagnies de chemins de fer	109	"	835,763,708 75	4,301,031 10	"	840,064,739 85	3,029,703 61	"	3,029,703 61	837,035,036 24	
11	Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires et application de la loi du 7 décembre 1894	126	"	546,008,706 97	"	"	546,008,706 97	14,854,463 26	"	14,854,463 26	531,154,243 71	
12	Remboursement par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam	126	"	91,243,000 00	"	"	91,243,000 00	2,500,000 00	"	2,500,000 00	88,743,000 00	
13	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	127	"	156,931 00	"	"	156,931 00	16,404 00	"	16,404 00	140,527 00	
16	Rachat de concession de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing	130	"	4,834,653 43	"	3,869 16	4,830,784 27	156,397 04	"	156,397 04	4,674,387 23	
32	Annuités à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pension	"	"	88,242,308 30	5,165,678 58	"	93,407,986 88	"	6,201,284 07	6,201,284 07	(B) 87,206,702 81	
	Cautionnements en numéraire	143	301,226,684 34	"	"	"	301,226,684 34	"	23,491,703 39	23,491,703 39	277,734,980 95	
	Dette flottante	147	1,015,492,734 47	"	39,214,150 10	"	1,054,706,884 57	"	"	"	1,054,706,884 57	
	Obligations du Trésor à court terme. Garanties d'intérêts aux compagnies de chemins de fer. (Renouvellement.)	147	113,090,904 78	"	"	"	113,090,904 78	57,557,237 14	18,257,667 64	75,814,904 78	37,276,000 00	
	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	147	59,920,000 00	"	61,290,000 00	"	121,210,000 00	"	"	"	121,210,000 00	
	A reporter		23,492,413,961 59	6,136,244,318 46	109,970,859 78	85,922,060 96	29,652,707,079 27	114,037,063 63	48,719,754 10	162,756,817 73	29,489,950,261 54	
			29,628,658,280f 05c		24,048,799f 22c			162,756,817f 73c				

TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1899.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1899 d'après le compte général des finances de 1898, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1899 d'après le compte général des finances de 1898, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1899. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1899. — Amortissement.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1899. — Autres causes.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1899. — Total.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
	Report		23,492,413,961f 59c	6,136,244,318f 46c	109,970,859f 78c	85,922,060f 56c	29,652,707,079f 27c	114,037,063f 63c	48,719,754f 10c	162,756,817f 73c	29,489,950,261f 54c	
	FRANCE.											
	2e MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.											
89	Constructions et aménagements des prisons cellulaires dans les conditions déterminées par les lois du 5 juin 1875 et du 4 février 1893	148	"	750,000 00	"	"	750,000 00	250,000 00	"	250,000 00	500,000 00	
	ALGÉRIE.											
	3e MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.											
	1re SECTION. — SERVICE DE L'INTÉRIEUR.											
	§ 8. — *Travaux publics.*											
6	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des ports maritimes en Algérie	149	"	116,666 63	"	"	116,666 63	116,666 63	"	116,666 63	"	
	Total		"	866,666 63	"	"	866,666 63	366,666 63	"	366,666 63	500,000 00	
	FRANCE.											
	MINISTÈRE DE LA MARINE.											
23	Matériel de l'Administration centrale. (Installation de l'électricité au ministère de la marine.)	150	"	48,440 65	"	"	"	9,688 13	"	9,688 13	38,752 52	
	5e MINISTÈRE DE L'INSTUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
60	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire — 1° Enseignement supérieur	155	"	11,156,026 62	"	"	11,156,026 62	169 533 20	"	169,533 20	10,986,493 42	
	— 2° Enseignement secondaire	181	"	16,067,064 22	2,254,803 72	"	18,321,867 94	2,588,700 72	"	2,588,700 72	15,733,167 22	
	— 3° Enseignement primaire	185	"	"	60,941,978 87	"	60,941,978 87	1,871,777 66	"	1,871,777 66	59,070,201 21	
	Total		"	27,223,090 84	63,196,782 59	"	90,419,873 43	4,630,011 58	"	4,630,011 58	85,789,861 85	
	6e MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.											
	2e SECTION.											
	4e Partie. — *Frais de régie.*											
10	Matériel des bureaux. — Remboursement par annuités aux villes pour construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes	189	"	"	(A) 696,614 42	"	696,614 42	11,511 50	"	11,511 50	685,102 92	(A) Compte général des finances de l'année 1898, page 137 ..... 548,444f 44c Ville de Cannes. (Loi du 13 décembre 1896.) 148,169 98 696,614 42
	7e MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
41	Remboursement des avances effectuées pour les travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France.	193	"	34,753,008 00	"	6,494,489 00	28,258,519 00	3,597,906 00	"	3,597,906 00	24,660,613 00	
43	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	201	"	20,705,743 60	24,699,812 46	"	45,405,556 06	204,707 17	"	204,707 17	45,200,848 89	
44	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	203	"	623,220,938 33	65,861,203 96	"	689,082,142 29	4,091,100 00	"	4,091,100 00	684,991,042 29	
	Total		"	678,679,689 93	90,561,016 42	6,494,489 00	762,746,217 35	7,893,713 17	"	7,893,713 17	754,852,504 18	
	Total général		23,492,413,961 59	6,843,062,206 51	264,425,273 21	92,416,549 56	30,507,484,891 75	126,948,654 64	48,719,754 10	175,668,408 74	30,331,816,483 01	
			30,335,476,168f 10c		172,008,723f 65c			175,668,408f 74c				

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1900.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1899.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
20	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal, an XI.)	990f 00c	"	200f 00c	790f 00c	(A) Crédit alloué par la loi du 30 mai 1899 (Dette viagère, chapitre 38.) 4,901,540f Crédit annulé par la loi du 25 décembre 1899 347,000 Reste 4,554,540
16	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	176,568 78	30,856f 68c	30,285 26	177,140 20	
29	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	87,000 00	"	"	87,000 00	
19	Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	655,659 76	29,946 67	50,449 03	635,157 40	(B) Cette augmentation résulte de la loi du 30 mai 1899 (articles 28 et 29) qui a créé des allocations, à compter du 1er juin 1898, en faveur des veuves de certains fonctionnaires militaires et unifié, à compter de la même date, au moyen de compléments d'allocation les pensions d'une catégorie de militaires retraités pour blessures ou infirmités (6e classe).
26	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	55,125 00	"	5,350 00	49,775 00	
33	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	4,236,218 00	60,222 00	293,871 00	4,002,569 00	(C) Le compte des allocations supplémentaires ne présente pas de décroissements, les extinctions survenues en cours d'exercice étant réparties annuellement entre les titulaires survivants.
36	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	118,320 00	1,800 00	10,250 00	109,870 00	
22	Pensions militaires de la guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	95,128,115 36	5,835,598 00	5,012,175 71	95,951,537 65	(D) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter : 1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1899 pour une somme de 11,046,050 dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ; 2° L'annuité à la Caisse des dépôts et consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves, inscrite au budget de 1899 pour 8,842,000 francs ; 3° La somme de 2,150 francs inscrite au budget de 1899 pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X ; 4° La somme de 5,000 francs inscrite au budget de 1899 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.
23	Pensions militaires de la marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	36,238,915 00	2,498,362 00	1,940,194 00	36,797,083 00	
30	Pensions ecclésiastiques Sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	10,267 28	"	532 05	9,735 23	
21	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	240,227 00	3,000 09	21,284 00	221,943 00	
28	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	73,000,948 47	6,547,300 00	4,488,321 00	75,059,927 47	
34	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1833.)	829,927 00	9,705 00	53,616 00	786,016 00	
25	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	8,922 00	"	4,218 00	4,704 00	
31	Anciens donataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	193,950 00	66,000 00	51,900 00	208,050 00	
35	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1835.)	41,657 00	"	2,500 00	39,157 00	
	TOTAUX	211,021,820 65	15,082,790 35	11,964,946 05	214,139,664 95	
38	Allocations supplémentaires	4,286,540 00	(B) 268,000 00	(C) "	(A) 4,554,540 00	
	TOTAL	215,309,350 65	15,350,790 35	11,965,146 05	(D)218,694,994 95	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1899

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1900, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 1/2 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 17 janvier 1894 [conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883)];

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes;

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes;

5° et 6° *Deux états présentant le mouvement des rentes* 3 1/2 p. o/o et 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1900 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.		SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1900.		
		Accroissement.	Décroissement.	MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	456,390,456f 066	»	23,054f 815	456,367,401f 251	15,212,246,704f	2,342,624
Rentes 3 1/2 p. o/o	237,638,395 286	»	21 00	237,638,374 286	6,789,667,835	1,879,753
TOTAUX....	694,028,851 352	»	23,075 815	694,005,775 537	22,001,914,539	4,222 377
NET du décroissement.....		23,075f 815				

7° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur;*

8° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds;*

9° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période, le* montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

---

[1] Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après pages 66 à 77 présentent, au 1er janvier 1900, la situation suivante :

Nombre des parties.....	435,685
Montant des rentes inscrites.....	115,104,990 francs.
Montant du capital nominal.....	3,836,833,000 francs

10° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées*.

D'après ce tableau (voir pages 46 à 59), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 1,915,477,795 743

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1900..... 1,978,785,432 743

Les annulations s'élèvent à 1,284,779,657 fr. 206, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,058,654,631f 206	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 58) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,284,779,657 206	1,284,779,657 206
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1900...			694,005,775 537 (1)

11° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1900.*

12° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.*

---

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée*, mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités*. C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 66 à 77) le compte détaillé.

I. — RENTES ÉMISES.

1° *Rentes provenant d'emprunts.*

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.
			francs.	francs.		francs.	
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	1,674,500	"	"	"	"
		Payement des sommes dues aux puissances alliées	6,615,944				
		Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,294,776				
6	L. 1821-1822-1823	*Idem*	19,114,516	"	"	"	"
		Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerre d'Espagne)	4,000,000				
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"

ÉMISES.

d'emprunts.

4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
"	"	"	30,000,000	Années 1817-18	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Cie, Baring frères et Cie.	4
"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Mallet frères et Cie, Hope et Cie, Baguenault de Puchesse et Cie (adjudication).	5
"	"	"	23,114,516	10 juillet 1825	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillier et Hottinguer (adjudication).	10
8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem*.	14
"	"	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00		20
"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50	Souscriptions publiques.	21
"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem*.	27
"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

1° *Rentes provenant d'emprunts.* (Suite.)

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871-1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863	Emprunt de 300 millions	"	"	"	"	"	"	14,249,339	"	14,249,339	Janvier 1864	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868	Emprunt de 429 millions	"	"	"	"	"	"	19,514,315	"	19,514,315	Août 1868	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870	Emprunt de 750 millions	"	"	"	"	"	"	39,830,306	"	39,830,306	Année 1870	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871	Emprunt de 2 milliards	"	138,975,295	"	"	"	"	"	"	138,975,295	Année 1871	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872	Emprunt de 3 milliards	"	207,026,310	"	"	"	"	"	"	207,026,310	Année 1872	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement	"	"	"	"	"	"	4,404,287	"	4,404,287	Année 1875		146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	18,947,368	"	18,947,368	10 mai 1886	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne	"	"	"	"	"	"	13,157,894	"	13,157,894	*Idem*	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse	"	"	"	"	"	"	1,879,699	"	1,879,699	*Idem*	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891	Émission de rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	"	28,184,376	"	28,184,376	10 janvier 1891	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires	"	"	"	"	"	"	"	45,624	45,624	Année 1894		1,303,542	1,393,837 25		39
		Totaux	126,653,072	346,001,605	"	17,566,230	"	11,227,597	259,498,657	45,624	760,992,785			18,775,402,907	14,405,082,190 01		
			472,654,677			17,566,230											
			760,992,785														

2° *Rentes provenant de conversions.*

ÉTAT B.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS. 5 p. o/o	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.		
1	L. 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o	"	1,034,764	"	"	"	24,459,035	"	25,493,799	838,295,922		1
2	D. 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	158,097,609 08	"	"	"	"	158,097,609 080	3,513,280,201		2
3	L. 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	135,255,410	"	135,255,410	4,508,513,666		3
4	L. 27 avril 1883	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	306,164,085 30	"	"	"	306,164,085 300	6,803,646,340		4
5	L. 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	"	"	"	"	"	37,632,997	"	37,632,997	1,254,433,233		5
6	L. 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195		6
		Totaux	"	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 30	"	197,347,442	237,595,231 841	900,239,132 221	23,706,604,557		
				465,296,458 38									
				900,239,132 221									

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C. — *3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 1872.	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI.	Rentes consolidées	40,216,000f 00	"	"	"	"	"	"	"	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	"	"	"	"	"	"	"	6,086,000 00	121,720,000	
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	"	"	"	"	"	"	"	11,428,193 00	228,563,860	2
3	L. 24 avril 1806. L. 17 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant :											
		1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	"	"	"	"	"	"	"	5,000,000 00	100,000,000	
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	"	"	"	"	"	"	"	750,000 00	15,000,000	3
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	"	"	"	"	"	"	"	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	"	"	"	"	"	"	"	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	"	"	"	"	"	"	"	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	"	"	"	"	"	"	"	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	"	"	"	"	"	"	"	24,253,168 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818)	24,253,168 00	"	"	"	"	"	"	"	1,499,654 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus	240,000 00	"	"	"	"	"	"	"	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	"	"	"	"	"	"	"	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	"	"	"	"	"	"	25,995,310	"	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	"	"	"	"	"	"	"	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	"	"	"	"	"	15,294,420	110,430,463	"	125,724,883 00	4,053,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	"	"	"	"	"	"	"	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848	"	"	"	"	"	"	13,541,574	"	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	"	"	"	"	"	"	"	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor	"	"	"	"	"	"	2,152,786	"	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	"	"	"	"	"	11,869	"	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	"	"	1,915,945	"	"	"	"	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	"	"	"	1,051	"	"	"	"	1,051 00	23,355	20
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o	"	"	"	"	"	"	4,403,436	"	4,403,436 00	146,781,200	21
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	"	"	"	500,000	"	"	"	"	500,000 00	11,111,111	22
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	"	"	"	"	"	"	600,000	"	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	"	"	"	"	"	"	441,176	"	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	"	"	2,416,996	"	15,294,420	157,576,614	"	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.* (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 187-	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
		Report.....	133,774,163f60	//	//	2,416,996f	//	15,294,420f	157,576,614f	//	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
25	D. 19 mars 1858.....	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie.....	//	//	//	8,397	//	//	//	//	8,397 00	186,600	25
26	A. 9 juillet 1862.....	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	//	//	//	298,283	//	//	//	//	298,283 00	6,628,511	26
27	L. 2 août 1868.....	Conversion des titres mexicains.....	//	//	//	//	//	//	5,701,606	//	5,701,606 00	190,053,533	27
28	L. 26 mars 1873.....	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	//	//	//	//	//	//	350,000	//	350,000 00	11,666,667	28
29	L. 22 décembre 1880.....	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	//	//	//	50	//	//	//	//	50 00	1,111	29
30	L. 27 avril 1883.....	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	//	//	//	//	3,963	//	//	//	3,963 00	88,067	30
31	L. et D. 7 novembre 1887.....	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement.....	//	//	//	//	//	//	194 922	//	194 922	6,497	31
		Totaux.....	133,774,163 60	//	//	2,723,726	3,963	15,294,420	163,628,414 922	//	315,424,687 522	8,572,739,580	
			133,774,163 60		2,727,689								
			315,424,687f522										

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0. Ancien.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
1° Rentes provenant d'emprunts.....	126,653,072f 00	346,001,605	//	17,566,230f 00	//	11,227,597f	259,498,657f	45,624f	760,992,785f	18,775,402,907f
2° Rentes provenant de conversions.....	//	//	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	//	197,347,442	237,595,231 841	900,239,132 221	23,706,604,557
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.....	133,774,163 60	//	//	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	163,628,414 922	//	315,424,687 522	8,572,739,580
Totaux.....	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	620,474,513 922	237,640,855 841	1,976,656,604 743	51,054,747,044
	606,428,840 60		485,590,377 38							
	1,976,656,604f743									

II. RENTES ANNULÉES.

ÉTAT D. — *1° Rentes qui ont fait retour à l'État.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien.	5 p. 0/0. 1871-1873.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	3 1/2 p. 0/0.	TOTAL DES RENTES annulées.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	"	"	"	"	"	"	"	1,812	36,240	1
2	"	———— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	"	"	"	"	"	"	"	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	———— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	"	"	"	"	"	"	"	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	———— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	"	"	"	"	"	"	"	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	———— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	"	"	3,010 00	"	"	"	"	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822.....	———— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	"	"	"	"	"	"	"	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13.....	———— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	"	"	"	"	"	"	"	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	———— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	"	"	"	"	"	"	"	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 30.....	———— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	"	"	"	"	"	"	"	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	———— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	"	"	"	"	"	"	"	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^ms du 17 juil. 1835	———— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	"	"	"	"	"	"	"	135,196	2,703,920	11
12	D^ms des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	———— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	"	"	"	"	"	"	"	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	"	"	194,023 00	"	"	"	"	310,025	6,631,662	13
14	D^ms des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	"	"	"	"	"	"	"	1,312	26,240	14
15	D^on du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	"	"	"	"	"	"	"	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	———— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	"	"	"	"	"	"	"	584,151	11,683,020	16
17	D^on du 8 mai 1841.....	———— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^on de St-Germain.	1,550 00	"	"	"	"	"	"	"	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	———— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	"	"	"	"	"	186	"	261	7,700	18
19	Année 1844.....	———— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	"	"	"	"	"	"	"	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	———— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	"	"	"	"	"	"	"	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	———— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	"	"	"	"	"	8,035,211	"	"	8,035,211	200,880,275	21
22	D. 17 novembre 1849.....	———— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine	6,260 00	"	"	"	"	"	"	"	6,260	125,200	22
23	L. 4 décembre 1849.....	———— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	"	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667	"	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	———— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	"	"	"	"	"	"	"	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	"	"	"	206,432 18	"	"	"	"	206,432 180	1,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0.....	"	"	"	4,475,655 90	"	"	"	"	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	"	"	"	167,358 00	"	"	22,000	"	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	11,942,315	"	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	———— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	"	5,814,259	10,742	1,608,705 00	627,689 00	266,827	4,249,571	"	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	———— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....	"	"	298,283	"	"	"	"	"	298,283	6,628,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	———— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	"	"	"	"	"	"	67,341,481	"	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	———— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	"	"	"	"	"	"	1,735,305	"	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875.....	———— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	"	"	"	16,427 00	"	"	"	"	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	———— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	"	"	"	"	50	"	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	———— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	"	4,767	"	"	"	"	"	"	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887.....	———— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	"	"	"	245,555 00	"	"	"	"	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888.....	———— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0.	"	"	"	"	"	"	194 922	"	194 922	6,498	37
38	D^ms 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889.....	———— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	"	"	"	"	"	"	804,212 452	"	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4.....	———— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	5,560,777	"	5,560,777	185,359,233	39
40	*Idem*.....	———— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires.....	"	"	"	"	60,692 00	"	"	"	60,692	1,348,712	40
41	D^on 3 avril 1894.....	———— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0..	"	"	"	"	"	"	"	1,555 555	1,555 555	44,444	41
42	Diverses décisions.....	———— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	"	262	"	828 00	83 50	"	37,000 260	926	39,099 760	1,285,293	42
43	"	Extinctions de dotations reversibles.....	"	"	"	"	"	"	143,262 037	"	143,262 037	4,775,407	43
44	"	Annulation de rentes pour divers motifs.....	20,272 00	"	"	1,439 00	"	"	5,401	"	27,112	617,451	44
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	122,988,422 671	2,481 555	168,329,668 316	5,142,035,731	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					168,329,668 316								

II. — RENTES ANNULÉES.

ÉTAT E. *2° Rentes annulées à la suite de conversions.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033 310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182,317	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	//	1,025,938,273 89	21,587,588,563	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,025,938,273 89								

ÉTAT F. *3° Rentes rachetées à la Bourse.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-1872.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-1872.	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	122,988,422 671	2,481 555	168,329,668 316	5,142,035,731
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,317	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	//	1,025,938,273 890	21,587,588,563
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	164,107,112 671	2,481 555	1,282,650,829 206	29,052,832,505
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,282,650,829 206							

III. RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1900.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1900.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1900.	
	francs.	francs.	francs.	francs.			
Rentes 5 p. 0/0 (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	»	»	
—— 5 p. 0/0 (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	»	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	»	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	»	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	»	»	
—— 4 p. 0/0	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	»	»	
—— 3 p. 0/0	620,474,513 922	20,682,483,796	164,107,112 671	5,470,237,094	456,367,401 251	15,212,246,704	
—— 3 1/2 p. 0/0	237,640,855 841	6,789,738,738	2,481 555	70,901	237,638,374 286	6,789,667,835	
TOTAUX	1,976,656,604 743	51,054,747,044	1,282,650,829 206	29,052,832,505	694,005,775 537	22,001,914,539	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des lois et décrets.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 090	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,310 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 novembre 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,417 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
	TOTAUX	1,025,938,273 89	900,239,132 221	125,699,141 669	21,587,588,563	23,706,604,557	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — *Mouvement et situation des rentes 3 1/2 p. 0/0* (A).

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1899.

Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o en exécution de la loi et du décret du 17 janvier 1894.

Montant des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) au 1er février 1894, déduction faite des rentes dont le remboursement a été demandé par les particuliers..... 305,479,583f 800

Déduction résultant de la conversion en rentes 3 1/2 p. o/o soit 2/9. 67,884,351 959

RESTE en rentes 3 1/2 p. o/o..... 237,595,231f 841

Rentes 3 1/2 p. o/o émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion (Loi du 17 janvier 1894, art. 9)..... 45,624 000

ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899.

Néant..... "

TOTAL des accroissements..... 237,640,855 841

A reporter..... 237,640,855 841

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1899.

Report (Accroissements)..... 237,640,855f841

Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursés après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.). 1,555f 555

Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décisions ministérielles des 11 septembre 1894, 13 septembre 1895, 16 juin 1896 et 29 mai 1897.) 905 000

TOTAL..... 2,460 555

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899.

Annulation de rentes au nom du Domaine de l'État (Décision ministérielle du 22 juin 1899.)..... 21

TOTAL GÉNÉRAL des décroissements..... 2,481 555 2,481 555

RESTE pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1900..... 237,638,374 286

Nombre d'inscriptions..... 1,879,753

(A) Pour le mouvement et la situation des rentes 5 p. o/o voir le Compte général des finances : année 1852 (page 440), année 1883 (page 872).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 1/2 p. o/o (1852), voir le Compte général des finances : année 1887 (page 431).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 p. o/o, voir le Compte général des finances : année 1887 (page 732).
Pour le mouvement et la situation des rentes 4 1/2 p. o/o (1883), voir le Compte général des finances: année 1894 (page 831).

VI. — *Mouvement et situation des rentes 3 p. 0/0.*

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1899.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, décret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de 28,058,259f 705(C)		
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de 324,030 529		28,382,290 234
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
TOTAL des accroissements		620,474,513 922
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899		"
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		620,474,513 922

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00
Rentes 4 p. o/o 1,635,825 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		620,474,513f 922
DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1899.		
Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs		2,909f 00c
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825		16,003,286 00
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)		62,343 00
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)		186 00
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)		123,541,209 00
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B)		4,249,571 00
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		22,000 00
Rachat du palais de l'Industrie		2,492 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857		4,000,000 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860		7,942,315 00
Extinctions de dotations réversibles		122,258 222
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)		1,735,304 00
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)		1 00
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897 et 13 juin 1898.)		34,949 26
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)		50 00
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)		194 922
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)		804,212 452
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)		5,560,777 00
TOTAL		164,084,057 856
DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899.		
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décision ministérielle du 22 juin 1899.) 2,051f		23,654 815
Extinction de dotation reversible (Décision ministérielle du 8 août 1899.) 21,003 815		
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	164,107,112 671	164,107,112 671
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1900		456,367,401 251
Nombre d'inscriptions	2,342,624	

(A) Rentes provenant... 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VII. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de Fonds, au 1er janvier 1900.*

COUPURES.	RENTES MIXTES. NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 1/2 p. 0/0.	Rentes 3 p. 0/0.	TOTAL général.	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 1/2 p. 0/0.	Rentes 3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
				francs.	francs.	francs.
2 francs	3,346	"	3,346	6,692	"	6,692
3	2,603	1,395	3,998	7,809	4,185	11,994
4	2,221	1,091	3,312	8,884	4,364	13,248
5	7,103	4,849	11,952	35,515	24,245	59,760
6	4,348	3,866	8,214	26,088	23,196	49,284
7	4,704	1,593	6,297	32,928	11,151	44,079
8	3,589	1,379	4,968	28,712	11,032	39,744
9	1,978	1,332	3,310	17,802	11,988	29,790
10	6,064	4,584	10,648	60,640	45,840	106,480
20	15,415	11,706	27,121	308,300	234,120	542,420
30	14,906	17,753	32,659	447,180	532,590	979,770
50	10,844	12,095	22,939	542,200	604,750	1,146,950
100	6,669	8,171	14,840	666,900	817,100	1,484,000
200	4,356	5,076	9,432	871,200	1,015,200	1,886,400
300	2,486	3,104	5,590	745,800	931,200	1,677,000
500	1,455	1,754	3,209	727,500	877,000	1,604,500
1,000	1,011	1,617	2,628	1,011,000	1,617,000	2,628,000
1,500	248	391	639	372,000	586,500	958,500
3,000	646	620	1,266	1,938,000	1,860,000	3,798,000
TOTAUX	93,992	82,376	176,368	7,855,150	9,211,461	17,066,611
Inscriptions mixtes 3 1/2 p. o/o représentées par des titres 4 1/2 p. o/o (1883) non encore présentés à la conversion	274	"	274	4,885	"	4,885
TOTAUX	94,266	82,376	176,642	7,860,035	9,211,461	17,071,496

COUPURES.	RENTES AU PORTEUR (a). NOMBRE DES PARTIES. Rentes 3 1/2 p. 0/0.	Rentes 3 p. 0/0.	TOTAL général.	MONTANT DES RENTES. Rentes 3 1/2 p. 0/0.	Rentes 3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
				francs.	francs.	francs.
2 francs	46,705	"	46,705	93,410	"	93,410
3	47,300	67,174	114,474	141,900	201,522	343,422
4	34,910	27,916	62,826	139,640	111,664	251,304
5	103,592	115,031	218,623	517,960	575,155	1,093,115
6	62,219	101,867	164,086	373,314	611,202	984,516
7	60,860	39,185	100,045	426,020	274,295	700,315
8	53,180	34,134	87,314	425,440	273,072	698,512
9	36,694	44,383	81,077	330,246	399,447	729,693
10	88,586	104,457	193,043	885,860	1,044,570	1,930,430
20	191,003	197,028	388,031	3,820,060	3,940,560	7,760,620
30	234,588	243,735	478,323	7,037,640	7,312,050	14,349,690
50	151,487	150,066	301,553	7,574,350	7,503,300	15,077,650
100	120,462	140,148	260,610	12,046,200	14,014,800	26,061,000
200	68,817	64,145	132,962	13,763,400	12,829,000	26,592,400
300	42,694	40,119	82,813	12,808,200	12,035,700	24,843,900
500	23,249	20,232	43,481	11,624,500	10,116,000	21,740,500
1,000	12,959	12,473	25,432	12,959,000	12,473,000	25,432,000
1,500	3,054	4,009	7,063	4,581,000	6,013,500	10,594,500
3,000	4,151	4,402	8,553	12,453,000	13,206,000	25,659,000
	1,386,510	1,410,504	2,797,014	102,001,140	102,934,837	204,935,977
Inscriptions 3 1/2 p. o/o représentées par des titres 4 1/2 p. o/o (1883) non encore présentés à la conversion	1,067	"	1,067	41,417	"	41,417
Promesses	74,021	15,668	89,689	33,631	8,521	42,152
TOTAUX	1,461,598	1,426,172	2,887,770	102,076,188	102,943,358	205,019,546

(a) Pour les rentes 3 p. o/o amortissables, voir le tableau de la page 77.

VIII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1880 au 31 décembre 1899.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1880 AU 31 DÉCEMBRE 1899.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (1).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
31 décembre 1880	1,018,191	175,767	1,193,958	259,905	2,448,563	3,902,426
1881	1,004,264	173,881	1,178,145	246,292	2,443,364	3,867,801
1882	994,090	167,298	1,161,388	267,368	2,575,860	3,974,616
1883	1,065,137	130,143	1,195,280	209,583	2,118,329	3,523,192
1884	1,108,947	130,122	1,239,069	218,254	2,265,025	3,722,348
1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,237	3,917,110
1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,057,892
1887	998,132	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223
1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568
1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465
1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447
1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627
1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597
1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250
1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066
1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710
1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587
1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213
1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356
1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377

DATES.	MONTANT DES RENTES (1).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1880	427,559,734	56,815,313	484,375,047	32,076,179	228,369,498	744,820,724
1881	422,216,456	56,832,838	479,049,294	31,050,249	233,216,218	743,315,761
1882	415,713,088	56,684,057	472,397,145	30,301,815	239,074,162	741,773,122
1883	408,591,127	44,579,693	453,170,820	27,327,228	225,968,819	706,466,867
1884	406,430,993	44,895,339	451,326,332	27,001,510	228,137,937	706,465,779
1885	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
1886	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
1887	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
1888	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
1889	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
1890	435,618,968	48,077,261	483,696,229	24,620,570	225,513,517	733,830,316
1891	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,969,347
1892	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
1893	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
1894	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
1895	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
1896	432,154,031	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
1897	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
1898	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,546	694,005,775
1899						

(1) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 77.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831.

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1880 AU 31 DÉCEMBRE 1899.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(1) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	1. — INSCRIPTIONS NOMINATIVES DIRECTES. (Loi du 24 août 1793.)				
31 décembre 1880	352,765	99,391	575	565,460	1,018,191
1881	344,852	97,073	579	561,760	1,004,264
1882	346,150	94,805	600	552,535	994,090
1883	421,444	94,075	587	549,031	1,065,137
1884	468,959	91,946	594	547,448	1,108,947
1885	454,323	90,856	596	546,313	1,092,088
1886	445,902	89,448	623	551,968	1,088,001
1887	382,613	"	"	615,519	998,132
1888	379,372	"	"	625,621	1,004,993
1889	383,782	"	"	622,153	1,005,935
1890	375,634	"	"	616,427	992,061
1891	367,915	"	"	628,269	996,184
1892	352,552	"	"	654,763	1,007,315
1893	328,132	"	"	632,326	960,458
1894	322,926	"	"	665,771	988,697
1895	323,121	"	"	642,318	965,439
1896	321,429	"	"	648,904	970,333
1897	322,923	"	"	670,680	993,603
1898	323,282	"	"	695,887	1,019,169
1899	323,889	"	"	726,167	1,050,056

DATES.	MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(1) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
	1. — INSCRIPTIONS NOMINATIVES DIRECTES. (Loi du 24 août 1793.)				
31 décembre 1880	158,683,006	29,260,024	404,270	239,212,434	427,559,734
1881	156,371,484	28,802,802	400,440	236,641,730	422,216,456
1882	154,150,859	28,368,786	396,350	232,797,093	415,713,088
1883	149,226,937	27,698,516	381,703	231,283,971	408,591,127
1884	148,233,802	27,479,152	379,332	230,338,707	406,430,993
1885	147,907,237	26,882,086	377,372	229,778,388	404,945,083
1886	146,488,032	26,089,457	369,326	249,840,010	422,786,825
1887	145,516,137	"	"	270,849,169	416,365,306
1888	146,150,221	"	"	279,992,091	426,142,312
1889	148,392,548	"	"	281,548,093	429,940,641
1890	150,745,587	"	"	286,332,504	437,078,091
1891	153,954,093	"	"	281,664,875	435,618,968
1892	158,902,251	"	"	299,619,617	458,521,868
1893	165,026,090	"	"	296,031,264	461,057,354
1894	128,190,813	"	"	296,972,669	425,163,482
1895	126,407,586	"	"	294,375,637	420,783,223
1896	124,587,326	"	"	293,595,543	418,182,869
1897	125,420,662	"	"	306,733,369	432,154,031
1898	125,836,816	"	"	312,048,391	437,885,207
1899	127,702,151	"	"	315,325,924	443,028,075

(1) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 (1883) à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 à prtir de 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(1) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	2. — INSCRIPTIONS NOMINATIVES DÉPARTEMENTALES. (Loi du 14 avril 1819.)				
31 décembre 1880	45,134	6,639	23	123,971	175,767
1881	43,496	6,368	23	123,994	173,881
1882	38,393	5,988	25	122,892	167,298
1883	"	5,865	26	124,252	130,143
1884	"	5,697	26	124,399	130,122
1885	"	5,582	29	126,356	131,967
1886	"	5,428	27	127,587	133,042
1887	"	"	"	132,293	132,293
1888	"	"	"	136,792	136,792
1889	"	"	"	137,139	137,139
1890	"	"	"	138,483	138,483
1892	"	"	"	141,146	141,146
1891	"	"	"	143,750	143,750
1893	"	"	"	146,646	146,646
1894	"	"	"	147,978	147,978
1895	"	"	"	150,902	150,902
1896	"	"	"	153,111	153,111
1897	"	"	"	137,464	137,464
1898	"	"	"	121,193	121,193
1899	"	"	"	107,909	107,909

DATES.	MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(1) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
	2. — INSCRIPTIONS NOMINATIVES DÉPARTEMENTALES. (Loi du 14 avril 1819.)				
31 décembre 1880	13,141,652	1,341,316	6,876	42,325,469	56,815,313
1881	13,011,854	1,312,323	8,186	42,500,475	56,832,838
1882	12,587,092	1,286,369	10,586	42,800,010	56,684,057
1883	"	1,282,728	10,903	43,286,062	44,579,693
1884	"	1,232,896	12,594	43,049,849	44,895,339
1885	"	1,220,926	11,874	43,995,743	45,228,543
1886	"	1,206,357	11,410	44,557,109	45,774,876
1887	"	"	"	46,362,776	46,362,776
1888	"	"	"	46,884,347	46,884,347
1889	"	"	"	47,564,079	47,564,079
1890	"	"	"	47,824,583	47,824,583
1892	"	"	"	48,077,261	48,077,261
1891	"	"	"	48,610,624	48,610,624
1893	"	"	"	49,107,869	49,107,869
1894	"	"	"	49,843,083	49,843,083
1895	"	"	"	50,316,392	50,316,392
1896	"	"	"	50,911,108	50,911,108
1897	"	"	"	39,383,496	39,383,496
1898	"	"	"	33,435,682	33,435,682
1899	"	"	"	28,886,658	28,886,658

(1) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories*

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
3. — Total des inscriptions nominatives. (Articles nos 1 et 2.)										
31 décembre 1880	397,899	106,030	598	689,431	1,193,958	171,824,658	30,601,340	411,146	281,537,903	483,375,047
——— 1881.	388,348	103,441	602	685,754	1,178,145	169,383,338	30,115,125	408,626	279,142,205	479,049,294
——— 1882.	384,543	100,793	625	675,427	1,161,388	166,737,951	29,655,155	406,936	275,597,103	472,397,145
——— 1883.	421,444	99,940	613	673,283	1,195,280	149,226,937	28,981,244	392,606	274,570,033	453,170,820
——— 1884.	468,959	97,643	620	671,847	1,239,069	148,233,802	28,712,048	391,926	273,988,556	451,326,332
——— 1885.	454,323	96,438	625	672,669	1,224,055	147,907,237	28,103,012	389,246	273,774,131	450,173,626
——— 1886.	445,962	94,876	650	679,555	1,221,043	146,488,032	27,295,814	380,736	294,397,119	468,561,701
——— 1887.	82,613	"	"	747,812	1,130,425	145,516,137	"	"	317,211,945	462,728,082
——— 1888.	379,372	"	"	762,413	1,141,785	146,150,221	"	"	326,876,438	473,026,659
——— 1889.	383,782	"	"	759,292	1,143,074	148,392,548	"	"	329,112,172	477,504,720
——— 1890.	375,634	"	"	754,910	1,130,544	150,745,587	"	"	334,157,087	484,902,674
——— 1891.	367,915	"	"	769,415	1,137,330	153,954,093	"	"	329,742,136	483,696,229
——— 1892.	352,552	"	"	798,513	1,151,065	158,902,251	"	"	348,230,241	507,132,492
——— 1893.	328,132	"	"	778,972	1,107,104	165,026,090	"	"	345,139,133	510,165,223
——— 1894.	322,926	"	"	813,749	1,136,675	128,190,813	"	"	346,815,752	475,006,565
——— 1895.	323,121	"	"	793,220	1,116,341	126,407,586	"	"	344,692,029	471,099,615
——— 1896.	321,429	"	"	802,015	1,123,444	124,587,326	"	"	344,506,651	469,093,977
——— 1897.	322,923	"	"	808,144	1,131,067	125,420,662	"	"	346,116,865	471,537,527
——— 1898.	323,282	"	"	695,887	1,019,169	125,836,816	"	"	312,048,391	437,885,207
——— 1899.	323,889	"	"	720,167	1,050,056	127,702,151	"	"	315,325,924	443,028,075
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864).										
31 décembre 1880.	165,981	"	"	93,924	259,905	19,012,442	"	"	13,063,737	32,076,179
——— 1881.	155,359	"	"	90,933	246,292	18,294,739	"	"	12,755,510	31,050,249
——— 1882.	148,806	"	"	88,562	237,368	17,795,128	"	"	12,506,687	30,301,815
——— 1883.	122,448	"	"	87,135	209,583	15,105,869	"	"	12,221,359	27,327,228
——— 1884.	131,853	"	"	86,401	218,254	14,911,802	"	"	12,089,708	27,001,510

(a) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 p. 0/0 à partir de 1894.

d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1880 au 31 décembre 1899.

PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1880 AU 31 DÉCEMBRE 1899. (Suite.)

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (a) 5 p. 0/0 à 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.) (Suite.)										
31 décembre 1885.	133,050	"	"	85,768	218,818	14,898,302	"	"	11,942,681	26,840,983
——— 1886.	133,927	"	"	85,617	219,544	14,760,219	"	"	11,864,927	26,625,146
——— 1887.	134,847	"	"	88,466	223,313	14,508,059	"	"	12,068,171	26,576,230
——— 1888.	133,550	"	"	90,031	223,581	14,439,054	"	"	12,146,265	26,585,319
——— 1889.	131,091	"	"	88,846	219,937	13,999,595	"	"	11,821,762	25,821,357
——— 1890.	127,543	"	"	87,518	215,061	13,555,527	"	"	11,665,490	25,221,017
——— 1891.	123,775	"	"	89,006	212,781	13,232,053	"	"	11,388,517	24,620,570
——— 1892.	116,487	"	"	90,663	207,150	12,696,648	"	"	11,422,330	24,118,978
——— 1893.	102,827	"	"	95,500	198,327	11,585,664	"	"	11,494,529	23,080,13
——— 1894.	108,707	"	"	95,875	204,582	9,008,039	"	"	11,113,560	20,121,599
——— 1895.	107,085	"	"	95,118	202,203	8,856,741	"	"	10,786,529	19,643,270
——— 1896.	103,819	"	"	91,471	195,290	8,369,301	"	"	10,364,684	18,733,985
——— 1897.	100,833	"	"	87,622	188,455	8,330,425	"	"	9,871,316	18,201,741
——— 1898.	97,205	"	"	84,641	181,846	8,087,386	"	"	9,559,945	17,647,331
——— 1899.	94,266	"	"	82,376	176,642	7,860,035	"	"	9,211,461	17,071,496
5. — Inscriptions au porteur. (Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.)										
31 décembre 1880.	1,714,556	60,444	263	673,304	2,448,563	153,056,062	6,278,550	34,950	68,437,611	228,369,498
——— 1881.	1,677,676	66,564	259	698,839	2,443,364	154,710,364	6,840,870	37,470	71,141,274	233,216,218
——— 1882.	1,762,481	74,293	285	738,749	2,57 560	156,312,757	7,327,110	39,160	74,943,895	239,074,162
——— 1883.	1,256,822	86,435	337	774,551	2,118,329	141,207,553	7,778,350	53,490	76,255,736	225,968,819
——— 1884.	1,369,780	88,989	521	805,696	2,265,025	142,394,755	8,452,040	54,170	76,967,782	228,137,937
——— 1885.	1,561,453	96,847	560	815,321	2,474,327	142,734,820	8,721,230	56,850	77,321,539	229,443,42
——— 1886.	1,628,819	103,630	616	884,193	2,617,305	144,292,108	9,330,220	65,360	85,428,243	239,922,431
——— 1887.	1,755,539	"	"	1,107,946	2,863,485	145,516,163	10,136,720	"	96,118,644	241,634,807
——— 1888.	1,675,323	"	"	1,176,879	2,852,202	144,951,027	"	"	94,869,548	239,820,575
——— 1889.	1,662,587	"	"	1,143,867	2,806,454	143,148,142	"	"	92,922,786	236,070,928
——— 1890.	1,636,769	"	"	1,110,073	2,746,842	141,239,162	"	"	88,032,555	229,271,717
——— 1891.	1,598,972	"	"	1,140,544	2,739,516	138,354,130	"	"	87,159,387	225,513,517
——— 1892.	1,491,628	"	"	1,265,754	2,757,382	133,941,377	"	"	96,776,500	230,717,877
——— 1893.	1,369,105	"	"	1,345,714	2,714,819	128,928,522	"	"	99,834,040	228,762,562
——— 1894.	1,368,787	"	"	1,333,022	2,701,809	100,440,330	"	"	98,537,901	198,978,231
——— 1895.	1,393,282	"	"	1,361,884	2,755,166	102,374,078	"	"	100,985,817	203,359,895
——— 1896.	1,442,838	"	"	1,364,015	2,806,853	104,681,771	"	"	101,520,579	206,202,350
——— 1897.	1,473,019	"	"	1,332,672	2,805,691	103,887,308	"	"	100,402,772	204,290,080
——— 1898.	1,489,730	"	"	1,360,418	2,850,148	103,714,193	"	"	101,346,438	205,060,631
——— 1899.	1,461,598	"	"	1,426,172	2,887,770	102,076,188	"	"	102,943,358	205,019,546

(a) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories*

III. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES RENTES 3 1/2 ET 3 P. 0/0, DÉVELOPPÉ PAR

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 5 P. 0/0, 4 1/2 P. 0/0 (1883) ET 3 1/2 P. 0/0 (a).												
31 déc. 1880.	352,765	45,134	397,899	165,981	1,714,556	2,278,436	158,683,006	13,141,652	171,824,658	19,012,442	153,056,062	343,893,162
—— 1881.	344,852	43,496	388,348	155,359	1,677,676	2,221,383	156,371,484	13,011,854	169,383,338	18,294,739	154,710,364	342,388,414
—— 1882.	346,150	38,393	384,543	148,806	1,762,481	2,295,830	154,150,859	12,587,092	166,737,951	17,795,128	156,312,757	340,845,836
—— 1883.	421,444	"	421,444	122,448	1,256,822	1,800,714	149,226,937	"	149,226,937	15,105,869	141,207,553	305,540,359
—— 1884.	468,959	"	468,959	131,853	1,369,780	1,970,592	148,233,802	"	148,233,802	14,911,802	142,394,755	305,540,359
—— 1885.	454,323	"	454,323	133,050	1,561,453	2,148,826	147,907,237	"	147,907,237	14,898,302	142,734,820	305,540,359
—— 1886.	445,962	"	445,962	133,927	1,628,819	2,208,708	146,488,032	"	146,488,032	14,763,219	144,292,108	305,540,359
—— 1887.	382,613	"	382,613	134,847	1,755,539	2,272,299	145,516,137	"	145,516,137	14,508,059	145,516,163	305,540,359
—— 1888.	379,372	"	379,372	133,550	1,675,323	2,188,245	146,150,221	"	146,150,221	14,439,054	144,951,027	305,540,302
—— 1889.	383,782	"	383,782	131,091	1,662,587	2,177,460	148,392,548	"	148,392,548	13,999,595	143,148,142	305,540,285
—— 1890.	375,634	"	375,634	127,543	1,636,769	2,139,946	150,745,587	"	150,745,587	13,555,527	141,239,162	305,540,276
—— 1891.	367,915	"	367,915	123,775	1,598,972	2,090,662	153,954,093	"	153,954,093	13,232,053	138,354,130	305,540,276
—— 1892.	352,552	"	352,552	116,487	1,491,628	1,960,667	158,902,251	"	158,902,251	12,696,648	133,941,377	305,540,276
—— 1893.	328,132	"	328,132	102,827	1,369,105	1,800,064	165,026,090	"	165,026,090	11,585,664	128,928,522	305,540,276
—— 1894.	322,926	"	322,926	108,707	1,368,787	1,800,420	128,190,813	"	128,190,813	9,008,039	100,440,330	237,639,182
—— 1895.	323,121	"	323,121	107,085	1,393,282	1,823,488	126,407,586	"	126,407,586	8,856,741	102,374,078	237,638,405
—— 1896.	321,429	"	321,429	103,819	1,442,838	1,868,086	124,587,326	"	124,587,326	8,369,301	104,681,771	237,638,398
—— 1897.	322,923	"	322,923	100,833	1,473,019	1,896,775	125,420,662	"	125,420,662	8,330,425	103,887,308	237,638,395
—— 1898	323,282	"	323,282	97,205	1,489,730	1,910,217	125,836,816	"	125,836,816	8,087,386	103,714,193	237,638,395
—— 1899.	323,889	"	323,889	94,266	1,461,598	1,879,753	127,702,151	"	127,702,151	7,860,035	102,076,188	237,638,374

(a) Le nouveau fonds de rentes 5 p. 0/0 a pour origine les emprunts contractés en 1871 et 1872. Ce fonds a été converti en rentes 4 1/2 p. 0/0 à compter du 3 août 1883 et ce dernier fonds a été converti en rentes 3 1/2 p. 0/0 à compter du 16 février 1894.

d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1880 au 31 décembre 1899.

CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DU 31 DÉCEMBRE 1880 AU 31 DÉCEMBRE 1899.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 3 P. 0/0.												
31 déc. 1880.	565,460	123,971	689,431	93,924	673,304	1,456,659	239,212,434	42,325,469	281,537,903	13,063,737	68,437,616	363,039,256
—— 1881.	561,760	123,994	685,754	90,933	698,839	1,475,526	236,641,729	42,500,475	279,142,204	12,755,510	71,141,274	363,038,988
—— 1882.	552,535	122,892	675,427	88,562	738,749	1,502,738	232,797,093	42,800,010	275,597,103	12,506,687	74,943,895	363,047,685
—— 1883.	549,031	124,252	673,283	87,135	774,551	1,534,969	231,283,971	43,286,062	274,570,033	12,221,359	76,255,736	363,047,128
—— 1884.	547,448	124,399	671,847	86,401	805,696	1,563,944	230,338,707	43,649,849	273,988,556	12,089,708	76,967,782	363,046,046
—— 1885.	546,313	126,356	672,669	85,768	815,321	1,573,758	229,778,388	43,995,743	273,774,131	11,942,681	77,321,539	363,038,351
—— 1886.	551,968	127,587	679,555	85,617	884,193	1,649,365	249,840,010	44,557,109	294,397,119	11,864,927	85,428,243	391,690,289
—— 1887.	615,519	132,293	747,812	88,466	1,107,946	1,944,224	270,849,169	46,362,776	317,211,945	12,068,171	96,118,644	425,398,760
—— 1888.	625,621	136,792	762,413	90,031	1,176,879	2,029,323	279,992,091	46,884,347	326,876,438	12,146,265	94,869,548	433,892,251
—— 1889.	622,153	137,139	759,292	88,846	1,143,867	1,992,005	281,548,093	47,564,079	329,112,172	11,821,762	92,922,786	433,856,720
—— 1890.	616,427	138,483	754,910	87,518	1,110,073	1,952,501	286,332,504	47,824,583	334,157,087	11,665,490	88,032,555	433,855,132
—— 1891.	628,269	141,146	769,415	89,006	1,140,544	1,998,965	281,664,875	48,077,261	329,742,136	11,388,517	87,159,387	428,290,040
—— 1892.	654,763	143,750	798,513	90,663	1,265,754	2,154,930	299,619,617	48,610,624	348,230,241	11,422,330	96,776,500	456,429,071
—— 1893.	632,320	146,646	778,972	95,500	1,345,714	2,220,186	296,031,264	49,107,869	345,139,133	11,494,529	99,834,040	456,467,702
—— 1894.	665,771	147,978	813,749	95,875	1,333,022	2,242,646	296,972,669	49,843,083	346,815,752	11,113,560	98,537,901	456,467,213
—— 1895.	642,318	150,902	793,220	95,118	1,361,884	2,250,222	294,375,637	50,316,392	344,692,029	10,786,529	100,985,817	456,464,375
—— 1896.	648,904	153,111	802,015	91,471	1,364,015	2,257,501	293,595,543	50,911,108	344,506,651	10,364,684	101,520,579	456,391,914
—— 1897.	670,680	137,464	808,144	87,622	1,332,672	2,228,438	306,733,369	39,383,496	346,116,865	9,871,316	100,402,772	456,390,953
—— 1898.	695,887	121,193	817,080	84,641	1,360,418	2,262,139	312,048,391	33,435,682	345,484,073	9,559,945	101,346,438	456,390,456
—— 1899.	726,167	107,909	834,076	82,376	1,426,172	2,342,624	315,325,924	28,886,658	344,212,582	9,211,461	102,943,358	456,367,401

IX. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1899.*

RENTES INSCRITES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825	1852.	1883.			
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 000
2e période) 1er août 1830 au 1er mars 1848)....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 000
Total.....	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 000
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 000
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1870).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 000
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 360
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 360
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,064	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 360
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1899)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale.....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000f 000
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 000
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 640
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 000
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 000
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.)...	"	"	"	"	"	"	28,382,290 234
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 000
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	50,185,448 874
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	"	"	"	"	"	"	18,237 000
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626 000
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.).	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.).	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.).	"	"	"	"	"	"	18,947,368 000
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.).	"	"	"	"	"	"	3,250,901 688
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 000
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	67,119,508 688
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	117,304,957 562
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1899.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	620,474,513 922

RENTES ANNULÉES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825	1852.	1883.			
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914 00	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761f
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,937,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1899).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f 00c	"	"	"	106,780f 037
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,555 00	"	"	"	812,128 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f 00c	"	"	2,754,565 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	926f 000	"	31,821 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	3,503,516 00	"	"	100 279f	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	2,481 555	446,096	9,266,071 671
Total des rentes annulées au 31 déc. 1899.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	2,481 555	26,522,017	164,107,112 671

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1899.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	620,474,513 922	164,107,112 671	456,367,401f251
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	2,481 555	237,638,374 286
Total.....	1,976,656,604 743	1,282,650,829 206	694,005,775 537

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 44 à 59.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1899.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	»	63,307,637f 00c	»	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	»	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	»	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	»	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	»	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	»	»	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048 30	306,168,048 30	»	»	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	»	»	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1899	237,640,855 841	2,481 555	237,638,374 286	»	
TOTAUX	237,640,855 841	2,481 555	237,638,374 286	»	
Rentes inscrites au 1er janvier 1900			237,638,374 286		
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	»	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	»	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	»	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	»	1,096 00	»	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	»	131,298 00	»	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	»	895,302 00	»	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	»	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	»	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	»	24,135,464 00	»	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	»	1,925,815 00	»	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	»	446,096 00	»	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,552,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1899).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	»	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	»	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	»	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	»	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1899	117,304,957 562	9,266,071 671	108,038,885 891	»	
TOTAUX	620,474,513 922	164,107,112 671	472,651,921 251	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1900			456,367,401 251		

TABLEAU PAR PERIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 58.
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163 762,368f 00c	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	»	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	»	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	»	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,606 00	»	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4 902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 90	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	»	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	»	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	322,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	»	895,302 00	895,302 00	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	»	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	»	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1898.						
Rentes 5 p. 0/0	»	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	»	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	»	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	»	
—— 3 1/2 p. 0/0	»	237,640,855 841	237,640,855 841	2,481 555	237,638,374 286	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	»	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	»	446,096 00	446,096 00	»	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	117,304,957 562	465,633,472 922	9,266,071 671	456,367,401 251	
TOTAUX	386,222,343 36	1,007,118,260 703	1,393,340,604,063	699,334,828 526	694,005,775 537	

X. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)			
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 (A) devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.)			
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)			
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)			
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)			
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091,637	23,091,637	"
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. o/o)	63,307,637	"	63,307,637f
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)			
ACCROISSEMENTS.			
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. o/o.)	35,622,768	"	"
A reporter	35,622,768	63,307,637	"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.			
			PREMIÈRE PÉRIODE.				
40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
			DEUXIÈME PÉRIODE.				
6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"	
5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
750,000	750,000	"	"	"	"	"	
1,637	1,637	"	"	"	"	"	
23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
			TROISIÈME PÉRIODE.				
35,622,768	35,622 768	"	"	"	"	"	
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	35,622,768f	63,307,637f	"	"	35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. 0/0.)	43,185,199	"	"	"	43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. 0/0.)	59,974,950	"	"	"	59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. 0/0.)	25,493,799	"	"	"	25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459 035f	
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. 0/0.)	25,995,310	"	"	"	25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
(Savoir : Pour emprunts ..... 99,073,619f Rentes remises à divers..... 91,198,407)												
TOTAL	190,272,026	"	"	"								
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	53,833,174	"	53,833,174f	"								
RESTE	136,438,852	"	"	"								
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"	190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
ANNULATIONS.												
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. 0/0.) 31,723,956f Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. 0/0) 3,454,433	35,178,389f	"	"	"	31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissem[t]. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	"	"	16,020,094	"	3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"	16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"	51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f	(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	(A) Rentes inscrites..... 199,417,208f Rentes restant à inscrire..... 2,963,972 TOTAL GAL..... 202,381,180
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)					**QUATRIÈME PÉRIODE.**							
ACCROISSEMENTS.												
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. 0/0.)	31,158,734f	"	"	"	31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. 0/0.)	8,092,647	"	"	"	8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. 0/0)	315	"	"	"	315	315	"	"	"	"	"	
Rétablissements (5 p. 0/0)	109	"	"	"	109	109	"	"	"	"	"	
TOTAL	39,251,895	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. 0/0.)		"	35,530,347	"	35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)	26,098,472	"	26,098,472	"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE	13,153,333	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"	74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"	"	"	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report.....	13,153,333f	164,568,100f	99,441,899f	"
Annulations diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.....	876,066	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. o/o.).....	"	"	32,000,000	"
Reste en rentes actives.....	12,277,267	12,277,267	"	"
Total des rentes annulées pendant la 4e période.....		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848.		176,845,367	67,441,899	244,287,266f00c
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)				
AGGROISSEMENTS				
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. o/o.).....	14,935,387	"	"	"
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. o/o.).....	35,774,513	"	"	"
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. o/o.).....	6,817,348	"	"	"
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. o/o.).....	6,000,000	"	"	"
Total.....	63,527,248	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		"	18,608,355	"
Rachats faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. o/o).....	1,019,054	"	1,019,054	"
Reste.....	62,508,194	"	"	"
Total		"	87,069,308	"
Total des rentes créées pendant la 5e période.....		"	"	"
ANNULATIONS				
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. o/o.)..... 8,035,211f Annulations diverses (5 p. o/o)..... 549,487	8,584,698f	"	"	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :				
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)..... 28,622,606f Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. o/o 46,441,087	"	"	75,063,693	"
Reste en rentes actives.....	53,923,496	53,923,496	"	"
Total des rentes annulées pendant la 5e période.....		"	"	"
Situation des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852.....		230,768,863	12,005,615	242,774,478f00c

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
"	"	"	"	"	"	"	
876,066f	807,539f	1,096f	"	"	4,902f	62,529f	
32,000,000	32,000,000	"	"	"	"	"	
32,876,066	32,807,539	1,096	"	"	4,902	62,529	
(a) 244,827,266	146,749,591	1,026,600	"	"	26,507,375	70,003,700	

(a) Rentes inscrites..... 244,287,206f
Rentes restant à inscrire..... 60
Total égal..... 244,287,266

CINQUIÈME PÉRIODE.

14,935,387f	14,935,387f	-	"	"	"	"
35,774,513	20,068,284	"	"	"	"	15,706,229f
6,817,348	6,817,348	"	"	"	"	"
6,000,000	6,000,000	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
18,608,355	"	"	"	"	"	18,608,355
"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"
82,135,603	47,821,019	"	"	"	"	34,314,584
8,035,211	"	"	"	"	8,035,211f	"
549,487	549,487	"	"	"	"	"
28,622,606	8,232,978	131,298f	"	"	805,833	19,452,497
46,441,087	"	"	"	"	15,294,420	31,146,667
83,648,391	8,782,465	131,298	"	"	24,135,464	50,599,164
(b) 242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	2,371,911	53,719,120

(b) Rentes inscrites..... 239,304,528f
Rentes restant à inscrire..... 3,469,950
Total égal..... 242,774,478

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870.) Report		230,768,863f	12,005,615f	"	SIXIÈME PÉRIODE.							
ACCROISSEMENTS.												
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852.)	158,097,609 f	"	"	"	158,097,609f	"	"	158,097,609f	"	"	"	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :												
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire	2,128,828f											
Diminution d'un dixième	212,883											
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o	1,915,945	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	1,915,945	"	"	"	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852. — 3 p. o/o.)		4,403,436	"	"	4,403,436	"	"	"	"	"	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852. — 4 1/2 p. o/o.)		500,000	"	"	500,000	"	"	500,000	"	"	"	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)		71,709,380	"	"	71,709,380	"	"	16,992,520	"	"	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856. — 3 p. o/o.)		200,000	"	"	200,000	"	"	"	"	"	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857. — 3 p. o/o.)		441,176	"	"	441,176	"	"	"	"	"	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o.)		1,051	"	"	1,051	"	"	1,051	"	"	"	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)		7,942,315	"	"	7,942,315	"	"	"	"	"	7,942,315	
Rétablisst d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858. — 4 1/2 p. o/o.)		8,397	"	"	8,397	"	"	8,397	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)		25,773,370	"	"	25,773,370	"	"	573,710	"	"	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.)		4,000,000	"	"	4,000,000	"	"	"	"	"	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.)		12,092,520	"	"	12,092,520	"	"	"	"	"	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :												
4 1/2 p. o/o	133,619,587f	135,255,410	"	"	135,255,410	"	"	"	"	"	135,255,410	
4 p. o/o	1,635,823											
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)		298,283	"	"	298,283	"	"	298,283	"	"	"	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.)		14,249,339	"	"	14,249,339	"	"	"	"	"	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.)		19,514,315	"	"	19,514,315	"	"	"	"	"	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :												
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869	4,000,000f	5,701,606	"	"	5,701,606	"	"	"	"	"	5,701,606	
Article 2 du même arrêté	1,701,605											
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1											
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.)		39,830,306	"	"	39,830,306	"	"	"	"	"	39,830,306	
Total		501,934,458	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o)		"	75,990,468	"	75,990,468	"	"	"	"	"	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	3,381,280f	9,869,446f	"	9,869,446	"	"	"	"	"	"	"	
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	6,488,166											
Reste		492,065,012	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Total des rentes créées pendant la 6e période		"	"	"	577,924,926	"	"	178,387,515	"	"	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.												
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :												
Rentes 5 p. o/o à convertir	175,664,010f	175,664,010f		"	175,664,010	175,664,010f	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement	158,097,609											
Réduction	17,566,401											
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion	2,128,828		"	"	2,128,828	2,128,828	"	"	"	"	"	
Remboursts effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o)	3,685,592		"	"	3,685,592	3,685,592	"	"	"	"	"	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o)	206,432		"	"	206,432	"	"	206,432	"	"	"	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852. — 4 1/2 p. o/o.)	4,475,656		"	"	4,475,656	"	"	4,475,656	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.)	135,255,410		"	"	135,255,410	"	586,277f	133,033,310	"	1,635,823f	"	
A reporter	321,415,928	492,065,012	230,768,863	97,865,529	"	321,415,928	181,478,430	586,277	137,715 398	"	1,635,823	"

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	321,415,928f	492,065,012f	230,768,863f	97,865,529f	"
Report des rentes 4 1/2 p. o/o (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852)	298,283		"	"	"
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. o/o)	427,646		"	"	"
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. o/o) (a) 33,699f					
	1,701,605	1,735,305	"	"	"
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.)					
TOTAL	323,877,162	323,877,162			
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir :					
Rentes rachetées antérieures à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. o/o.)	4,308,000		"	"	"
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	2,467,363		"	"	"
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	3,381,280		"	"	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. o/o.)	7,942,315	"	"	93,844,726	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. o/o.)	4,000,000		"	"	"
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. o/o.)	71,745,768		"	"	"
RESTE en rentes actives		168,187,850	168,187,850	"	"
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871			398,956,713	4,020,803	402,977,516f
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1899.)					
ACCROISSEMENTS.					
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. o/o.)	138,975,295f00		"	"	"
Emprunt de 1872. du 15 juillet 1872. — 5 p. o/o.)	207,026,310 00		"	"	"
Rentes créées en faveur des princes de la maison d'Orléans (L. du 10 juil. 1856. 3 p. o/o.)	400,000 00		"	"	"
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. o/o.)	350,000 00		"	"	"
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 o/o.)	50 00		"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)	306,164,085 30		"	"	"
Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. o/o.)	3,963 00		"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)	13,157,894 00		"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)	1,879,699 00		"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. o/o.)	18,947,368 00		"	"	"
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00		"	"	"
Rente 3 p. o/o. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations	194 922		"	"	"
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)	28,184,376 00		"	"	"
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.)	237,595,231 841		"	"	"
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. o/o.)	45,624 000		"	"	"
TOTAL	990,363,088 063		"	"	"
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. o/o) 9,196,513f					
Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. o/o) 383,484	9,579,997 000		"	9,579,997	"
RESTE à reporter	980,783,091 063		398,956,713	13,600,800	"
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter					

(a) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
321,415,928f	181,478,430f	586,277f	137,715,398f	"	"	1,635,823f	"	
298,283	"	298,283	"	"	"	"	"	
427,646	1,715	"	365,015	"	"	"	60,916f00c	
1,735,305	"	"	"	"	"	"	1,735,305 00	
4,308,000	4,308,000	"	"	"	"	"	"	
2,467,363	"	"	1,247,921	"	"	23,165	1,196,277 00	
3,381,280	"	10,742	1,608,705	"	"	266,827	1,495,006 00	
7,942,315	"	"	"	"	"	"	7,942,315 00	
4,000,000	"	"	"	"	"	"	4,000,000 00	
71,745,768	"	"	"	"	"	"	71,745,768 00	(a) Rentes inscrites..... 386,222,343f Rentes restant à inscrire.... 16,755,173 TOTAL ÉGAL. 402,977,516
417,721,888	185,788,145	895,302	140,937,039	"	"	1,925,815	88,175,587 00	
(a) 402,977,516	"	"	37,450,476	"	"	446,096	365,080,944 00	

SEPTIÈME PÉRIODE.

138,975,295f00c	138,975,295f	"	"	"	"	"	"
207,026,310 00	207,026,310	"	"	"	"	"	
400,000 00	"	"	"	"	"	"	400,000f00c
350,000 00	"	"	"	"	"	"	350,000 00
50 00	"	"	50f	"	"	"	"
306,164,085 30	"	"	"	306,164,085f30c	"	"	"
3,963 00	"	"	"	3,963 00	"	"	"
13,157,894 00	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00
1,879,699 00	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00
18,947,368 00	"	"	"	"	"	"	18,947,368 00
37,632,997 00	"	"	"	"	"	"	37,632,997 00
194 922	"	"	"	"	"	"	194,922
28,184,376 00	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00
237,595,231 841	"	"	"		237,595,231 841	"	"
45,624 00	"	"	"	"	45,624 00	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
990,363,088 063	346,001,605	"	50	306,168,048 30	237,640,855 841	"	100,552,528 922

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report		980,783,091f 063	398,956,713f 00c	13,600,800f	"
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.					
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. 0/0)	115,177 037		"	"	"
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. 0/0)	47,944 76		"	"	"
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. 0/0.)	50 00		"	"	"
Annulation de rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :					
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	340,182,317f 00c	340,182,317 00	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	306,164,085 30				
RÉDUCTION	34,018,231 70				
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. 0/0 (1852) et 3 p. 0/0)	1,049,767f 452		"	"	"
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 06		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		"	"	"
Couversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	34,029,202 00		"	"	"
Annulation de rentes 3 p. 0/0 appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00		"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00		"	"	"
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :					
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) à convertir	305,479,583f 800	305,479,583 800	"	"	"
Rentes 3 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	237,595,231 841				
Réduction	67,884,351 959				
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		"	"	"
		690,138,315 526			
		290,644,775 537	290,644,775 537		
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :					
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. 0/0.)	9,196,513f 00c	"	"	13,600,800	"
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. 0/0. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00		4,404,287 00		
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période					
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1900			694,005,775 537	"	694,005,775,537

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.							OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
		1825.	1852.	1883.				
990,363,088f 063	340,001,605f	"	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	100,552,528f 922	
2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
115,177 037	"	"	8,397	"	"	"	106,780 037	
47,944 76	262	"	9,673	83 50	926	"	37,000 260	
50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000	
60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00	
699,334 828 526	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	2,481 555	446,096	9,266,071 671	
694,005,775 537	"	"	"	"	237,638,374 286	"	456,367,401 251	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (b)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,805 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,248 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 20
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1899	"	990,363,088 063
TOTAL	130,129,170	1,848,656,262 263
	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement.(a)	**ANNULATIONS diverses.**
RENTES ANNULÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,389f00c
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066 00
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,698 00
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,841,726	323,877,162 00
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1899	9,196,513	690,138,315 526
TOTAL	226,125,026	1,058,654,630,526

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.		RENTES RESTANT à inscrire.
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f00c		"
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208 00	(A)	2,963,972f00
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206 00	(B)	60 00
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528 00	(C)	3,469,950 00
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343 00	(D)	16,755,173 00
1er janvier 1900	1,978,785,432	1,284,779,657	694,005,775	694,005,775 00		

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 43) est de	1,976,656,604f00c	"
Le montant des rentes annulées (page 43) est de	"	1,282,650,829f00c
TOTAUX au 31 décembre 1899	1,976,656,604 00	1,282,650,829 00
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	1,978,785,432 00	1,284,779,657 00
D'où il résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f00c (A)	

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f	"	"	"	"	"	"
23,091,637 00	23,091,637	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967	1,034,764f	"	"	"	3,134,950f	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 00	47,821,019	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 20	"	"	178,387,515f20c	"	"	"	399,537,411 00
990,363,088 063	346,001,605	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	100,552,528 922
1,978,785,432 263	(c)608,557,668	1,034,764	178,387,565 20	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	620,474,513 922
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f00	35,177,914	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761 00
32,876,066 00	32,807,539	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
83,648,391 00	8,782,465	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 00	185,788,145	895,302	140,937,039 00	"	"	1,925,815	88,175,587 00
699,334,828 526	346,001,605	"	37,450,526 00	306,168,048 30	2,481 555	446,096	9,266,071 671
1,284,779,656,526	608,557,668	1,034,764	178,387,565 20	306,168,048 30	2,481 555	26,522,017	164,107,112 671

(b) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. 0/0.

TABLEAUX.	RENTES 5 p. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 p. 0/0. ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX... page	606,428,840	606,428,840

DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (A)

DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS.

TOTAL DES RENTES existantes.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
694,005,775	"	"	"	"	237,638,374f	"	456,367,401

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. o/o	15,392f
——— 3 p. o/o	948,650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. o/o.	
(C) ——— 5 p. o/o.	
(D) Rentes 4 1/2 p. o/o.	2,744f
——— 3 p. o/o.	16,752,429
TOTAL	16,755,173

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. o/o (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période.

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 3,871,172 00

Il restait donc de ce chef, au 1er avril 1852, en rentes 5 p. o/o, un crédit disponible de 2,128,828 00

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. o/o, une différence en moins de 2,128,828 francs.

XI. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1900. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.				francs.		francs.		francs.
1er janvier 1830	151,427	163,857,078	"	"	"	"	533	1,029,237	"	"
1er août 1830	"	163,762,368	"	"	"	"	"	1,027,696	"	3,125,210
1er janvier 1831	152,344	163,827,894	"	"	"	"	598	1,027,696	454	3,125,210
——— 1832	174,229	174,376,383	"	"	"	"	531	1,027,696	1,194	3,125,210
——— 1833	179,723	178,896,502	"	"	"	"	557	1,027,696	1,246	3,125,210
——— 1834	178,982	146,623,104	"	"	"	"	533	1,026,600	1,148	3,121,140
——— 1835	182,902	146,910,045	"	"	"	"	529	1,026,600	1,473	3,120,683
——— 1836	260,654	146,846 399	"	"	"	"	616	1,026,600	1,791	7,886,119
——— 1837	251,095	147,118,472	"	"	"	"	643	1,026,600	2,453	7,886,119
——— 1838	241,662	147,118,615	"	"	"	"	826	1,026,600	2,595	11,978,766
——— 1839	231,346	147,119,749	"	"	"	"	939	1,026,600	2,811	11,978,769
——— 1840	230,975	147,112,462	"	"	"	"	925	1,026,600	2,900	11,978,766
——— 1841	225,854	147,105,997	"	"	"	"	1,033	1,026,600	3,174	18,221,123
——— 1842	230,791	147,042,988	"	"	"	"	1,189	1,026,600	3,348	22,507,373
——— 1843	227,312	147,040,481	"	"	"	"	1,238	1,026,600	3,434	22,507,373
——— 1844	230,496	147,040,480	"	"	"	"	1,266	1,026,600	3,453	22,507,373
——— 1845	229,092	147,039,095	"	"	"	"	2,068	1,026,600	3,484	22,507,373
——— 1846	227,667	147,038,935	"	"	"	"	1,343	1,026,600	3,518	26,507,373
——— 1847	230,906	146,752,528	"	"	"	"	1,395	1,026,600	3,636	26,507,373
——— 1848	243,055	146,749,591	"	"	"	"	1,545	1,026,600	3,817	26,507,373
24 février 1848	"	146,749,591	"	"	"	"	"	1,026,600	"	26,507,373
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"	"	"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,164
——— 1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,911
——— 1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,911
——— 1852	711,751	182,318.194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,911
——— 1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,011
——— 1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,326
——— 1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,227
——— 1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,568
——— 1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,568
——— 1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,568
——— 1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,568
——— 1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,754

(A) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917.

RENTES 3 P. 0/0 1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
43,610	39,810,144	195,570	204,696,459	1er janvier 1830	Compte général de l'Administration des finances pour 1829, page 357.
"	31,501,934	"	199,417,208	1er août 1830	pour 1836, page 916.
39,929	38,455,274	193,325	206,436,074	1er janvier 1831	pour 1830, pages 316-317.
39,211	35,455,274	215,165	213,984,563	——— 1832	pour 1831, pages 398-399.
36,192	35,455,274	217,718	218,504,682	——— 1833	pour 1832, pages 490-491.
32,505	33,931,483	213,168	184,702,333	——— 1834	pour 1833, pages 435, 441, 445, 447.
29,779	34,090,725	214,683	185.148,055	——— 1835	pour 1834, pages 437-443.
29,999	34,181.956	293,060	189,941,074	——— 1836	pour 1835, pages 366, 377 à 383.
31,270	35,743,303	285,461	191,774,494	——— 1837	pour 1836, pages 403, 417 à 423.
30,186	35,788,055	275,269	195,912,036	——— 1838	pour 1837, pages 367, 381 à 387.
29,737	35,791,786	264,833	195,916,001	——— 1839	pour 1838, pages 454, 475 à 479.
30,647	35,793,290	265,447	195,911,137	——— 1840	pour 1839, page 481.
31,199	35,794,434	261,260	202,148,154	——— 1841	pour 1840, page 481.
31,058	37,753,026	266,386	208,329,989	——— 1842	pour 1841, page 417.
34,540	44,834,543	266,524	215,408,999	——— 1843	pour 1842, page 412.
31,435	47,763,216	266,650	218,337,671	——— 1844	pour 1843, page 436.
33,892	50,367,456	268,536	220,940,526	——— 1845	pour 1844, page 414.
38,506	56,849,874	271,034	231,422,784	——— 1846	pour 1845, page 418.
40,803	62,826,863	276,740	237,113,366	——— 1847	pour 1846, page 428.
43,391	66,525,399	291,808	240,808,965	——— 1848	pour 1847, page 432.
"	70,003,640	"	244,287,206	24 février 1848	pour 1848, page 460.
73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	pour 1848, page 445.
98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	——— 1850	pour 1849, page 432.
94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	——— 1851	pour 1850, page 434.
93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	——— 1852	pour 1851, page 426.
93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	——— 1853	pour 1852, page 436.
128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	——— 1854	pour 1853, page 439.
178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	——— 1855	pour 1854, page 453.
235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	——— 1856	pour 1855, page 448.
245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	——— 1857	pour 1856, page 446.
256,578	135,038,412	1,008,682	310,880,953	——— 1858	pour 1857, page 450.
219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	——— 1859	pour 1858, page 434.
340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	——— 1860	pour 1859, page 440.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1900. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0/0 (1828).	
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.
1er janvier 1861.....	//	//	//	//	//	//	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2.237	2,177,509
—— 1862.....	//	//	//	//	//	//	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112,015
—— 1863.....	//	//	//	//	//	//	197,866	39,726,987	//	//	938	472,386
—— 1864.....	//	//	//	//	//	//	191,988	39,319,394	//	//	976	472,386
—— 1865.....	//	//	//	//	//	//	186,401	39,148,204	//	//	885	469,261
—— 1866.....	//	//	//	//	//	//	185,327	37,708,982	//	//	895	446,096
—— 1867.....	//	//	//	//	//	//	179,858	37,495,296	//	//	789	446,096
—— 1868.....	//	//	//	//	//	//	174,982	37,448,159	//	//	755	446,096
—— 1869.....	//	//	//	//	//	//	172,353	37,447,706	//	//	755	446,096
—— 1870.....	//	//	//	//	//	//	169,173	37,445,729	//	//	769	446,096
—— 1871.....	//	//	//	//	//	//	168,672	37,447,732	//	//	778	446,096
—— 1872.....	633,858	101,061,885	//	//	//	//	171,358	37,447,732	//	//	772	446,096
—— 1873.....	1,338,383	224,055,390	//	//	//	//	172,063	37,450,476	//	//	774	446,096
—— 1874	2,457,854	287,169 770	//	//	//	//	171,385	37,450,476	//	//	795	446,096
—— 1875.....	2,769,552	345,756,055	//	//	//	//	167,907	37,450,476	//	//	765	446,096
—— 1876.....	2,790,143	345,975,800	//	//	//	//	163,837	37,443,636	//	//	763	446,096
—— 1877.....	2,774,235	346,001,605	//	//	//	//	161,641	37,443,636	//	//	761	446,096
—— 1878.....	2,635,056	346,001,605	//	//	//	//	160,747	37,443,636	//	//	768	446,096
—— 1879.....	2,431,176	345,873,512	//	//	//	//	159,459	37,442,779	//	//	786	446,096
—— 1880.....	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446,096
—— 1881.....	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,474	37,442,210	//	//	857	446,096
—— 1882.....	2,221,583	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446,096
—— 1883.....	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446,096
—— 1884.....	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446,096
—— 1885.....	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446,096
—— 1886.....	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446,096
—— 1887.....	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	37,432,534	//	//	1,313	446,096
—— 1888.....	//	//	2,272,099	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1889.....	//	//	2,188,245	305,540,303	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1890.....	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1891.....	//	//	2,139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1892.....	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1893.....	//	//	1,960,667	305,540 276	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1894.....	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1895.....	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	//
—— 1896.....	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	//
—— 1897.....	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	//
—— 1898.....	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	//
—— 1899.....	//	//	//	//	1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	//
—— 1900.....	//	//	//	//	1,879,753	237,638,374	//	//	//	//	//	//

RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
	francs.		francs.		
354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1er janvier 1861.....	Compte général de l'Administration des finances pour 1860, page 456.
305,792	180,621,924	1,108,676	36,044,376	—— 1862.....	pour 1861, page 474.
769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	—— 1863.....	pour 1862, page 462.
775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	—— 1864.....	pour 1863, page 502.
978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	—— 1865.....	pour 1864, page 536.
808,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	—— 1866.....	pour 1865, page 534.
915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	—— 1867.....	pour 1866, page 538.
910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	—— 1868.....	pour 1867, page 566.
936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	—— 1869.....	pour 1868, page 572.
1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	—— 1870.....	pour 1869, page 582.
1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	—— 1871.....	pour 1870, page 588.
1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	—— 1872.....	pour 1871, page 632.
1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,206	—— 1873.....	pour 1872, page 616.
1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	—— 1874.....	pour 1873, page 600.
1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	—— 1875.....	pour 1874, page 606.
1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	—— 1876.....	pour 1875, page 602.
1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	—— 1877.....	pour 1876, page 686.
1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	—— 1878.....	pour 1877, page 696.
1,476,114	363,040,565	4,067,535	746,802,952	—— 1879.....	pour 1878, page 750.
1,468,063	363,039,704	3,949,921	745,925,155	—— 1880.....	pour 1879, page 814.
1,456,659	363,039,256	3,902,426	744,820,724	—— 1881.....	pour 1880, page 818.
1,475,526	363,038,988	3,867,801	743,315,760	—— 1882.....	pour 1881, page 856.
1,502,738	363,047,685	3,974,616	741,773,122	—— 1883.....	pour 1882, page 864.
1,534,969	363,047,128	3,523,192	706,466,867	—— 1884.....	pour 1883, page 866.
1,563,944	363,046,046	3 722 348	706,465,779	—— 1885.....	pour 1884, page 918.
1,573,758	363,038,351	3,917,110	706,458,038	—— 1886.....	pour 1885, page 948.
1,649,365	391,690,289	4,057,892	735,109,278	—— 1887.....	pour 1886, page 714.
1,944,224	425,398,760	4,217,223	730,939.119	—— 1888.....	pour 1887, page 727.
2,029,323	433,892,251	4,217,568	739,432,554	—— 1889.....	pour 1888, page 776.
1,992,005	433,856,720	4,169,465	739,397,005	—— 1890.....	pour 1889, page 779.
1,952,501	433,855,132	4,092,447	739,395,408	—— 1891.....	pour 1890, page 783.
1,998,965	428,290,040	4,089,627	733,830,316	—— 1892.....	pour 1891, page 793.
2,154,930	456,429,070	4,115,597	761,969,346	—— 1893.....	pour 1892, page 813.
2,220,186	456,467,702	4,020,250	762,007,978	—— 1894.....	pour 1893, page 853.
2,242,646	456,467,213	4,027,837	694,106,395	—— 1895.....	pour 1894, page 820.
2,250,222	456,464,375	4,073,710	694,102,780	—— 1896.....	pour 1895, page 791.
2,257,501	456,391,914	4,125,587	694,030,312	—— 1897.....	pour 1896, page 797.
2,228,438	456,390,953	4,125,213	694,029,348	—— 1898.....	pour 1897, page 853.
2,262,139	456,390,456	4,172,356	694,028,851	—— 1899.....	pour 1898, page 14.
2,342,624	456,367,401	4,222,377	694,005,775	—— 1900.....	pour 1899, page 14.

XII. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1900.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
	francs.	francs.	francs.	francs.
Rentes 3 p. o/o	1,393,910,756	82,481,344	68,705,604	1,407,686,496
Rentes 3 1/2 p. o/o	86,157,885	92,815,711	47,888,421	131,085,175
Totaux	1,480,068,641	175,297,055	116,594,025	1,538,771,671

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

EMISSIONS DE 1878 À 1899.

En exécution de la loi du 16 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été inscrit au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

. . . . . .

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

.....

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après.

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE — des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE — du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000f	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142 000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	402 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	583,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 349050	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 470 séries ; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475
On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590
unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 470 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371f56}{735,590} = 400f788,268,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de :
$\frac{3,459,359,545f\ 45c}{8,508,293} = 406f\ 586,790,728$.

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES — amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES — restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS — À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS — AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1899. 15	NOMBRE DES UNITÉS — AMORTIES pendant l'année 1899. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS — AMORTIES au 1er janvier 1900. 17	NOMBRE DES UNITÉS — RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
1	175	Souscription publique.	21	154	1,099,700	125,680	6,284	131,964	967,736	1
2	172	*Idem*.....	18	154	2,402,324	237,439	13,967	251,406	2,150,918	2
3	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	16	154	2,499,170	220,515	14,701	235,216	2,263,954	3
	170	*Idem*.	16	154	198,390	17,505	1,167	18,672	179,718	4
5	170	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	16	154	735,590	64,905	4,327	69,232	666,358	5
6	170	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	16	154	152,660	13,470	898	14,368	138,292	6
7	169	Souscription publique..	15	154	913,783	75,698	5,407	81,105	832,678	7
8	169	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	15	154	139,763	11,578	827	12,405	127,358	8
9	163	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. 0/0 perpétuelle.	9	154	366,913	18 008	2,251	20,259	346,654	9
			TOTAUX.....		8,508,293	784,798	(C) 9,829	834,627	7,673,666	

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes, 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal, et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1900 ; on aura :
15 × 7,673,666 = 115,104,990f de rente (voir page 76).
500 × 7,673,666 = 3,836,833,000f de capital nominal.

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans chaque série.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			PENDANT L'ANNÉE 1899.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.					
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	62,840,000	311,058,000 00	373,898,000 00	3,142,000	14,563,170 00	17,705,170 00	65,982,000	325,621,170 00	391,603,170 00	483,868,000	495,713,340 00	979,581,340 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	118,719,500	580,703,842 50	699,423,342 50	6,983,500	32,368,522 50	39,352,022 50	125,703,000	613,072,365 00	738,775,365 00	1,075,459,000	1,101,786,795 00	2,177,245,795 00
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	119,010,000	599,661,487 50	718,671,487 50	7,934,000	36,774,090 00	44,708,090 00	126,944,000	636,435,577 50	763,379,577 50	1,221,836,000	1,251,747,180 00	2,473,583,180 00
Émission de 1884	970,398,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	82,825,500	408,150,071 87	490,975,571 87	5,729,500	26,556,232 50	32,285,732 50	88,555,000	434,706,304 37	523,261,304 37	882,343,000	903,943,215 00	1,786,286,215 00
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	9,004,000	41,573,156 25	50,577,156 25	1,125,500	5,216,692 50	6,342,192 50	10,129,500	46,789,848 75	56,919,348 75	173,327,000	177,570,135 00	350,897,135 00
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	392,399 000	1,941,146,558 12	2,333,545,558 12	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	417,313,500	2,056,626,265 62	2,473,938,765 62	3,836,833,000	3,930,760,665 00	7,767,593,665 00

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
				francs.	fr. c.	fr. c.	
DÉPENSES EFFECTUÉES.							
1879	175	549,850,000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie : 116.
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie : 8.
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie : 174.
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie : 163.
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie : 156.
1884	170	4,041,013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie : 3.
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie : 127.
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie : 86.
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie : 170.
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie : 161.
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie : 130.
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie : 19.
1891	163	4,061,063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie : 93.
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710,752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie : 52.
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie : 102.
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie : 55.
1895	159	3,961,405,506	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie : 148.
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie : 58.
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie : 47.
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie : 74.
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie : 61.
TOTAL			21	417,313,500	2,056,625,265 62	2,473,938,765 62	
DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.							
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114,731,272 50	139,645,772 50	
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	
1904	150	3,737,175,000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	
1911	140	3,488,030,000	2	49,829,000	103,893,465 00	153,722,465 00	
1912	138	3,438,201,000	2	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227,000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			32	797,264,000	2,098,797,480 00	2,896,061,480 00	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			32	797,264,000	2,098,797,480 00	2,896,061,480 00	
1920	122	3,039,569,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965 285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,473,500	65,400,562 50	140,144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,473,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 50	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613,500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 00	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,659,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242,305 00	151,729,305 00	
TOTAL			154	3,836,833,000	3,930,760,665 00	7,767,593,665 00	

RÉCAPITULATION.

Dépenses effectuées	21	417,313,500	2,056,625,265 62	2,473,938,765 62
Dépenses restant à effectuer	154	3,836,833,000	3,930,760,665 00	7,767,593,665 00
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

Suite du COMPTE DE

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le compte général des finances de 1895, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1898 et 1899, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1898, a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1898, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1899, il en résulte pour cette année, comparée à 1898, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1898 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1899 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1898, soit..... 747,435f 00c

alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1899 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1899, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 373,717 50

Le total de la diminution pour 1899 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

DES ANNUITÉS.

Pour l'année 1899, le décompte de ces intérêts peut être établi comme il suit :

1° Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1899 montait à 3,861,747,500 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de 115,852,425f 00c

Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1899 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef 373,717 50

Le montant des intérêts à payer en 1899 est ainsi ramené à 115,478,707 50

2° On pourrait aussi procéder de la manière suivante :

Il restait 155 séries à rembourser au 1er janvier 1899.

L'intérêt annuel à 3 p. o/o de 154 de ces séries était de 747,435 × 154 = ... 115,104,990f 00c

L'intérêt des trimestres aux 16 janvier et 16 avril de la série amortie le 16 avril étant de 373,717 50

on aura comme ci-dessus pour le montant des intérêts annuels ..... 115,478,707 50 — 115,478,707 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à 109,499,227 50

A déduire :

1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c

2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci 373,717 50

1,121,152 50

MONTANT des intérêts pour 1908 ..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre, cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier 3,587,688,000f

INTÉRÊTS à 3 p. o/o 107,630,640f

A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909 747,435

INTÉRÊTS à payer en 1909 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1900, des Crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1899 par diverses lois était de..... 127,624,395f

Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1899 :		
Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..		16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....		36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....		40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....		29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....		5,503,695
TOTAL.....		127,624,395
Accroissements pendant l'année 1899 : Néant.		
Décroissements antérieurs à 1899 :		
Rentes afférentes aux séries sorties :		
1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci.....	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci.....	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1898 soit huit fois 747,435 francs, ci.....	5,979,480	
TOTAL.....	11,771,970	
Décroissement pendant l'année 1899 :		
Rentes afférentes à la série sortie le 1er mars 1899...	747,435	
TOTAL.....	12,519,405	12,519,405
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1900.....		115,104,990

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1899.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1900.
	Accroissement. (Rejets.)	Décroissement. (Rétablissements.)	
11,820f	1,815f	1,410f	12,225f

Suite du COMPTE DES RENTES.

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	180,568	2,708,520f
30	103,747	3,112,410
60	76,217	4,573,020
150	22,181	3,327,150
300	9,019	2,705,700
600	3,201	1,920,600
1,500	862	1,293,000
3,000	949	2,847,000
TOTAUX	396,744	22,487,400

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1899.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574,720	9.804,360	18.379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789,225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430,035	470,581	94,934,895	24,654,705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415,053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448,739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117,347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990

EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN),

(Décret du 25 octobre 1870.)

(Loi du 31 mai 1875. — Décret et arrêté du 5 juin 1875.)

(Loi du 26 décembre 1892.)

(Loi du 28 décembre 1895.)

EMPRUNT DE 250 MILLIONS

(DIT EMPRUNT MORGAN).

(1re PÉRIODE.)

Décret du 25 octobre 1870.

L'emprunt de 250 millions a été contracté à Londres, le 24 octobre 1870, entre le délégué de la Défense nationale et MM. J.-S. Morgan et Cie banquiers qui prirent ferme et pour leur compte une partie des obligations à émettre; le complément fut réalisé au moyen d'une souscription publique ouverte tant en France qu'en Angleterre.

Cet emprunt a donné lieu à l'émission d'obligations au porteur d'une valeur nominale de 500 francs, 2,500 francs, 12,500 francs et 25,000 francs, rapportant 6 p. 0/0 d'intérêts annuels, payables par semestre les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Ces obligations étaient remboursables au pair dans l'espace de trente-quatre ans par voie de tirage au sort, à moins que le Gouvernement n'usât du droit qu'il s'était réservé de se libérer à toute époque par le remboursement au pair desdites obligations, après avis préalable inséré six mois à l'avance dans le *Journal officiel*, en France, et dans le *Times*, en Angleterre.

Le remboursement ainsi prévu ne pouvait avoir lieu qu'à une époque correspondant à celle de l'échéance d'un semestre d'arrérages.

(2e PÉRIODE.)

Loi du 31 Mai 1875.

Extrait de la loi du 31 mai 1875.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des finances est autorisé à affecter à la conversion ou au remboursement de l'emprunt de 250 millions, dit « emprunt Morgan », au mieux des intérêts du Trésor, une rente 3 p. 0/0 de 14,541,780 francs empruntée au portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations (compte d'emploi des fonds des caisses d'épargne).

ART. 2.

Une annuité de 17,300,000 francs sera inscrite au budget de 1876 et aux budgets suivants, pendant

une période de trente-neuf ans, pour servir l'intérêt à 4 p. o/o et l'amortissement du capital représenté par la rente de 14,541,780 francs; cette annuité sera payée par termes semestriels et représentée par des obligations du Trésor.

ART. 3.

L'intérêt à 4 p. o/o du capital représenté par la rente ci-dessus pendant les six derniers mois de 1875 et les frais de la conversion ou du remboursement seront imputés sur le solde disponible du crédit ouvert au budget de 1875 pour le service de l'emprunt Morgan, et subsidiairement sur les bénéfices de l'opération. L'excédent de ces bénéfices sera porté à l'actif du compte de liquidation.

.....

Les mesures d'exécution de ladite loi ont été réglées par un décret du 5 juin 1875.

(Voir le Compte général des finances de 1884, pages 984 et suivantes.)

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 17,300,000 francs payables pendant trente-neuf ans, de 1876 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels : les 1er mars et 1er septembre.

(3e PÉRIODE.)

Loi du 26 décembre 1892.

Extrait de la loi du 26 décembre 1892.

.....

ART. 12.

Les obligations du Trésor rapportant 4 p. o/o d'intérêt, remises à la Caisse des dépôts et consignations, en exécution de l'article 2 de la loi du 31 mai 1875, pour lui tenir compte du capital représenté par les 14,541,780 francs de rente 3 p. o/o livrés au Trésor, conformément à l'article 1er de cette loi et remboursables pendant les années 1893 à 1914, seront converties en obligations rapportant 3.50 p. o/o d'intérêt.

La présente disposition aura son effet à partir du payement des intérêts venant à échéance le 1er mars 1893, lesquels ne seront payés qu'à raison de 3.50 p. o/o à partir du 1er janvier.

.....

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 16,490,117 fr. 12 payable pendant vingt-deux ans, de 1893 à 1914 inclusivement, en deux termes semestriels, les 1er mars et 1er septembre.

(4e PÉRIODE.)

Loi du 28 décembre 1895.

Extrait de la loi du 28 décembre 1895.

. . . . . .

ART. 47.

Les obligations du Trésor, créées en exécution des lois du 26 décembre 1892 (art. 12 et 15) et 26 juillet 1893 (art. 56) et existant dans le portefeuille de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne privées, de la Caisse nationale d'épargne et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, seront converties en obligations du même type rapportant un intérêt de 3 p. o/o.

La présente disposition sera applicable aux intérêts échus, à partir du 1er janvier 1896.

. . . . . .

En conformité des dispositions rappelées ci-dessus, il a été inscrit une annuité de 15,792,405 fr. 76 c. payable pendant dix-neuf ans de 1896 à 1914 inclusivement en deux termes semestriels, les 1er mars et 1er septembre.

Le tableau suivant fait ressortir les opérations successives auxquelles à donné lieu l'emprunt de 250 millions ainsi que les résultats de cet emprunt au point de vue du Trésor.

DATES des lois, décrets et arrêtés.	PÉRIODES successives.	MONTANT de la somme annuelle affectée au payement de l'intérêt et de l'amortissement.	DURÉE des engagements.	TAUX de l'intérêt annuel.	CAPITAL à amortir au début de chaque période.	CAPITAL amorti à la fin de chaque période.	CAPITAL restant à amortir à la fin de chaque période.	PRODUIT réel de l'emprunt et bénéfice en capital résultant de la conversion.
		fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Décret du 24 octobre 1870	1871	(a) 15,000,000 00	34 ans.	6 p. o/o	250,000,000 00	7,637,000 00	242,363,000 00	208,899,770 00
	Années 1871 à 1875 inclus	(a) 15,000,000 00						
	1873	17,328,000 00						
	1874	17,310,585 00						
	1875	17,329,475 00						
Loi du 31 mai 1875, décret et arrêté du 5 juin 1875	Années 1876 à 1892 inclus	17,300,000 00	59 ans.	4 p. o/o	340,206,153 12	88,664,486 62	251,541,666 50	66,839,849 33
Loi du 26 décembre 1892	Années 1893 à 1895 inclus	16,490,117 12	22 ans.	3 50 o/o	251,541,666 50	24,091,134 73	227,450,531 77	"
Loi du 28 décembre 1895	Années 1896 à 1914 inclus	15,792,405 76	19 ans.	3 p. o/o	227,450,531 77	"	"	"
								275,739,619 33

(a) Ce chiffre représente les intérêts à 6 p. o/o du capital de 250 millions; l'amortissement n'a commencé à fonctionner qu'à partir de l'année 1873.

(b) Ce chiffre se décompose ainsi :

1° Produit de la soulte	60,106,024 00
2° Bénéfice résultant de l'aliénation de rentes affectées aux obligations non converties	6,733,825 33
	66,839,849 33

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Dépenses à effectuer à partir du 1er janvier 1896	227,450,531f 77c	72,605,177f 67c	300,055,709f 44c
Montant des dépenses effectuées — antérieurement à l'année 1899	27,936,078 04	19,441,139 24	47,377,217 28
Montant des dépenses effectuées — pendant l'année 1899	9,880,524 45	5,911,881 31	15,792,405 76
Totaux	37,816,602 49	25,353,020 55	63,169,623 04
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1900.	189,633,929 28	47,252,157 12	236,886,086 40

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ
À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f01c
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report		1,710,776,484f 01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre	20,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c		
Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs	1,660,500,000 00	
Somme égale	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1899 :		
De 1871 à 1873 inclusivement	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1898 inclusivement, 25 annuités à 20,500,000f	512,500,000 00	
Total	562,776,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1899 :		
Annuité de (intérêts et amortissement)	20,500,000 00	
Total général des décroissements	583,276,484 01	583,276,484 01
Dépenses restant à effectuer de 1900 à 1954, soit 55 annuités à 20,500,000 francs, ci		1,127,500,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir			325,000,000f 00c
Capital amorti	de 1874 à 1898 inclusivement	8,128,128f 72c	
	pendant l'année 1899	657,943 93	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1900.		8,786,072 65	8,786,072 65
Capital restant à amortir de 1900 à 1954			316,213,927 35

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 13252823 28 p. 0/0

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerrannée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1900.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1899	5,092,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1899	2,546,000	
TOTAL	7,638,000	7,638,000
Dépenses restant à effectuer de 1900 à 1958, soit 59 annuités à 2,546,000 francs, ci		150,214,000
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti... pendant les années 1897 et 1898	712,369f 30c	
Capital amorti... pendant l'année 1899	373,641 20	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1900	1,086,010 50	1,086,010 50
Capital restant à amortir de 1900 à 1958		66,468,167 40

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINES ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies;

La situation de ce compte, au 1er janvier 1899, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1899 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1898, pages 89 et suivantes.....	41,139,245f 54c	3,542,639,776f 04c	1,128,635,871f 41c	2,414,003,904f 63c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1899..	219,083 09	17,051,991 79	4,201,855 00	12,850,136 79
Situation définitive au 1er janvier 1899.....	41,358,329 63	3,559,691,767 83	1,132,837,726 41	2,426,854,041 42
Montant des opérations de l'année 1899, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	»	»	41,358,329 63	41,358,329 63
Situation au 1er janvier 1900.....	41,358,329 63	3,559,691,767 83	1,174,196,056 04	2,385,495,711 79

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé de dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1899.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1,269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	"	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée	13,818,734 58	2,695,804 30	16,514,538 88
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,192,311 54	8,266,373 12
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
TOTAL des accroissements antérieurs à 1899 à reporter	29,635,793 96	11,503,451 58	41,139,245 54

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
Report	29,635,793f 96c	11,503,451f 58c	41,139,245f 54c
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1899.			
Compagnie du Midi	"	196,605 74	196,605 74
Syndicat de Grande Ceinture	"	22,478 35	22,478 35
TOTAL des accroissements en 1899	"	219,084 09	219,084 09
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1900	29,635,793 96	11,722,535 67	41,358,329 63
Décroissements antérieurs à l'année 1899	"	"	"
Décroissements pendant l'année 1899	"	"	"
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1900	"	"	"
Annuités inscrites au 1er janvier 1900	29,635,793 96	11,722,535 67	41,358,329 63

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant les annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville.....	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon.....	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1866 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc.....	15,000,000 00	686,443 38	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud).....	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central.....	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	1,510,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.....	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875...	188,233,805 00	8,749,456 02		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	OBSERVATIONS. (dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.) Report.....	188,233,805f 00c	8,749,456f 02c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne.....	10,700,000 00	489,662 94	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876..	34,700,000 00	1,588,974 92		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon...	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons.....	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1863 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (a).....	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.).....	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter.....	360,753,605 00	16,649,375 26		

(a) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	360,753,605f 00c	16,649,375f 26c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	12,000,000 00	551,484 60	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison, Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'inscription de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1870, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	71,200,000 00	3,263,147 84		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	38,000,000 00	1,746,367 94	4 /2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2,295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	88,000,000 00	4,042,095 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2.	Loi du 26 juil. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	528,653,605 00	24,357,576 98		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	528,653,605f 00c	24,357,576f 98c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 23 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réviguy à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	635,203,605 00	29,366,336 94		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1890.....	640,703,605 00	29,635,793 96		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	5,000,000f 00c	228,991f 12c	4 1/2.	Convention du 31 mai 1865, loi du 10 juillet 1865. — Amortissement du 1er juin 1866 au 1er décembre 1956 (91 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac	4,656,170 00	213,983 82	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
Embranchement de Saint-Éloi				
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875.	9,656,170 00	442,974 94		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879.	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	52,856,170 00	2,423,771 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II.—AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	52,856,170f 00c	2,423,771f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882.	7,000,000 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				(2) Voir même compte et même page, observation B.
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886.	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 1856 (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887.	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	122,731,170 00	5,682,101 58		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	122,731,170f 00c	5,682,101f 58c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyòo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477070	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1889	160,562,717 24	7,638,078 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Ax	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1890	175,442,717 24	8,370,373 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 23 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1891	207,442,717 24	9,852,519 72		
A reporter	207,442,717 24	9,852,519 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissements.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	207,442,717f 24c	9,852,519f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1893	222,712,717 24	10,616,019 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133,465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1894	241,512,717 24	11,503,451 58		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1899	246,006,203 24	11,722,535 67		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	640,703,605 00	29,635,793 96		
Avances	246,006,203 24	11,722,535 67		
TOTAL GÉNÉRAL	886,709,808 24	41,358,329 63		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	2,640,631f 77c	59,981,711f 99c	62,622,343f 76c	154,105f 26c	1,677,728f 38c	1,841,833f 64c	2,794,737f 03c	61,669,440f 37c	64,464,177f 40c	37,389,067f 97c	63,911,782f 23c	101,300,850f 20c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	194,771 84	4,346,754 16	4,541,526 00	11,514 73	126,107 27	137,622 00	206,287 57	4,472,861 43	4,679,148 00	2,793,713 43	4,775,496 57	7,569,210 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	1,466,302 00	18,863,400 14	20,329,702 14	138,621 00	1,682,421 74	1,821,042 74	1,604,923 00	20,545,821 88	22,150,744 88	35,895,077 00	64,262,273 70	100,157,350 70
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	168,148 00	2,534,071 20	2,702,219 20	20,511 00	248,946 02	269,457 02	188,659 00	2,783,017 22	2,971,676 22	5,311,341 00	9,508,795 10	14,820,136 10
Total	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	4,469,853 61	85,725,937 49	90,195,791 10	324,751 99	3,745,203 41	4,069,955 40	4,794,605 60	89,471,140 90	94,265,746 50	81,389,199 40	142,458,347 60	223,847,547 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	48,152,790 96	63,152,790 96	900,345 10	22,438,729 82	23,339,074 92	52,543 44	633,899 94	686,443 38	952,888 54	23,072,629 76	24,025,518 30	14,047,111 46	25,080,161 20	39,127,272 66
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	34,348,990 48	45,048,990 48	642,245 65	16,006,294 31	16,648,539 96	37,480 99	452,181 95	489,662 94	679,726 64	16,458,476 26	17,138,202 90	10,020,273 36	17,890,514 22	27,910,787 58
Ligne de Sablé à Châteaubriant	12,000,000 00	35,979,160 20	47,979,160 20	672,418 67	15,320,634 73	15,993,053 40	42,213 06	509,271 54	551,484 60	714,631 73	15,829,906 27	16,544,538 00	11,285,368 27	20,149,253 93	31,434,622 20
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe	38,000,000 00	113,934,010 78	151,934,010 78	2,129,328 38	48,515,341 88	50,644,670 26	133,674 83	1,612,693 11	1,746 367 94	2,263,003 21	50,128,034 99	52,391,038 20	35,736,996 79	63,805,975 79	99,542,972 58
Total	75,700,000 00	232,414,952 42	308,114,952 42	4,344,337 80	102,281,000 74	106,625,338 54	265,912 32	3,208,046 54	3,473,958 86	4,610,250 12	105,489,047 28	110,099,297 40	71,089,749 88	126,925,905 14	198,015,655 02
A reporter	161,883,805 00	464,344,440 92	626,228,245 92	8,814,191 41	188,006,938 23	196,821,129 64	590,664 31	6,953,249 95	7,543,914 26	9,404,855 72	194,960,188 18	204,365,043 90	152,478,949 28	269,384,252 74	421,863,202 02

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report	161,883,805f 00c	464,344,440f 92c	626,228,245f 92c	8,814,191f 41c	188,006,938f 23c	196,821,129f 64c	590,664f 31c	6,953,249f 95c	7,543,914f 26c	9,404,855f 72c	194,960,188f 18c	204,365,043f 90c	152,478,949f 28c	269,384,252f 74c	421,863,202f 02c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	1,289,533 31	46,079,626 86	47,369,160 17	78,961 34	1,255,381 20	1,334,342 54	1,368,494 65	47,335,008 06	48,703,502 71	25,048,172 35	50,342,181 16	75,390,353 51
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	2,803,674 92	68,874,743 62	71,678,418 54	162,609 70	1,915,025 62	2,077,635 32	2,966,284 62	70,789,769 24	73,756,053 86	42,433,715 38	74,952,680 20	117,386,395 58
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	90,400 65	2,144,067 30	2,234,467 95	5,380 87	63,371 99	68,752 86	95,781 52	2,207,439 29	2,303,220 81	1,404,218 48	2,480,318 11	3,884,536 59
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	61,640 45	1,404,389 59	1,466,030 04	3,869 60	46 683 16	50,552 76	65,510 05	1,451,072 75	1,516,582 80	1,034,489 95	1,847,017 37	2,881,507 32
Châteaubriant à Nantes	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	403,453 51	9,992,031 33	10,395,484 84	26,779 67	373,046 67	399,826 34	430,233 18	10,365,078 00	10,795,311 18	8,269,766 82	15,719,813 58	23,989,580 40
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	423,167 60	8,441,920 28	8,865,087 88	30,844 22	372,114 32	402,958 54	454,011 82	8,814,034 60	9,268,046 42	8,245,988 18	14,722,648 60	22,968,636 78
TOTAL	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	5,071,870 44	136,936,778 98	142,008,649 42	308,445 40	4,025,622 96	4,334,068 36	5,380,315 84	140,962,401 94	146,342,717 78	86,436,351 16	160,064,659 02	246,501,010 18
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	1,278,489 72	31,862,996 68	33,141,486 40	74,611 77	900,137 83	974,749 60	1,353,101 49	32,763,134 51	34,116,236 00	19,946,898 51	35,613,828 69	55,560,727 20
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	1,260,483 14	31,414,222 02	32,674,705 16	73,560 84	887,459 90	961,020 74	1,334,043 98	32,301,681 92	33,635,725 90	19,665,956 02	35,112,226 16	54,778,182 18
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	149,344 17	3,307,936 83	3,457,281 00	10,124 36	128,166 88	138,291 24	159,468 53	3,436,103 71	3,595,572 24	2,840,531 47	5,180,360 45	8,020,891 92
TOTAL	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	2,688,317 03	66,585,155 53	69,273,472 56	158,296 97	1,915,764 61	2,074,061 58	2,846,614 00	68,500,920 14	71,347,534 14	42,453,386 00	75,906,415 30	118,359,801 30
A reporter	299,000,472 00	909,778,837 32	1,208,779,309 32	16,574,378 88	391,528,872 74	408,103,251 62	1,057,406 68	12,894 637 52	13,952,044 20	17,631 785 56	404,423,510 26	422,055,295 82	281,368,686 44	505,355,327 06	786,724,013 50

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	299,000,472f 00c	909,778,837f 32c	1,208,779,309f 32c	16,574,378f 88c	391,528,872f 74c	408,103,251f 62c	1,057,406f 68c	12,894,637f 52c	13,952,044f 20c	17,631,785f 56c	404,423,510f 26c	422,055,295f 82c	281,368,686f 44c	505,355,327f 06c	786,724,013f 50c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central.....	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	63,169 98	2,294,027 52	2,357,197 50	3,888 35	63,460 15	67,348 50	67,058 33	2,357,487 67	2,424,546 00	1,266,274 67	2,572,589 83	3,838,864 50
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	1,980,758 75	49,365,205 53	51,345,964 28	115,595 95	1,394,579 47	1,510,175 42	2,096,354 70	50,759,785 00	52,856,139 70	30,903,645 30	55,176,353 64	86,079,998 94
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon.....	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	695,082 22	18,342,280 34	19,037,362 56	41,659 74	553,257 84	594,917 58	736,741 96	18,895,538 18	19,632,280 14	12,263,258 04	22,836,879 18	35,100,137 22
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	4,801,839 26	119,673,226 98	124,475,066 24	280,231 66	3,380,799 70	3,661,031 36	5,082,070 92	123,054,026 68	128,136,097 60	74,917,929 08	133,760,858 44	208,678,787 52
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres...	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	2,592,993 13	64,623,542 83	67,216,535 96	151,325 10	1,825,631 84	1,976,956 94	2,744,318 23	66,449,174 67	69,193,492 90	40,455,681 77	72,230,863 81	112,686,545 58
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	421,512 67	8,285,366 29	8,706,878 96	25,633 21	309,246 75	334,879 96	447,145 88	8,594,613 04	9,041,758 92	6,852,854 12	13,909,703 40	20,762,557 52
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	2,845,400 11	66,026,421 89	68,871,822 00	175,725 32	2,120,002 08	2,295,727 40	3,021,125 43	68,146,423 97	71,167,549 40	46,978,874 57	83,877,587 23	130,856,461 80
Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	780,298 24	19,446,900 16	20,227,198 40	45,537 57	549,380 03	594,917 60	825,835 81	19,996,280 19	20,822,116 00	12,174,164 19	21,736,139 01	33,910,303 20
Lyon à Montbrison.....	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	551,586 66	14,849,047 82	15,400,634 48	35,236 06	514,786 60	550,022 66	586,822 72	15,363,834 42	15,950,657 14	11,413,177 28	22,138,204 98	33,551,382 26
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	1,064,663 83	24,257,671 01	25,322,334 84	66,837 40	806,346 56	873,183 96	1,131,501 23	25,064,017 57	26,195,518 80	17,868,498 77	31,902,986 95	49,771,485 72
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	201,725 79	4,596,190 23	4,797,916 02	12,663 93	152,781 45	165,445 38	214,389 72	4,748,971 68	4,963,361 40	3,385,610 28	6,044,776 38	9,430,386 66
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	947,424 02	18,531,691 30	19,479,115 32	71,000 88	856,576 04	927,576 92	1,018,424 90	19,388,267 34	20,406,692 24	18,981,575 10	33,890,309 34	52,871,884 44
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	325,003 72	7,404,972 38	7,729,976 10	20,403 00	246,147 90	266,550 90	345,406 72	7,651,120 28	7,996,527 00	5,454,593 28	9,738,808 02	15,193,401 30
TOTAL.....	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	17,271,458 38	417,696,544 28	434,968,002 66	1,045,738 17	12,772,996 41	13,818,734 58	18,317,196 55	430,469,540 69	448,786,737 24	282,916,136 45	509,816,060 21	792,732,196 66
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	354,978 65	4,365,052 19	4,720,030 84	34,705 06	302,440 00	337,145 06	389,683 71	4,667,492 19	5,057,175 90	6,782,191 29	10,412,206 77	17,194,398 06
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	21,744 25	275,921 95	297,666 20	2,256 58	20,640 82	22,897 40	24,000 83	296,562 77	320,563 60	454,124 17	713,643 23	1,167,767 40
TOTAL.....	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	376,722 90	4,640,974 14	5,017,697 04	36,961 64	323,080 82	360,042 46	413,684 54	4,964,054 96	5,377,739 50	7,236,315 46	11,125,850 00	18,362,165 46
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne.....	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	1,120,402 16	30,161,880 48	31,282,282 64	71,572 71	1,045,651 67	1,117,224 38	1,191,974 87	31,207,532 15	32,399,507 02	23,182,825 13	44,967,862 05	68,150,687 18
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan.....	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	374,240 22	9,707,216 62	10,081,456 84	24,840 46	362,907 88	387,748 34	399,080 68	10,070,124 50	10,469,205 18	8,045,919 32	15,606,729 42	23,652,648 74
TOTAL.....	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	1,494,642 38	39,869,097 10	41,363,739 48	96,413 17	1,408,559 55	1,504,972 72	1,591,055 55	41,277,656 65	42,868,712 20	31,228,744 45	60,574,591 47	91,803,335 92
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions..	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	35,717,202 54	853,735,488 26	889,452,690 80	2,236,519 66	27,399,274 30	29,635,793 96	37,953,722 20	881,134,762 56	9 19,088,48476	602,749,882 80	1,086,871,828 74	1,689,621,711 54

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1900.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. — SOMMES à amortir.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. — INTÉRÊTS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. — TOTAL.	ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899. — Sommes amorties.	ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899. — Intérêts.	ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899. — TOTAL.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — PENDANT L'ANNÉE 1899. — Sommes amorties.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — Intérêts.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — TOTAL.	TOTAUX AU 1er JANVIER 1900. — Sommes amorties.	TOTAUX AU 1er JANVIER 1900. — Intérêts.	TOTAUX AU 1er JANVIER 1900. — TOTAL.	MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900. — Sommes restant à amortir.	RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900. — Intérêts.	RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900. — TOTAL.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	2.082,798f 67c	51,908,261f 57c	53,991,060f 24c	121,550f 53c	1,466,421f 83c	1,587,972f 36c	2,204,349f 20c	53,374,683f 40c	55,579,032f 60c	32,495,650f 80c	58,018,773f 72c	90,514,424f 52c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993 053 40	173,719 17	4,421,985 83	4,595,705 00	11,776 58	172,051 62	183,828 20	185,495 75	4,594,037 45	4,779,533 20	3,814,504 25	7,399,015 95	11,213,520 20
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	116,030 70	3,259,393 08	3,375,423 78	8,842 31	145,512 37	154,354 68	124,873 01	3,404,905 45	3,529,778 46	2,875,126 99	6,000,267 11	8,875,394 10
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	194,560 11	3,881,342 49	4,075,902 60	14,181 27	171,087 03	185.268 30	208,741 38	4,052,429 52	4,261,170 90	3,791,258 62	6,769,034 48	10,560,293 10
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281.958 70	1,083,249 55	23,782,784 39	24,866,033 94	70,494 68	850,469 54	920,964 22	1,153.744.23	24,633.253 93	25,786,998 16	18,846,255 77	33,648,704 77	52,494,960 54
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	431,642 95	6.574,921 05	7,006,564 00	41,350 93	515,699 63	557,050 56	472,993 88	7,090,620 68	7,563,614 56	11,227,006 12	20,803,401 08	32,030,407 20
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	180,767 00	2,753,603 25	2,934,370 25	17,318 00	215,976 98	233,294 98	198,085 00	2,969,580 23	3,167,665 23	4,701,915 00	8,712,546 35	13,414,461 35
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	1,556,480 00	31,050,740 36	32,607,220 36	113,450 00	1,368,696 38	1,482,146 38	1,669,930 00	32,419,436 74	34,089,366 74	30,330,070 00	54,152,273 66	84,482,343 66
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	503,054 78	8,921,520 22	9,424,575 00	53,916 05	700,049 95	753,966 00	556,970 83	9,621,570 17	10,178,541 00	15,243,029 17	28,110,015 83	43,353,045 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	76,947 10	924,046 85	1,000,993 95	12,171 03	121,294 83	133,465 86	89,118 13	1,045,341 68	1,134,459 81	2,910,881 87	4,763,405 08	7,674,286 95
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	156,910 00	3,775,204 80	3,932,114 80	12,435 10	184,170 64	196,605 74	169,345 10	3.959,375 44	4,128,720 54	3,830,654 90	7,474,175 10	11,304,830 05
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	6,556,160 03	141,253,803 89	147,809,963 92	477,486 48	5,911,430 80	6,388,917 28	7,033,646 51	147,165,234 69	154,198,881 20	130,066,353 49	235,851,613 18	365,917,966 67
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,090,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	194,560 11	3,881,342 49	4,075,902 60	14,181 27	171.087 03	185,268 30	208,741 38	4,052,429 52	4,261,170 90	3,791,258 62	6,769,034 48	10,560,293 10
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	680,960 30	13,584,698 58	14,265,658 88	49.634 42	598,804 62	648.439 04	730,594 72	14,183,503 20	14,914,097 92	13,269,405 28	23,691,620 00	36,961,025 28
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	486,400 41	9,703.355 87	10,189,756 28	35,453 17	427,717 57	463,170 74	521,853 58	10,131,073 44	10,652,927 02	9,478,146 42	16,922,585 76	26,400,732 18
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	858,226 24	16,233,335 64	17,091.561 88	63,105 00	1,335,821 22	1,398,926 22	921,331 24	17,569,156 86	18,490,488 10	25,210,216 00	58,725,357 20	83,935,573 20
TOTAL	54,131,547 24	152,044,760 46	206.176,307 70	2,220,147 06	43,402,732 58	45,622,879 64	162,373 86	2,533,430 44	2,695,804 30	2,382,520 92	45,936,163 02	48,318,683 94	51,749,026 32	106,108,597 44	157,857,623 76
A reporter	191,231,547 24	535,061,608 33	726.293,155 57	8,776,307 09	184,656,536 47	193,432,843 56	639,860 34	8,444,861 24	9,084,721 58	9,416,167 43	193,101,397 71	202,517,565 14	181,815,379 81	341,960,210 62	523,775,590 43

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1899.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
AVANCES. (Suite.)															
Report	191,231,547f 24c	535,061,608f 33c	726,293,155f 57c	8,776,307f 09c	184,656,536f 47c	193,432,843f 56c	639,860f 34c	8,444,861f 24c	9,084,721f 58c	9,416,167f 43c	193,101,397f 71c	202,517,565f 14c	181,815,379f 81c	341,960,210f 62c	523,775,590f 43c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	325,105 40	5,213,294 43	5,538,399 83	21,363 63	187,632 59	208,996 22	346,469 03	5,400,927 02	5,747,396 05	4,153,530 97	6,400,778 14	10,554,309 11
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	785,671 45	12,598,794 85	13,384,466 30	51,628 77	453,445 43	505,074 20	837,300 22	13,052,240 28	13,889,540 50	10,037,699 78	15,468,547 32	25,506,247 10
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	232,944 68	3,878,653 30	4,111,597 98	17,734 25	178,056 13	195,790 38	260,678 93	4,056,709 43	4,307,388 36	3,749,321 07	6,235,988 31	9,985,309 38
Total	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	1,343,721 53	21,690,742 58	23,034,464 11	90,726 65	819,134 15	909,860 80	1,434,448 18	22,509,876 73	23,944,324 91	17,940,551 82	28,105,313 77	46,045,865 59
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Chemin de Ceinture	5,000,000 00	15,838,191 92	20,838,191 92	296,486 08	7,260,220 88	7,556,706 96	17,527 99	211,463 13	228,991 12	314,014 07	7,471,684 01	7,785,698 08	4,685,985 93	8,366,507 91	13,052,493 84
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	260,908 25	5,944,622 53	6,205,530 78	16,379 27	197,604 55	213,983 82	277,287 52	6,142,227 08	6,419,514 60	4,378,882 48	7,818,195 26	12,197,077 74
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	97,792 00	5,623,558 00	5,721,350 00	11,365 00	487,635 00	499,000 00	109,157 00	6,111,193 00	6,220,350 00	9,870,843 00	28,818,807 00	38,689,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	117,106 00	7,047,294 00	7,164,400 00	15,788 00	747,712 00	763,500 00	132,894 00	7,795,006 00	7,927,900 00	15,137,106 00	45,649,994 00	60,787,100 00
Total	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	214,898 00	12,670,852 00	12,885,750 00	27,153 00	1,235,347 00	1,262,500 00	242,051 00	13,906,199 00	14,148,250 00	25,007,949 00	74,468,801 00	99,476,750 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 06	1,124,955 20	1,618,441 20	35,544 90	234,195 30	269,740 20	1,536 70	20,941 65	22,478 35	37,081 60	255,136 95	292,218 55	456,404 40	869,818 25	1,326,222 65
Total général pour les avances	246,006,203 24	704,975,368 29	950,981,571 53	10,927,865 85	232,457,169 76	243,385,035 61	793,183 95	10,929,351 72	11,722,535 67	11,721,049 80	243,386,521 48	255,107,571 28	234,285,153 44	461,588,846 81	695,874,000 25
RÉCAPITULATION.															
Subventions	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	35,717,202 54	853,735,488 26	889,452,690 80	2,236,519 66	27,399,274 30	29,635,793 96	37,953,722 20	881,134,762 56	919,088,484 76	602,749,882 80	1,086,871,828 74	1,689,621,711 54
Avances	246,006,203 24	704,975,368 29	950,981,571 53	10,927,865 85	232,457,169 76	243,385,035 61	793,183 95	10,929,351 72	11,722,535 67	11,721,049 80	243,386,521 48	255,107,571 28	234,285,153 44	461,588,846 81	695,874,000 25
Total général	886,709,808 24	2,672,981,959 59	3,559,691,767 83	46,645,068 39	1,086,192,658 02	1,132,837,726 41	3,029,703 61	38,328,626 02	41,358,329 63	49,674,772 00	1,124,521,284 04	1,174,196,056 04	837,035,036 24	1,548,460,675 55	2,385,495,711 79

IV. — *Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.			OBSERVATIONS.
	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c	5,377,739f 50c	23,944,324f 91c	29,322,064f 41c	18,362,165f 46c	46,045,865f 59c	64,408,031f 05c	
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	"	318,113,293 50	94,265,746 50	"	94,265,746 50	223,847,547 00	"	223,847,547 00	
Compagnie de l'Ouest	308,114,952 42	20,838,191 92	328,953,144 34	110,099 297 40	7,785,698 08	117,884,995 48	198,015,655 02	13,052,493 84	211,068,148 86	
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30	146,342,717 78	6,419,514 60	152,762,232 38	246,501,010 18	12,197,077 74	258,698,087 92	
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	206,176,307 70	1,447,695,241 60	448,786,737 24	48,318,683 94	497,105,421 18	792,732,196 66	157,857,623 76	950,589,820 42	
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709 824,183 31	71,347,534 14	154,198,881 20	225,546,415 34	118,359,801 30	365,917,966 67	484,277,767 97	
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672.048 12	42,868,712 20	"	42,868,712 20	91,803,335 92	"	91,803,335 92	
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00	"	14,148,250 00	14,148,250 00	"	99,476,750 00	99,476.750 00	
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20	"	292,218 55	292.218 55	"	1,326,222 65	1,326,222 65	
TOTAL	2,608,710,196 30	950,981,571 53	3,559,691,767 83	919,088,484 76	255,107,571 28	1,174,196,056 04	1,689,621,711 54	695,874,000 25	2,385,495,711 79	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1900.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES.			DURÉE des engagements.	MONTANT de la dépense pour chaque période.
	SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.		
1900 à 1949	29,635,793f 96c	11,722,535f 67c	41,358,329f 63c	50	2,067,916,481f 50c
1950	29,635,793 96	11,365,500 46	41,001,294 42	1	41,001,294 42
1951 à 1954	29,275,751 50	10,812,674 87	40,088,426 37	4	160,353,705 48
1955	25,205,796 10	10,812,674 87	36,018,470 97	1	36,018,470 97
1956	23,465,430 74	10,812,674 87	34,278,105 61	1	34,278,105 61
1957	3,522,910 50	3,882,101 68	7,405,012 18	1	7,405,012 18
1958	3,384,619 26	2,867,732 77	6,252,352 03	1	6,252,352 03
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1 262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	»	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	»	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	»	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	»	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	»	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	»	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	82	2,385,495,711 79

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. o/o. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	TOTAL GÉNÉRAL	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues a la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux a rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier.....	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février.....	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril.....	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet.....	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre.....	2,260,000	113,000
	TOTAUX.....	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. o/o, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805,000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS
AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717 567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98c	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305 pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53 (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1899 figure ci-après, page 123.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391,495f 00c
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030,905 00
TOTAL.....	545,422,400 00

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0298.6513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun (arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854 526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1900 figure ci-après, page 123.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 05950.4755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1954 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 33.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90 (arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507,099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1900 figure ci-après, page 123.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 0302.2147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent le 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1900 figure ci-après, page 123.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 6 juin 1884. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1900.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DURÉE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1900 à 1950.....	2,482,302f 73c	51 ans.	126,597,439f 23c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936,880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est. - Paris-Lyon-Méditerranée. - Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. - Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
TOTAUX.....		60 ans.	135,295,064 95	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1ER JANVIER 1900.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES			MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1er janvier 1900.
		ANTÉRIEUREMENT à l'année 1899.	PENDANT l'année 1899.	ANTÉRIEUREMENT à l'année 1900.	
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	360,857f86c	27.795f00c	388,652f86c	11,635,619f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	636,507 43	49,269 00	685,776 43	16,998,013 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	114,668 06	8,873 00	123,541 06	4,909,398 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	130,141 28	10,312 00	140,453 28	5,461,906 00
TOTAUX	40,343,359 63	1,242,174 63	96,249 00	1,338,423 63	39,004,936 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	18,536,824 02	707 055 53	19,243,879 55	28,781,160 15
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	26,948,666 87	1,041,575 80	27,990,242 67	39,180,494 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	7,587,674 54	299,401 70	7,887,076 24	13,587,084 00
Compagnie du Midi	23,560,129 32	8,480,718 02	338,020 70	8,818,738 72	14,741,390 60
TOTAUX	160,230,066 13	61,553,883 45	2,386,053 73	63,939,937 18	96,290,128 95
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	18,897,681 88	734,850 53	19,632,532 41	(A)40 416,779 15
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	27,585,174 30	1,090,844 80	28,676,019 10	(B)56,178,507 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	7,702,342 60	308,274 70	8,010,617 30	(C) 18,496,482 00
Compagnie du Midi	29,162,488 60	8,610,859 30	348,332 70	8,959,192 00	(D)20,203,296 60
TOTAUX	200,573,425 76	62,796,058 08	2,482,302 73	65,278,360 81	135,295,064 95

(A) 55 annuités de 734,850 fr. 53 du 1er janvier 1900 au 1er juillet 1954.
(B) 51 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1er janvier 1900 au 1er janvier 1951.
(C) 60 annuités de 308,274 fr. 70 du 1er janvier 1900 au 1er janvier 1959.
(D) 58 annuités de 348,332 fr. 70 du 1er janvier 1900 au 1er juillet 1957.

REMBOURSEMENT PAR ANNUITÉS

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES EN APPLICATION DE LA LOI DU 7 DÉCEMBRE 1894.

DÉPENSES DE L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR ET DE L'EXPÉDITION DU SIAM.

(Chapitres 11 et 12 du budget du Ministère des finances.)

Exercice 1899.

I. Chapitre 11. — *Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.*

Les crédits inscrits à ce chapitre se subdivisent en trois paragraphes qui correspondent aux phases diverses par lesquelles est passée la liquidation des caisses ci-dessus désignées.

De 1885 à 1892 les fonds nécessaires aux avances et subventions allouées par les caisses spéciales en vertu de la loi du 12 juillet 1885 ont été réalisés au moyen d'une émission d'obligations du Trésor à long terme. Les obligations émises s'élevaient au chiffre de 240 millions, elles furent placées à la Caisse des dépôts et consignations ; le capital restant à rembourser s'élève au 1er janvier 1900 à 159,121,115 fr. 00.

C'est l'annuité comprenant les intérêts et l'amortissement de ce capital qui constitue le 3e paragraphe du chapitre 11. — Article unique.

Originairement productives d'intérêts à 3.15 p. 0/0, les obligations remises à la Caisse des dépôts ont été réduites à 3 p. 0/0 à compter du 1er janvier 1896 (loi du 28 décembre 1895).

Antérieurement à 1885 et de 1892 à 1894, les sommes nécessaires aux dépenses des caisses vicinale et scolaire ont été fournies par la Dette flottante, dont les avances au 1er janvier 1894 s'élevaient à environ 429 millions. La loi du 26 juillet 1893 prononça la suppression des caisses, fit transporter le solde débiteur à un compte unique qui devait être soldé au moyen d'une annuité inscrite au budget. L'État bénéficiait en outre d'une somme de 26 millions environ, représentant le montant disponible à ce jour des remboursements en capital et intérêts, faits par les départements et les communes. Cette somme de 26 millions fut transportée du compte spécial où elle figurait aux recettes du budget de 1894 qu'elle servit à équilibrer.

Telle était la situation lorsque la loi du 27 décembre 1894 autorisa le Ministre des Finances à négocier les obligations jusqu'à concurrence de la somme due à la Dette flottante au titre des caisses vicinale et scolaire, le service des obligations devant être assuré par l'annuité inscrite au budget.

C'est encore à la Caisse des dépôts que furent placées ces nouvelles obligations; mais au

cours de l'opération, diverses lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895 et 25 avril 1896 ont autorisé également le Ministre des Finances à se procurer, par des émissions d'obligations, les sommes nécessaires au payement des dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam (ensemble 97,193,000 francs) : les obligations à émettre dans ces conditions devant être prises sur celles dont le service était assuré par l'annuité relative à la liquidation des caisses vicinale et scolaire.

Les versements effectués par la Caisse des dépôts et consignations qui ont atteint le total du solde débiteur du compte de liquidation n'ont, dès lors, été imputés au crédit de ce compte que sous déduction des 97,193,000 francs employés à payer les dépenses de Madagascar et de Siam, de sorte que la Dette flottante a conservé à sa charge précisément cette somme de 97,193,000 francs.

Il suit de là que l'annuité inscrite au budget, en vertu de la loi du 26 juillet 1893, répond à deux objets : 1° extinction des obligations dont le montant a servi à atténuer la créance du Trésor; 2° extinction de la portion de cette créance non remboursée.

Les deux premiers paragraphes correspondent à cette division :

Au premier figure l'annuité nécessaire au service des obligations 3 p. o/o susvisées, soit en 1899, 16,605,960 francs. Le capital restant dû au 1er janvier 1900 est de 282,557,000 fr.

Au second figure l'annuité correspondant à la portion des avances encore à la charge de la Dette flottante, et qui, au 1er janvier 1900, atteint encore la somme de 89,476,128 fr. 71. Cette annuité est calculée au taux de 3.25 p. o/o; la somme correspondant à l'amortissement est seule portée au crédit du compte de liquidation et réduit la charge de la Dette flottante; quant aux intérêts, ils sont portés en recette au compte « *Recettes en atténuation de la Dette flottante* » et contrebalancent la dépense constatée à ce titre au chapitre 11.

II. Chapitre 12. — *Remboursements par annuités des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.*

Des explications qui viennent d'être données sur le chapitre 11, il résulte que l'annuité inscrite au budget en vertu de la loi de 1893 et qui n'avait pour but que d'assurer l'extinction d'un capital de 429 millions aurait été insuffisante pour assurer en outre le remboursement des obligations représentant les dépenses de Madagascar et du Siam. C'est pourquoi, un crédit spécial a dû être inscrit au budget pour le service de ces obligations, l'annuité est en 1899 de 5,218,540 francs.

Le capital restant dû au 1er janvier 1900 est de 88,743,000 francs.

Une partie des obligations (11 millions) avaient été négociées au taux de 3.25 p. o/o; elles sont maintenant toutes au taux uniforme de 3 p. o/o.

1° Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires, et application de la loi du 7 décembre 1894.

(Chapitre 11 du budget de l'exercice 1899.)

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR à 1899.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1899.	TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1900.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
CHAPITRE 11. — Remboursement par annuités, des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires.					
§ 1er. — Obligations placées à la Caisse des dépôts et consignations en vertu des lois des 7 et 27 décembre 1894.....	319,257,000 00	28,750,000 00	7,950,000 00	36,700,000 00	282,557,000 00
§ 2. — Remboursement à la Dette flottante.	97,193,000 00	5,286,229 23	2,430,642 06	7,716,871 29	89,476,128 71
§ 3. — Avances effectuées par la Caisse des dépôts et consignations de 1885 à 1892.	240,000,000 00	76,405,063 80	4,473,821 20	80,878,885 00	159,121,115 00
	656,450,000 00	110,441,293 03	14,854,463 26	125,295,756 29	531,154,243 71

2° Dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.

(Chapitre 12 du budget de l'exercice 1899.)

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR à 1899.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1899.	TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1900.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
CHAPITRE 12. — Remboursement par annuités, des dépenses de l'expédition de Madagascar et de l'expédition du Siam.....	97,193,000 00	5,950,000 00	2,500,000 00	8,450,000 00	88,743,000 00

ANNUITÉ

POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

En conformité de la convention du 2 février 1876, approuvée par la décision du Ministre de la guerre en date du 19 février 1876, il a été inscrit une annuité de 24,250 francs payable pendant trente ans, entre les mains des héritiers de M. Girodon, ex-propriétaire à Lyon, pour les rembourser du prix des terrains cédés à l'État et destinés au service de l'intendance.

Les dépenses afférentes à cette annuité ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort au tableau ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

		SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer		372,800f 00c	354,700f 00c	727,500f 00c
Montant des dépenses effectuées	antérieurement à l'année 1899	215,869 00	317,631 00	533,500 00
	pendant l'année 1899	16,404 00	7,846 00	24,250 00
	TOTAUX	232,273 00	325,477 00	557,750 00
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1900		140,527 00	29,223 00	169,750 00

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;

20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;

401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :

(A) 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;

39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;

401

436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;

100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.

1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées (A).

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.

ART. 2.....

.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

(A) Voir, ci-contre, le compte des actions restituées.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité d'une loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1899 est de 101,119 fr. 23. (A)

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	4,171,428f 05c	(B) 14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	10,360,651 92	
Amortissement effectué :			
Antérieurement au 1er janvier 1899.....		9,701,295 70	
Pendant l'année 1899.....		156,397 04	
TOTAL.....		9,857,692 74	9,857,692 74
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1900.	Pour les annuités à inscrire.....	4,171,428 05	4,674,387 23
	Pour les annuités inscrites.....	502,959 18	

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p. o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1900.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	7,236,964f 50c	24,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	17,039,581 62	
Montant des annuités remboursées :			
Antérieurement au 1er janvier 1899.....		16,199,565 01	
Pendant l'année 1899.....		233,301 23	(C)
TOTAL.....		16,432,866f 24c	16,432,866 24
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1900.	Annuités à inscrire.....	7,236,964f 50c	7,843,679f 88c
	Annuités inscrites.....	606,715 38	

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 101,119 fr. 23 cent. ne représente pas une situation définitive. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

Le montant des	155	annuités se rapportant aux 155 actions inscrites est de.....	102,441f 05c
		Il y a lieu de déduire 2 annuités se rapportant à 2 actions inscrites dès 1868, mais à l'égard desquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 ne s'est pas encore prononcée,	
ci.....	2	annuités s'élevant à.....	1,321 82
		La dépense afférente à l'année 1899 se rapporte donc à 153 annuités,	
ci.....	153	annuités s'élevant à.....	101,119 23

(B) Montant des sommes à amortir :

365	actions	affectées à des dotations devant faire retour.....	4,171,428 05
615	actions de	11,428f 57c payables en 30 ans.....	7,028,570 55
1	action de	11,224 80 payable en 29 ans.....	11,224 80
1	action de	11,012 88 payable en 28 ans.....	11,012 88
8	actions de	10,792 49 payables en 27 ans.....	86,339 92
2	actions de	9,819 11 payables en 23 ans.....	19,638 22
2	actions de	8,982 12 payables en 20 ans.....	17,964 24
367	actions de	8,680 93 payables en 19 ans.....	3,185,901 31
1,361	actions	formant un capital à rembourser de.....	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités à effectuer pendant l'année 1899 s'élèvent, savoir :

Payements au titre de l'exercice 1899.....	101,119 23
Payements au titre des exercices clos et périmés.....	132,182 00
TOTAL.....	233,301 23

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Situation, au 1er janvier 1900, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

SITUATION AU 1er JANVIER 1900.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les 1,400 actions se répartissaient comme il suit :

1° Actions libres	805
2° Actions affectées à des dotations	556
TOTAL	1,361 (A)
3° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées	39
TOTAL ÉGAL	1,400

		ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Report des 1,361 actions formant, à l'origine, les deux premiers groupes, ci		805	556
Modifications. — Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :			
1° De la prise de possession au 31 décembre 1898	183		
2° Pendant l'année 1899	8		
TOTAL	191	191	191
RÉSULTAT		996	365
A déduire les actions remboursées par le Trésor		841	"
RESTE		155	365
TOTAL		520	

(A) DÉCOMPOSITION DES 1,361 ACTIONS.

841 actions libres à 660 fr. 91 cent. chacune, actuellement éteintes.
155 annuités inscrites au 1er janvier 1900 à 660 fr. 91 cent. chacune.
309 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent.
56 actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent. dont le payement était momentanément suspendu au 1er janvier 1900.

1,361 actions.

DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1900.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1899	988	25,561	16,893,520f 51c	
Accroissements pendant l'année 1899. (Lois des 20 mai 1863 et 21 décembre 1872. — Décisions de la Commission spéciale du 31 juillet 1899. — Décisions ministérielles du 1er décembre 1899.)	8	221	146,061 11	
TOTAL des accroissements en 1899	8	221	146,061 11	
TOTAL GÉNÉRAL des accroissements au 1er janvier 1900.	996	25,782	(B) 17,039,581 62	
Décroissements antérieurs à l'année 1899	835	24,511	16,199,565 01	
Décroissements pendant l'année 1899	6	353	(D) 233,301 23	
TOTAL des décroissements au 1er janvier 1900	841	24,864	(B) 16,432,866 24	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1900	(E) 155	918	(C) 606,715 38	

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.

(B) Voir, pour le développement, le tableau II.

(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.

(D) Montant de 153 annuités afférentes à l'année 1899 ..... 101,119f 23c
Montant de 200 annuités afférentes aux années 1865 à 1898 ..... 132,182 00
TOTAL ÉGAL 233,301 23

(E) Le nombre des actions inscrites sous forme d'annuités au 1er janvier 1900 est de 155
Le nombre des actions mises en payement est de 153
La différence 2

représente 2 actions inscrites dès 1868, et sur lesquelles la Commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 n'a pas encore prononcé.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1900.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (a)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par annuité. Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 660f 91c par annuité. Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans	1872.	1890.	367	367	242,353 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	//	//
30 ans	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
27 ans	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(G) 17,844 57	//	//
23 ans	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(H) 30,401 86	//	//
28 ans	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(I) 18,505 48	//	//
30 ans	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(J) 138,791 10	//	//
27 ans	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(K) 124,911 99	//	//
Totaux			841	841	555,825 31	21,133	13,967,011 03	21,133	13,967,011 03	//	//
2° Opérations en cours de réalisation.											
29 ans	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	28	(L) 18,505 48	1	660 91c.
30 ans	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 00	616	(M) 407,120 56	44	29,080f 04
30 ans	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	26	(N) 17,183 66	4	2,643 64
30 ans	1875.	1904.	112	112	74,021 92	3,360	2,220,657 60	2,800	(O) 1,850,548 00	560	370,109 60
30 ans	1876.	1905.	1	1	660 91	30	19,827 30	24	(P) 15,861 84	6	3,965 46
30 ans	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	23	(Q) 15,200 93	7	4,626 37
30 ans	1879.	1908.	1	1	660 91	30	19,827 30	21	(R) 13,879 11	9	5,948 19
30 ans	1881.	1910.	1	1	660 91	30	19,827 30	19	(S) 12,557 29	11	7,270 01
30 ans	1882.	1911.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	36	(T) 23,792 76	24	15,861 84
30 ans	1884.	1913.	1	1	660 91	30	19,827 30	16	(U) 10,574 56	14	9,252 74
30 ans	1885.	1914.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	45	(V) 29,740 95	45	29,740 95
30 ans	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	28	(X) 18,505 48	32	21,149 12
30 ans	1888.	1917.	1	1	660 91	30	19,827 30	12	(Y) 7,930 92	18	11,896 38
30 ans	1889.	1918.	1	1	660 91	30	19,827 30	11	(Z') 7,270 01	19	12,557 29
30 ans	1891.	1920.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	18	(Z'') 11,896 38	42	27,758 22
30 ans	1892.	1921.	1	1	660 91	30	19,827 30	8	(Z''') 5,287 28	22	14,540 02
30 ans	1900.	1929.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	//	//	60	39,654 60
Totaux			155	155	102,441 05	4,649	3,072,570 59	3,731	2,465,855 21	918	606,715 38
RÉCAPITULATION.											
Opérations terminées			841	841	555,825 31	21,133	13,967,011 03	21,133	13,967,011 03	//	//
Opérations en cours de réalisation			155	155	102,441 05	4,649	3,072,570 59	3,731	2,465,855 21	918	(Z''') 606,715 38
			996	996	658,266 36	25,782	17,039,581 62	24,864	16,432,866 24	918	606,715 38

(a) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 28 années (1872 à 1899 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 28 années (1872 à 1899 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 26 années (1874 à 1899 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 25 années (1875 à 1899 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 24 années (1876 à 1899 inclusivement).
(Q) Amortissement afférent à 23 années (1877 à 1899 inclusivement).
(R) Amortissement afférent à 21 années (1879 à 1899 inclusivement).
(S) Amortissement afférent à 19 années (1881 à 1899 inclusivement).
(T) Amortissement afférent à 18 années (1882 à 1899 inclusivement).
(U) Amortissement afférent à 16 années (1884 à 1899 inclusivement).
(V) Amortissement afférent à 15 années (1885 à 1899 inclusivement).
(X) Amortissement afférent à 14 années (1886 à 1899 inclusivement).
(Y) Amortissement afférent à 12 années (1888 à 1899 inclusivement).
(Z) Amortissement afférent à 11 années (1889 à 1899 inclusivement).
(Z') Amortissement afférent à 9 années (1891 à 1899 inclusivement).
(Z'') Amortissement afférent à 8 années (1892 à 1899 inclusivement).
(Z''') Ces deux actions ont été inscrites parmi les annuités de rachat dès 1868; mais la Commission spéciale n'ayant pas encore prononcé l'envoi en possession, le point de départ n'est fixé à 1900 que par hypothèse.
(Z'') Pour le développement par année, voir le tableau III.

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1900.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 660f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. CAPITAL.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
1900	155	82,322f 74c	20,118f 31c	102,441f 05c	
1901	154	84,954 73	16,825 41	101,780 14	
1902	132	73,812 91	13,427 21	87,240 12	
1903	132	76,765 44	10,474 68	87,240 12	
1904	131	79,175 12	7,404 09	86,579 21	
1905	19	8,320 21	4,237 08	12,557 29	
1906	18	7,992 10	3,904 28	11,896 38	
1907	17	7,650 86	3,584 61	11,235 47	
1908	17	7,956 91	3,278 56	11,235 47	
1909	16	7,614 25	2,960 31	10,574 56	
1910	16	7,918 83	2,655 73	10,574 56	
1911	15	7,574 66	2,338 99	9,913 65	
1912	13	6,555 84	2,035 99	8,591 83	
1913	13	6,818 07	1,773 76	8,591 83	
1914	12	6,429 89	1,501 03	7,930 92	
1915	9	4,704 33	1,243 86	5,948 19	
1916	7	3,570 69	1,055 68	4,626 37	
1917	7	3,713 52	912 85	4,626 37	
1918	6	3,201 14	764 32	3,965 46	
1919	5	2,668 28	636 27	3,304 55	
1920	5	2,775 00	529 55	3,304 55	
1921	3	1,564 19	418 54	1,982 73	
1922	2	965 84	355 98	1,321 82	
1923	2	1,004 47	317 35	1,321 82	
1924	2	1,044 65	277 17	1,321 82	
1925	2	1,086 44	235 38	1,321 82	
1926	2	1,129 90	191 92	1,321 82	
1927	2	1,175 09	146 73	1,321 82	
1928	2	1,222 10	99 72	1,321 82	
1929	2	1,270 98	50 84	1,321 82	
Totaux	918	502,959 18	103,756 20	606,715 38	

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE

ET EN RENTES.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE POUR L'ANNÉE 1899.

Ce compte présente la situation des capitaux de cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1899 sont de	26,963,951f 22c
Les remboursements autorisés montent à	50,455,654 61
Dépenses excédant les recettes	23,491,703 39 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1899 s'élevaient à	301,226,684 34 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1900, s'élèvent à la somme totale de	277,734,980 95 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,744 parties.	64,344,474f 93c
Ministère des finances	22,807 parties.	170,357,541 86
Ministère des affaires étrangères	21 parties.	52,300 00
Ministère de l'agriculture	36 parties.	456,800 00
Ministère des colonies	21 parties.	74,642 00
Ministère du commerce	7,253 parties.	16,515,077 68
Ministère de la guerre	335 parties.	721,589 54
Ministère de l'intérieur	78 parties.	170,037 28
Ministère de l'instruction publique	542 parties.	2,246,366 00
Ministère de la marine	58 parties.	951,120 00
Ministère des travaux publics	42 parties.	185,694 61
Agents de change et courtiers	456 parties.	21,621,585 22
Assujettis non classés	»	37,751 83
	54,393	277,734,980 95

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 18,862,255f :

1° De la réduction des cautionnements des trésoriers-généraux. (Décret du 8 novembre 1899.)	1,571,000f 00c
2° Du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1899, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898	17,291,255 00
Total égal	18,862,255 00

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 301,226,684f 34 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1899, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1899	277,734,980f 95c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	1,097,213 65
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1900 est de	278,832,194 60

La situation du Trésor, quant à la dette que ce service a mise à sa charge, se résume ainsi qu'il suit :

Les cautionnements restant inscrits au 1er avril 1814 et dont les fonds ont été employés aux dépenses générales de l'État pendant la période qui se termine à cette époque s'élèvent à.....	152,975,907f 62c	
Ceux qui ont été versés au Trésor en exécution des lois des 28 avril 1816 et 23 juillet 1820 et dont les budgets des mêmes années ont profité à titre de ressources extraordinaires montent à.....	65,122,000 00	
TOTAL des fonds de cautionnements portés en recette aux budgets.....	218,097,907 62	
Les explications nécessaires sur l'emploi de ces fonds ont été données dans le compte des finances de 1836 (page 408).		
Enfin les mouvements opérés depuis cette époque ont donné lieu à des excédents de recettes de.....	59,637,073 33	
TOTAL ÉGAL au montant des cautionnements inscrits.....		277,734,980 95 (A)

(A) Voir à la page précédente la note (c).

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1900, des capitaux de cautionnements en numéraire

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1899.		RECETTES DE L'ANNÉE 1899. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1899. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX INSCRITS au 1er janvier 1900.		RÉSULTAT PAR CLASSE DE TITULAIRES, du mouvement de l'année 1899				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	2,966	9,330,609f 54c	448,900f 00c	"	448,900f 00c	410,300f 00c	"	410,300f 00c	2,989	9,369,209f 54c	23	"	38,600f 00c	"	
Greffiers des cours et tribunaux	3,982	8,289,271 05	655,450 00	"	655,450 00	567,300 00	"	567,300 00	3,959	8,377,421 05	"	23	88,150 00	"	
Huissiers, commissaires-priseurs	7,405	11,004,999 21	650,600 00	"	650,600 00	674,800 00	"	674,800 00	6,429	10,980,799 21	"	976	"	24,200f 00c	
Notaires	9,375	35,494,845 13	1,762,860 00	"	1,762,860 00	1,710,660 00	"	1,710,660 00	9,365	35,547,045 13	"	10	52,200 00	"	
Comptables et préposés divers	2	70,000 00	"	"	"	"	"	"	2	70,000 00	"	"	"	"	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	22	53,600 00	"	"	"	1,300 00	"	1,300 00	21	52,300 00	"	1	"	1,300 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	88	188,537 28	17,000 00	21,800f 00c	38,800 00	35,500 00	21,800f 00c	57,300 00	78	170,037 28	"	10	"	18,500 00	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	7,911	21,680,020 10	905,837 62	"	905,837 62	1,453,788 76	27,500 00	1,481,288 76	7,589	21,104,568 96	"	322	"	575,451 14	
Manufactures de l'État	144	716,400 00	17,000 00	"	17,000 00	39,900 00	"	39,900 00	140	693,500 00	"	4	"	22,900 00	
Douanes	718	3,302,758 96	236,891 49	"	236,891 49	475,456 50	"	475,456 50	700	3,064,193 95	"	18	"	238,565 01	
Enregistrement	3,974	30,528,268 43	969,808 61	"	969,808 61	3,089,044 38	"	3,089,044 38	3,719	28,409,032 66	"	255	"	2,119,235 77	
Octrois	4,097	3,743,306 71	473,045 00	800 00	473,845 00	566,532 06	800 00	567,332 06	4,265	3,649,819 65	168	"	"	93,487 06	
Percepteurs et receveurs municipaux	6,612	94,089,397 56	3,996,990 16	6,701,658 34	10,698,648 50	14,325,971 87	6,719,658 34	21,045,630 21	5,950	83,742,415 85	4	662	"	10,346,981 71	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	428	39,155,081 20	1,828,400 00	5,649,800 00	7,478,200 00	11,665,770 41	5,604,300 00	17,270,070 41	432	29,363,210 79	"	"	"	9,791,870 41	
Comptables et préposés divers	12	412,000 00	8,500 00	"	8,500 00	89,700 00	"	89,700 00	12	330,800 00	"	"	"	81,200 00	
A reporter	47,736	258,059,095 17	11,971,282 88	12,374,058 34	24,345,341 22	35,106,023 98	12,374,058 34	47,480,082 32	45,650	234,924,354 07	195	2,281	178,950 00	23,313,691 10	

Suite du COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1900,* des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1899.		RECETTES DE L'ANNÉE 1899. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1899. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1900.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1899.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report.....	47,736	258,059,095f 17c	11,971,282f 88c	12,374,058f 34c	24,345,341f 22c	35,106,023f 98c	12,374,058f 34c	47,480,082f 32c	45,650	234,924,354f 07c	195	2,281	178,950f 00c	23,313,691f 10c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers.....	40	478,800 00	12,000 00	45,000 00	57,000 00	34,000 00	45,000 00	79,000 00	36	456,800 00	"	4	"	22,000 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.															
Comptables et préposés divers.....	10	53,405 95	1,000 00	4,000 00	5,000 00	6,700 00	4,000 00	10,700 00	11	47,705 95	1	"	"	5,700 00	
Postes et télégraphes.....	7,118	16,567,694 65	1,189,710 00	"	1,189,710 00	1,290,032 92	"	1,290,032 92	7,242	16,467,371 73	124	"	"	100,322 92	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers.....	327	697,378 91	60,000 00	"	60,000 00	35,789 37	"	35,789 37	335	721,589 54	8	"	24,210 63	"	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.															
Comptables et préposés divers.....	552	2,517,966 00	166,500 00	213,200 00	379,700 00	438,100 00	213,200 00	651,300 00	542	2,246,366 00	"	10	"	271,600 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers.....	67	1,083,120 00	70,000 00	131,000 00	201,000 00	202,000 00	131,000 00	333,000 00	58	951,120 00	"	9	"	132,000 00	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers.....	21	74,892 00	1,000 00	"	1,000 00	1,250 00	"	1,250 00	21	74,642 00	"	"	"	250 00	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer.....	10	190,494 61	200 00	"	200 00	5,000 00	"	5,000 00	42	185,694 61	32	"	"	4,800 00	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers.....	435	21,466,085 22	725,000 00	"	725,000 00	569,500 00	"	569,500 00	456	21,621,585 22	21	"	155,500 00	"	
Assujettis non classés.....	"	37,751 83	"	"	"	"	"	"	"	37,751 83	"	"	"	"	
	56,316	301,226,684 34 (A)	14,196,692 88	12,767,258 34	26,963,951 22	37,688,396 27	12,767,258 34	50,455,654 61	54,393	277,734,980 95 (1)	381	2,304	358,660 63	23,859,364 02	(1) Voir page 138.
											1,923		23,491,703f 39c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1899 (voir *Compte des finances de 1898*, 2e vol., page 152), à la somme de.. 301,638,710f 60c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite.....	301,226,684f 34c
Capitaux restant à payer après ordonnancement.....	412,026 26
TOTAL ÉGAL.....	301,638,700 60

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

En exécution de la loi du 13 avril 1898 (article 56) un certain nombre de cautionnements ont été réalisés en rentes sur l'État, tant par voie de constitution directe que par voie de transformation ou de substitution.

Le montant de ces cautionnements s'élève au 31 décembre 1899 à 34,447,905 francs, savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère des finances	2,179 parties	31,075,870f	965,802
Ministère de l'agriculture	3 —	23,000	805
Ministère du commerce	802 —	2,058,300	63,231
Ministère de la guerre	67 —	377,910	11,753
Ministère de l'instruction publique	58 —	542,200	16,903
Ministère de l'intérieur	8 —	49,625	1,517
Ministère de la marine	21 —	301,000	11,007
Ministère des travaux publics	1 —	20,000	600
	3,139 —	34,447,905	1,071,618

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation au 31 décembre 1899 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1900.		RENTES		
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	3 p. o/o amort.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.					
Comptables et préposés divers	8	49,625	975	242	300
MINISTÈRE DES FINANCES.					
Contributions indirectes	437	1,830,500	37,260	8,197	9,555
Manufactures de l'État	36	203,000	4,020	624	1,530
Douanes	32	416,000	9,309	1,225	2,130
Enregistrement	525	4,661,450	75,954	21,928	42,180
Octrois	8	97,800	2,664	315	"
Percepteurs et receveurs municipaux	1,030	14,849,120	244,095	91,484	139,755
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	107	8,938,000	81,666	77,366	112,095
Comptables et préposés divers	4	80 000	1,500	350	600
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.					
Comptables et préposés divers	3	23,000	"	280	525
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.					
Comptables et préposés divers	1	5,000	150	"	"
Postes et télégraphes	801	2,053,300	45,746	13,240	4,095
MINISTÈRE DE LA GUERRE.					
Comptables et préposés divers	67	377,910	8,904	2,339	510
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.					
Comptable et préposés divers	58	542,200	11,775	2,878	2,250
MINISTÈRE DE LA MARINE.					
Comptables et préposés divers	21	301,000	7,291	3,716	"
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.					
Comptables et préposés divers	1	20,000	600	"	"
TOTAUX	3,139	34,447,905	531,909	224,184	315,525
				1,071,618	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

GARANTIES D'INTÉRÊTS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

(Renouvellement.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, page 381.

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Loi du 17 février 1898.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, page 381.

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, page 778.

...

...

ANNUITÉ À PAYER AU DÉPARTEMENT DU NORD PAR SUITE DE LA CONVENTION DU 2 AVRIL 1898 RATIFIÉE PAR LA LOI DU 20 AVRIL 1898.

(PRISONS DE LILLE ET DE DOUAI.)

(MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.)

Un décret du 8 mars 1812 avait créé dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de Loos un dépôt de mendicité; il devait être pourvu aux dépenses au moyen de fonds communaux et d'une allocation de l'État (78,296 fr.). Mais les fonds une fois réunis et s'élevant à 1,219,080 francs, furent affectés non à la construction du dépôt prévu, mais à la création d'une maison centrale, c'est-à-dire à une dépense incombant à l'État en vertu de la loi du 25 mars 1817. Le Conseil général réclama à diverses reprises sans succès et finalement, après le vote de la loi du 5 juin 1875, refusa d'assurer le service des prisons de Lille, conformément à la loi, s'il n'était désintéressé préalablement au prorata des sommes encaissées à tort par l'État en 1817. Les pourparlers ont abouti en 1896 : par une convention du 2 avril 1898, le département a renoncé à toute revendication moyennant le versement d'une somme de 1 million. Cette convention a été ratifiée par la loi du 20 avril de la même année et la première des quatre annuités de remboursement, fixées à 250,000 francs chacune, a été inscrite au budget de l'exercice 1898. Il s'agit, en fait, d'une dette nominale remboursable par fractions égales en quatre ans, sans intérêts.

Le département du Nord s'est d'ailleurs engagé à supporter seul les revendications éventuelles des communes dont les cotisations avaient alimenté la caisse spéciale créée en vertu du décret du 8 mars 1812.

Dette de l'État au 1er janvier 1898		1,000,000f
Amortissement réalisé	en 1898 . . . 250,000f	500,000
	en 1899 . . . 250,000	
Dette au 31 décembre 1899 . . .		500,000f

ANNUITÉ POUR L'AGRANDISSEMENT ET L'AMÉLIORATION DU PORT DE BÔNE.

(Loi du 7 septembre 1885.)

REMBOURSEMENT D'AVANCES POUR LA NAVIGATION.

La Chambre de commerce de Bône a versé à l'État, pour l'agrandissement et l'amélioration du port de cette ville, et en exécution de la loi du 7 septembre 1885 : 1° une avance de 1,400,000 francs déjà visée par l'article 1er de la loi du 31 juillet 1879; 2° un subside de 1,500,000 francs.

Aux termes de l'article 3 de ladite loi du 7 septembre 1885, l'avance de 1,400,000 francs devait être remboursée par l'État, sans intérêts, en douze annuités payables par termes semestriels à partir de 1888.

Le montant des annuités devait être prélevé sur les ressources inscrites au budget ordinaire de cet exercice.

Ces annuités ont été régulièrement versées; la dernière est venue à échéance au cours de l'exercice 1899.

Dette en capital	1,400,000f 00c
Amortissement réalisé au 1er janvier 1899	1,283,333 37
Dette au 1er janvier 1899	116,666 63
Amortissement de 1899	116,666 67
Dette au 1er janvier 1900	//

ANNUITÉ À PAYER

POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ

AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

Un marché de gré à gré, après appel à la concurrence, a été passé, le 5 juillet 1893, entre le Ministre de la Marine et la Société anonyme d'éclairage électrique du secteur de la place Clichy, pour l'éclairage à l'électricité des différents locaux du Ministère de la Marine.

D'après l'article 6, les frais de premier établissement devaient être acquittés par annuités d'un dixième de la valeur de l'installation, payables chaque année avant le 1er avril.

La valeur reconnue de l'installation ayant été de 96,881 fr. 30, l'annuité a été par suite fixée à 9,688 fr. 13.

Montant de la dette.....	96,881f 30c
Amortissement réalisé de 1894 au 1er janvier 1899.	48,440 65
Dette au 1er janvier 1899.....	48,440 65
Amortissement de 1899.....	9,688 13
Dette au 1er janvier 1900.....	38,752 52

soit quatre annuités de 9,688 fr. 13, sans intérêts.

ANNUITÉS DUES

AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES

POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS

D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'Etat, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

(ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.		DATES DES CONVENTIONS, décrets ou décisions ministérielles.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.				MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		OBSERVATIONS.
			*Total des sommes à amortir.	Taux de l'intérêt nominal actuel.	Nombre d'années de l'amortissement.	Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1899.		Pendant l'année 1899.		Totaux au 1er janvier 1900.		Capital restant à amortir.	Annuités restant dues.	
							Capital amorti.	Annuité payée.	Capital amorti.	Annuité payée.	Capital amorti.	Annuités payées.			
			3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
			fr. c.	p. o/o.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Paris	École pratique de la Faculté de médecine	Convention du 14 décembre 1875 (1887)	1,150,941 09	4 10	40	2,399,362 68	167,837 99	738,852 36	18,996 72	59,303 94	186,834 71	798,156 30	964,106 38	1,601,206 38	
	Faculté de droit	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1891)	1,500,000 00	4 10	40	3,064,365 60	139,716 10	612,873 12	20,837 51	76,609 14	160,553 61	689,482 26	1,339,446 39	2,374,883 34	
	Idem	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1892)	250,000 00	4 10	40	510,727 60	19,949 92	89,377 33	3,236 14	12,768 19	23,186 06	102,145 52	226,813 94	408,582 08	La ville de Paris a transporté au crédit foncier sa créance contre l'État représentant la part de l'État dans les dépenses résultant de construction.
	Idem	Convention des 28 mai et 31 décembre 1890 (1894)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	14,249 66	63,154 35	3,200 86	12,630 87	17,450 52	75,785 22	232,549 48	429,449 58	
	Sorbonne	Convention du 30 juin 1881 (1892)	1,500,000 00	4 10	40	3,064,365 60	119,699 28	536,263 98	20,016 82	76,609 14	139,716 10	612,873 12	1,360,283 90	2,451,492 48	
	Idem	Convention du 30 juin 1881 (1894)	2,000,000 00	4 00	40	4,041,879 20	113,997 26	505,234 90	25,606 88	101,046 98	139,604 14	606,281 88	1,860,395 86	3,435,597 32	
	Faculté de médecine	Convention du 14 décembre 1875 (1895)	850,000 00	4 00	40	1,717,798 40	27,922 59	128,834 88	10,061 87	42,944 96	37,984 46	171,779 84	812,015 54	1,546,018 56	
Bordeaux	*Idem*	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893)	250,000 00	4 00	40	505,234 80	14,249 66	63,154 35	3,200 86	12,630 87	17,450 52	75,785 22	232,549 48	429,449 58	Sur ressources de la ville.
Caen	Facultés	Décision ministérielle du 20 avril 1888 (1888)	53,000 00	4 50	40	114,750 40	6,695 87	31,556 36	793 91	2,868 76	7,489 78	34,425 12	45,510 22	80,325 28	Crédit foncier.
Chambéry	École préparatoire des sciences et des lettres	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893)	72,500 00	4 00	40	146,518 00	5,060 65	21,977 70	965 38	3,662 95	6,026 03	25,640 65	66,473 97	120,877 35	Emprunt commercial.
Lille	Facultés	Convention du 12 mars 1887 (1891)	1,350,000 00	4 05	40	2,737,600 00	127,060 16	547,520 00	19,100 27	68,440 00	146,160 43	615,960 00	1,203,839 57	2,121,640 00	Crédit du Nord.
Lyon	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891)	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	96,191 31	400,959 60	14,287 09	50,119 95	110,478 40	451,079 55	881,534 60	1,553,718 45	Sur ressources de la ville.
Montpellier	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et à l'École de pharmacie	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891)	30,724 96	3 82	35	55,983 90	3,941 13	12,796 32	581 90	1,599 54	4,523 03	14,395 86	26,201 93	41,588 04	Crédit algérien.
	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1890)	129,963 43	3 82	35	236,805 80	16,670 44	54,127 04	2,461 37	6,765 88	19,131 81	60,892 92	110,831 62	175,912 88	*Idem.*
	Facultés de droit, sciences et lettres	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891)	78,321 89	3 82	35	142,710 40	10,046 47	32,619 52	1,483 35	4,077 44	11,529 82	36,696 96	66,792 07	106,013 44	*Idem.*
	Idem	Décision ministérielle du 23 juillet 1891 (1892)	25,000 00	4 00	36	47,388 24	2,498 58	9,214 38	420 48	1,316 34	2,919 06	10,530 72	22,080 94	36,857 52	Crédit foncier.
Nancy	Institut chimique et anatom.	Convention du 8 septembre 1887 (1889)	500,000 00	4 10	40	1,027,560 16	56,679 44	246,747 96	7,500 36	25,600 40	64,179 80	272,348 36	435,820 20	755,211 80	*Idem.*
Poitiers	Facultés	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892)	430,000 00	4 10	40	878,451 20	34,313 76	153,728 96	5,796 97	21,961 28	40,110 73	175,690 24	389,889 27	702,760 96	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes	*Idem*	Convention du 20 novembre 1887 (1889)	500,000 00	4 50	40	1,074,902 80	53,731 11	268,725 70	6,866 87	26,872 57	60,597 98	295,598 27	439,402 02	779,304 53	Compagnie des assurances générales
Idem	*Idem*	Convention du 20 novembre 1887 (1896)	100,000 00	3 65	40	190,928 00	3,494 20	14,319 60	1,250 74	4,773 20	4,744 94	19,092 80	95,255 06	171,835 20	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Toulouse	*Idem*	Convention du 6 juillet 1886 (1889)	200,000 00	4 50	40	433,020 00	22,432 17	108,255 00	2,866 85	10,825 50	25,299 02	119,080 50	174,700 98	313,939 50	Crédit foncier.
		Totaux	12,212,464 37	.....	.....	24,900,385 58	1,056,437 75	4,640,293 41	169,533 20	623,427 90	1,225,970 95	5,263,721 31	10,986,493 42	19,636,664 27	

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Pendant l'année 1899. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
EMPRUNTS DONT AUCUNE CONVENTION N'INTERDIT AUX COMMUNES LE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION.																			
1° LYCÉES DE GARÇONS.																			
Alais	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 juillet 1893	98,131 00	4 00	5,233 84	35	"	"	"	"	180,782 53	6,382 47	21,150 41	1,579 54	5,233 84	7,962 01	26,384 25	90,168 99	154,398 28
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"	"	92,272 00	6,831 40	18,440 87	1,222 42	3,141 75	8,056 82	21,582 62	45,893 18	70,689 38
Bar-le-Duc	Loi de finances du 26 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	"	"	"	"	17,859 00	665 43	1,785 90	237 64	595 30	903 07	2,381 20	10,039 93	15,477 80
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"	"	763,135 00	95,000 00	254,852 50	10,000 00	23,007 50	105,000 00	277,860 00	295,000 00	485,275 00
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"	"	85,705 87	5,795 01	15,824 35	1,110 59	2,911 73	6,905 60	18,736 08	43,094 40	66,969 79
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"	"	337,753 50	30,524 64	82,535 24	4,598 80	11,600 83	35,123 44	94,136 07	159,376 56	243,617 43
Caen	Loi de finances du 20 mars 1888.	31 janvier 1888	4,700 00	4 50	254 40	40	"	"	"	"	10,074 28	528 47	2,442 28	67 43	254 40	595 90	2,696 68	4,104 10	7,377 60
Carcassonne	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1892	18,000 00	4 10	1,048 22	30	"	"	"	"	31,446 60	2,127 25	6,289 32	401 51	1,048 40	2,528 76	7,337 72	15,471 24	24,108 88
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	4	Annuités variables.	33	205,968 29	11,467 44	52,277 49	1,457 72	4,998 87	12,925 16	57,276 36	87,074 84	148,691 93
Chambéry	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	63,924 55	1,969 98	7,691 46	430 93	1,644 93	2,400 91	9,336 39	29,919 09	54,588 16
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1892	1,427,708 44	4 00	73,105 64	38	"	"	"	"	2,789,414 32	109,230 48	440,433 84	20,935 61	73,405 64	130,166 09	513,839 48	1,297,542 35	2,275,574 84
Idem	*Idem*	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"	"	782,434 80	29,566 63	117,365 22	4,921 56	19,560 87	34,488 19	136,926 09	348,511 81	645,508 71
Idem	*Idem*	31 janvier 1894	367,000 00	3 95	19,190 44	36	"	"	"	"	690,855 84	20,125 72	76,761 76	5,543 11	19,190 44	25,668 83	95,952 20	341,331 17	594,903 64
Grenoble	Loi de finances du 26 janvier 1892.	*Idem*	54,305 00	4 10	3,162 42	30	"	"	"	"	94,872 60	4,024 04	12,649 68	1,112 18	3,162 42	5,136 22	15,812 10	49,168 78	79,060 50
Lyon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"	"	141,768 80	5,896 13	24,809 54	983 80	3,544 22	6,879 93	28,353 76	63,270 07	113,415 04
A reporter			3,264,707 44		143,649 66						6,288,267 98	330,138 09	1,135,309 86	54,602 84	173,301 14	384,740 93	1,308,611 00	2,879,966 51	4,979,656 98

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.						MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.	
			Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveaux taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Pendant l'année 1899. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report			3,264,707 44	»	135,649 66	»		»	»	»	6,288,267 98	330,138 09	1,135,309 86	54,602 84	173,301 14	384,740 93	1,308,611 00	2,879,966 51	4,979,656 98
Laval	Loi de finances du 28 août 1885	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,050 99	40		»	»	»	42,439 60	3,016 39	11,670 89	345 06	1,060 99	3,361 45	12,731 88	17,638 55	29,707 72
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40		»	»	»	8,218 00	458 18	1,849 05	61 73	205 45	519 91	2,054 50	3,546 44	6,163 50
Lyon	Loi de finances du 26 février 1887	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141 83	40		»	»	»	45,673 20	2,890 45	11,418 30	356 98	1,141 83	3,247 43	12,560 13	19,352 57	33,113 07
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888	31 janvier 1889	25,150 00	4 00	1,270 67	40		»	»	»	50,826 80	2,648 92	11,436 03	374 33	1,270 67	3,023 25	12,706 70	22,126 75	38,120 10
Montluçon	Loi de finances du 26 février 1887	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30		»	»	»	17,299 37	945 71	2,740 87	213 28	582 34	1,158 99	3,323 21	8,841 01	13,976 16
Montpellier	Loi du 20 juin 1885	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35		»	»	»	37,476 04	2,650 65	8,428 90	391 36	1,075 82	3,042 01	9,504 72	17,623 20	27,971 32
Idem	Loi de finances du 26 février 1887	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40		»	»	»	1,970 40	82 69	344 82	13 70	49 26	96 39	394 08	878 61	1,576 32
Nantes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30		»	»	»	65,212 20	2,963 41	8,694 96	815 02	2,173 74	3,778 43	10,868 70	34,694 96	54,343 50
Nimes	Loi de finances du 30 mars 1888	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35		»	»	»	632,691 25	22,113 76	79,604 25	5,472 69	18,134 00	27,586 45	97,738 25	312,413 55	534,953 00
Paris	Loi du 20 juin 1885	5 mars 1887	435,000 00	4 60	23,882 90	40	5 mars 1894. (Départ de la nouvelle annuité à la même date.)	4 10	22,414 02	33	906,842 96	60,263 49	268,043 39	7,122 08	22,414 02	67,385 57	290,457 41	367,614 43	616,385 55
Idem	*Idem*	1er mars 1889	315,000 00	4 50	17,050 16	40	1er mars 1891. (Départ de la nouvelle annuité à la même date.)	4 10	16,168 40	35	651,144 80	34,962 81	158,008 60	4,734 92	16,168 40	39,697 73	174,177 00	275,302 27	476,967 80
Périgueux	Loi de finances du 28 avril 1893	1er septembre 1894	29,788 64	3 775	1,349 69	40		»	»	»	57,987 60	1,389 91	5,798 76	381 20	1,449 69	1,771 11	7,248 45	28,017 53	50,739 15
Le Puy	Loi de finances du 30 mars 1888	1er juin 1888	12,500 00	4 50	759 00	30	1er octobre 1895. (Départ de la nouvelle annuité le 31 janvier 1896.)	3 65	665 83	25	20,771 36	2,197 13	5,457 27	292 77	665 83	2,489 90	6,123 10	10,010 10	14,648 26
Reims	Loi de finances du 26 février 1887	1er janvier 1887	7,000 00	4 00	353 66	40		»	»	»	14,156 40	1,005 43	3,890 26	115 02	353 66	1,120 45	4,243 92	5,879 55	9,902 48
Idem	Loi du 20 juin 1885	1er avril 1889	245,000 00	3 90	Annuités variables fixées par tableau d'amortissement.	30		»	»	»	393,102 50	81,666 60	102,884 16	8,166 66	14,536 67	89,833 26	117,420 83	155,166 74	215,681 67
Idem	Loi de finances du 26 février 1887	1er janvier 1890	1,410 00	4 00	71 23	40		»	»	»	2,849 20	138 20	569 81	20 56	71 23	158 76	641 07	1,251 24	2,208 13
A reporter			4,793,336 03	»	212,910 40	»		»	39,248 25	»	9,236,919 66	549,531 82	1,876,150 21	83,480 20	254,654 74	633,012 02	2,130,804 95	4,160,324 01	7,106,114 71

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti. 13	Annuités payées. 14	pendant l'année 1899. Capital amorti. 15	Annuités payées. 16	totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES restant à effectuer au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Reports			4,793,336 03		212,910 40				39,248 25		9,236,919 66	549,531 82	1,876,150 21	83,480 20	254,654 74	633,012 02	2,130,804 95	4,160,324 01	7,106,114 71
Roanne	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 janvier 1892	379,502 00	4 00	19,981 92	36	"	"	"	"	716,108 74	32,201 36	116,651 14	6,150 80	19,981 92	38,352 16	136,633 06	341,149 84	579,475 68
Idem	*Idem*	*Idem*	136,800 00	4 00	6,883 78	40	"	"	"	"	272,621 06	9,467 48	38,572 54	1,808 38	6,883 78	11,275 86	45,456 32	125,524 14	227,164 74
Rochefort-sur-Mer	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	50,750 00	4 00	Annuités variables fixées par un tableau d'amortissement.	40	"	"	"	"	108,336 05	7,500 00	32,564 55	750 00	2,644 35	8,250 00	35,208 90	42,500 00	73,127 15
Idem	Loi de finances du 17 juillet 1889	16 août 1888	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"	"	225,327 70	12,250 00	56,137 60	1,500 00	5,573 40	13,750 00	61,711 00	91,500 00	163,616 70
La Roche-sur-Yon	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1893	16,000 00	4 10	931 75	30	"	"	"	"	27,952 50	1,854 44	5,590 47	355 39	931 75	2,209 83	6,522 22	13,790 17	21,430 28
Rouen	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888	275,000 00	4 00	13,893 96	40	"	"	"	"	555,758 40	35,157 81	138,939 60	4,345 28	13,893 96	39,501 09	152,833 56	235,498 91	402,924 84
Saint-Omer	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893	100,000 00	4 10	5,107 28	40	"	"	"	"	202,263 01	5,527 33	23,508 21	1,246 55	5,107 28	6,773 88	28,615 49	93,226 12	173,647 52
Saint-Quentin	Loi de finances du 26 fév. 1887.	1er janvier 1893	3,940 37	4 00	228 24	30	"	"	"	"	6,847 20	386 65	1,141 20	87 01	228 24	473 66	1,369 44	3,466 71	5,477 76
Toulon	*Idem*	31 janvier 1889	3,000 00	4 60	185 37	30	"	"	"	"	5,561 10	520 74	1,668 28	72 14	185 37	592 88	1,853 65	2,407 12	3,707 45
Idem	*Idem*	1er janvier 1891	3,467 33	4 00	175 18	40	"	"	"	"	7,007 20	291 78	1,226 26	48 64	175 18	340 42	1,401 44	3,126 91	5,605 76
Toulouse	Loi de finances du 8 août 1885.	31 janvier 1889	50,000 00	4 50	2,706 37	40	"	"	"	"	108,254 80	4,995 84	24,357 33	688 84	2,706 37	5,684 68	27,063 70	44,315 32	81,191 10
Idem	*Idem*	31 janvier 1893	70,000 00	4 10	3,575 10	40	"	"	"	"	142,166 92	3,861 22	17,038 42	872 25	3,575 10	4,733 47	20,613 52	65,266 53	121,553 40
Troyes	*Idem*	1er janvier 1888	10,313 00	4 00	521 05	40	"	"	"	"	20,842 00	1,318 47	5,210 50	162 88	521 05	1,481 35	5,731 55	8,831 65	15,110 45
Vendôme	Loi de finances du 26 fév. 1887.	31 janvier 1893	5,229 16	4 10	304 52	30	"	"	"	"	9,185 60	494 54	1,522 60	111 53	304 52	606 07	1,827 12	4,623 09	7,358 48
Totaux			6,002,587 89		267,304 92				39,248 25		11,645,101 94	665,359 48	2,340,278 91	101,677 89	317,367 01	767,037 37	2,657,645 92	5,235,550 52	8,987,456 02

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Pendant l'année 1899. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.																			
Agen	Loi de finances du 26 février 1887.	31 janvier 1894	37,500 00	4 10	1,915 23	40	»	»	»	»	76,609 20	1,623 87	7,660 92	448 86	1,915 23	2,072 73	9,576 15	35,427 27	67,033 05
Alais	Loi de finances du 26 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	»	»	»	»	14,504 80	573 13	2,538 34	95 99	362 62	669 12	2,900 96	6,430 88	11,603 84
Albi	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	102,800 00	3 70	Annuités variables fixées d'après le tableau d'amortissement.	30	»	»	»	»	169,815 55	5,711 11	13,050 55	2,284 44	4,879 65 Annuité moins 1/6e de garantie.	7,995 55	17,930 20	94,804 45	151,885 35
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	20,000 00	4 00	1,010 47	40	»	»	»	»	40,418 80	1,152 28	5,052 35	259 13	1,010 47	1,411 41	6,062 82	18,588 59	34,355 98
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	19,000 00	4 30	1,133 24	30	»	»	»	»	33,253 26	2,981 80	8,321 98	449 24	1,133 24	3,431 04	9,455 22	15,568 96	23,798 04
Castres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	»	»	»	»	155,818 95	4,290 14	18,828 95	959 86	3,914 00	5,250 00	22,742 95	72,250 00	133,076 00
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	4	»	»	534,826 70	22,667 80	102,885 09	3,426 53	13,574 34	26,094 33	116,459 43	227,205 67	418,367 27
Grenoble	Loi de finances du 26 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	»	»	»	»	202,005 20	7,982 95	29,458 93	1,336 87	4,208 44 Annuité réduite de 1/6e.	9,319 82	33,667 37	89,561 18	168,337 83
Guéret	Loi de finances du 26 décembre 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	»	»	»	»	17,329 84	1,158 99	3,494 10	222 12	582 35	1,381 11	4,076 45	8,618 89	13,253 39
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	»	»	»	»	34,154 00	1,657 49	6,830 80	246 59	853 85	1,904 08	7,684 65	14,995 92	26,469 35
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	»	»	»	»	3,384 80	118 17	507 72	22 57	84 62	140 74	592 34	1,534 26	2,792 46
Laon	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 juillet 1893	50,000 00	4 10	2,553 64	40	»	»	»	»	101,330 25	2,461 40	10,676 03	610 76	2,553 64	3,072 16	13,229 67	46,927 84	88,100 58
Mâcon	Loi du 20 juin 1885.	31 janvier 1891	270,672 50	4 15	13,926 19	40	»	»	»	»	534,207 78	23,378 39	74,643 51	3,701 49	13,926 19	27,079 88	88,569 70	243,592 62	445,638 08
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	»	»	»	»	72,955 20	3,540 19	14,591 04	526 70	1,823 88	4,066 89	16,414 92	32,033 11	56,540 28
Moulins	Lois des 20 juin 1885 et de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888	435,509 00	4,450 48	23,943 94	40	»	»	»	»	909,155 40	51,174 33	190,837 20	6,467 20	23,943 94	57,641 53	214,781 14	387,867 47	694,374 26
		A reporter	1,346,937 50		57,154 16						2,899,769 73	130,472 04	489,377 51	21,058 35	74,766 46	151,530 39	564,143 97	1,205,167 11	2,335,625 76

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 18 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	Reports.....	.....	1,446,937 50	.....	57,154 16	.....	.....	.....	»	.....	2,899,769 73	130,472 04	489,377 51	21,058 35	74,766 46	151,530 39	564,143 97	1,295,407 11	2,335,625 76
Nice.....	Loi de finances du 26 janvier 1892.	26 février 1893.....	13,150 00	4 10	765 78	30	»	»	»	»	22,808 66	1,524 08	4,429 94	292 08	765 78	1,816 16	5,195 72	11,333 84	17,612 94
Le Puy.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er juin 1888.....	286,160 73	4 50	17,375 67	30	1er octobre 1895 31 janvier 1896	3 65	15,242 74	25 ans 8 mois.	475,515 78	50,298 33	124,932 76	6,694 29	15,242 74	56,992 62	140,175 50	229,168 11	335,340 28
Reims.....	Loi de finances du 17 juillet 1890.	1er janvier 1890.....	15,498 10	4 00	783 01	40	»	»	»	»	31,320 40	1,519 89	6,264 08	226 12	783 01	1,746 01	7,047 09	13,752 09	24,273 31
Saint-Quentin.....	Loi du 20 juin 1885.....	31 janvier 1887.....	155,460 00	4 60	8,535 25	40	»	»	»	»	338,158 30	19,532 63	90,636 05	2,308 63	8,535 25	21,841 26	99,171 30	133,618 74	238,987 00
Idem.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1890.....	19,362 39	4 00	978 23	40	»	»	»	»	39,129 20	1,898 72	7,825 84	282 48	978 23	2,181 20	8,804 07	17,181 19	30,325 13
Sedan.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 juillet 1894.....	100,000 00	3 85	5,649 60	30	»	»	»	»	166,075 01	7,702 55	19,185 41	2,116 32	5,649 60	9,818 87	24,835 01	90,181 13	141,240 00
Tarbes.....	Loi du 20 juin 1885.....	1er janvier 1889.....	117,150 00	4 00	5,918 83	40	»	»	»	»	236,753 20	13,198 87	53,269 47	1,778 39	5,918 83	14,977 26	59,188 30	102,172 74	177,564 90
Toulouse.....	Loi de finances du 26 décembre 1890.	31 janvier 1893.....	43,409 00	3 85	2,452 44	30	»	»	»	»	72,346 98	2,459 31	6,131 10	834 31	2,452 44	3,343 62	8,583 54	40,065 38	63,763 44
Tournon.....	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1889.....	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	21 janvier 1899 Même date	3 25	Annuités variables.	30	84,158 77	5,127 57	20,778 68	509 73	2,255 01	5,637 30	23,033 69	37,662 70	61,125 08
Valenciennes.....	Loi de finances du 26 février 1887.	.....	75,000 00	4 50	*Idem*.....	30	»	»	»	»	138,180 00	16,750 00	50,512 25	2,000 00	4,621 25	18,750 00	55,133 50	56,250 00	83,046 50
	Totaux.....	.....	2,315,427 72	.....	99,612 97	.....	.....	.....	15,242 74	.....	4,504,216 03	250,483 99	873,343 09	38,210 70	121,968 60	288,694 69	995,311 69	2,026,755 03	3,598,904 34

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.						MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.	
			Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Pendant l'année 1899. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 15 et 19.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	»	»	»	»	18,999 00	1,501 94	4,433 10	251 55	633 30	1,753 49	5,066 40	9,121 51	13,932 60
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	»	»	»	»	203,284 82	8,072 06	34,744 58	1,351 95	5,107 28	9,424 01	39,851 86	90,575 99	163,432 96
Blois	Loi de finances du 26 janvier 1892.	31 janvier 1894	41,000 00	4 10	2,387 62	30	»	»	»	»	70,064 34	3,037 81	7,986 22	839 69	2,387 62	3,877 50	10,373 84	37,122 50	59,690 50
Briançon	Lois de finances du 8 août 1885 et 30 mars 1888.	31 janvier 1889	6,000 00	4 60	329 42	40	»	»	»	»	13,176 80	587 49	2,964 69	81 37	329 42	668 86	3,294 11	5,331 14	9,882 69
Carpentras	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 juillet 1893	11,000 00	4 10	640 58	30	»	»	»	»	18,757 06	926 52	2,422 27	229 90	640 58	1,156 42	3,062 85	9,843 58	15,694 21
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1896.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	»	»	»	»	246,538 07	5,742 07	15,016 43	3,030 62	8,268 63	8,772 69	23,285 06	141,227 31	223,253 01
Cette	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1889	250,000 00	4 50	13,531 88	40	»	»	»	»	517,678 43	24,983 29	98,190 15	3,444 44	13,531 88	28,427 73	111,722 03	221,572 27	405,956 40
Idem	*Idem*	31 janvier 1891	40,000 00	4 20	2,116 09	38	»	»	»	»	76,912 98	3,505 38	11,314 19	589 24	2,116 09	4,094 62	13,430 28	35,905 38	63,482 70
Idem	*Idem*	31 janvier 1891	55,000 00	4 20	2,879 20	39	»	»	»	»	106,592 80	4,611 46	14,458 40	770 89	2,879 20	5,382 35	17,337 60	49,617 65	89,255 20
Idem	*Idem*	31 janvier 1891	65,000 00	4 20	3,368 89	40	»	»	»	»	126,608 83	5,128 70	15,435 46	863 27	3,368 89	5,991 97	18,804 35	59,008 03	107,804 48
Idem	*Idem*	31 juillet 1894	90,000 00	4 00	4,528 93	40	»	»	»	»	178,216 92	3,452 92	12,910 98	1,077 71	4,528 93	4,530 63	17,439 91	85,469 37	160,777 01
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	»	»	»	»	172,689 20	10,923 90	43,172 30	1,349 04	4,317 23	12,272 94	47,489 53	73,177 06	125,199 67
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	»	»	»	»	35,106 55	2,349 93	6,769 51	450 20	1,180 71	2,809 13	7,950 22	17,465 87	27,156 33
Épinal	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	60,000 00	4 50	3,247 65	40	31 janvier 1893 même date	4 10	3,076 49	36	122,017 48	6,290 22	26,646 29	885 28	3,076 49	7,175 50	29,722 78	52,824 50	92,294 70
A reporter			984,600 00		52,537 41				3,076 49		1,906,643 28	81,113 69	296,464 57	15,224 15	52,366 25	96,337 84	348,830 82	888,262 16	1,557,812 46

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.
Reports.....	.....	.....	684,600 00	.....	52,537 41	.....		.....
Épinal.....	Loi de finances du 26 janv. 1892.	31 juillet 1893.....	200,000 00	4 00	11,507 19	30	»	»
Falaise.....	Loi du 20 juin 1885.....	25 août 1890.....	20,000 00	4 40	1,207 07	30	»	»
Fontainebleau.....	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.....	*Idem*.....	33,328 73	4 40	2,011 57	30	»	»
Fontenay-le-Comte.....	Loi du 20 juin 1885.....	31 janvier 1887.....	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893... 25 novembre 1892.	4
Gray.....	Loi de finances du 28 avril 1893	1er janvier 1893.....	4,000 00	4 00	202 09	40	»	»
Issoire.....	Loi de finances du 26 janv. 1892.	25 février 1892.....	6,000 00	4 10	349 41	30	»	»
Joigny.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893.....	30,000 00	4 10	1,532 18	40	»	»
Le Châtre.....	Loi de finances du 26 janv. 1892.	25 février 1892.....	4,395 40	4 10	255 96	30	»	»
Le Blanc.....	Loi du 20 juin 1885.....	25 février 1893.....	3,100 00	4 10	174 80	32	»	»
Lodève.....	*Idem*.....	31 janvier 1888.....	56,500 00	4 60	3,102 03	30	»	»
Idem.....	*Idem*.....	31 janvier 1893.....	21,546 44	4 10	1,100 44	40	»	»
Morlaix.....	Loi de finances du 26 déc. 1890.	31 juillet 1891.....	260,000 00	4 10	15,140 99	30	»	»
Mortain.....	Loi de finances du 26 janv. 1892.	25 février 1892.....	15,000 00	4 10	873 52	30	»	»
Pamiers.....	Lois des 8 août 1885 et 26 avril 1890.....	31 janvier 1894.....	12,050 00	4 10	615 43	40	»	»
Pézenas.....	Lois des 29 décembre 1888 et 26 janvier 1892.....	25 février 1892.....	31,106 30	4 10	1,681 63	35	»	»
A reporter.....	.....	.....	1,761,626 87	.....	97,234 91	.....	»	.....

scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

L'ÉTAT. — MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899. — Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1899. — Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1900. — Capital amorti.	Annuités payées.	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3,076 59	.....	1,906,643 28	81,113 69	296,363 57	15,224 15	52,366 25	96,337 84	348,830 82	888,262 16	1,557,812 46
»	»	342,295 06	17,106 97	48,861 72	4,234 39	11,507 19	21,341 34	60,368 91	178,658 64	281,926 15
»	»	36,212 10	2,869 36	9,053 02	458 36	1,207 07	3,327 72	10,260 09	16,672 28	25,952 01
»	»	59,418 96	5,159 83	16,092 56	780 63	2,011 57	5,940 46	18,104 13	27,388 27	41,314 83
4,707 42	24	141,819 20	20,005 73	57,085 64	2,330 72	4,707 42	22,336 45	61,793 06	57,663 55	80,026 14
»	»	8,083 60	230 17	1,010 45	51 58	202 09	281 75	1,212 54	3,718 25	6,871 06
»	»	10,482 30	828 71	2,445 81	138 79	349 41	967 50	2,795 22	5,032 50	7,687 08
»	»	61,287 20	1,476 81	6,894 81	366 44	1,532 18	1,843 25	8,426 99	28,156 75	52,860 21
»	»	7,678 80	508 11	1,535 76	97 57	255 96	605 68	1,791 72	3,789 72	5,887 08
»	»	5,551 24	320 80	1,006 44	61 48	174 80	382 28	1,181 24	2,717 72	4,370 00
»	»	120,169 32	6,297 06	27,108 42	801 81	3,102 03	7,098 87	30,210 45	49,401 13	89,958 87
»	»	43,305 00	1,190 72	4,789 60	268 00	1,100 44	1,458 72	5,890 04	20,087 72	37,414 96
»	»	445,344 55	33,351 34	89,531 29	5,908 47	15,140 99	39,262 81	104,672 28	220,737 19	340,672 27
»	»	25,829 76	2,071 70	5,738 80	346 98	873 52	2,418 68	6,612 32	12,581 32	19,217 44
»	»	24,512 65	521 81	2,357 17	144 24	615 43	666 05	2,972 60	11,383 95	21,540 05
»	»	58,369 36	2,800 29	9,602 09	466 50	1,681 63	3,266 79	11,283 72	27,839 51	47,085 64
7,783 91	.....	3,297,002 38	175,856 10	579,578 15	31,680 11	96,827 98	207,536 21	676,406 13	1,554,090 66	2,620,596 25

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions*

scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Pendant l'année 1899. Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 11 et 15.)	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17).	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Reports			1,761,626 87		97,234 91				7,783 91		3,297,002 38	175,856 10	579,578 15	31,680 11	96,827 98	207,536 21	676,406 13	1,554,090 66	2,620,596 25
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	25 février 1892	9,500 00	4 10	553 23	30					16,166 99	1,312 08	3,442 70	219 75	553 23	1,531 83	3,995 93	7,968 17	12,171 06
Riom	*Idem*	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40					61,234 40	3,875 27	15,308 60	478 82	1,530 86	4,354 09	16,839 46	25,945 91	44,394 94
Saint-Girons	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 janvier 1894	30,000 00	4 10	1,532 19	40					59,692 53	1,299 13	4,533 69	359 10	1,532 19	1,658 23	6,065 88	28,341 77	53,626 65
Saint-Maixent	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1888	6,000 00	4 60	329 42	40					13,097 96	668 73	3,215 36	85 15	329 42	753 88	3,544 78	5,246 12	9,553 18
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40					21,911 20	623 34	2,738 90	140 43	547 78	763 77	3,286 68	10,078 30	18,624 52
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1887.	25 août 1893	49,850 00	4 10	2,902 99	30					86,294 86	5,240 64	15,171 61	1,085 01	2,902 99	6,325 65	18,074 60	43,524 35	68,220 26
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	585 08	30					17,552 40	2,200 59	5,850 80	271 79	585 08	2,472 38	6,435 88	7,627 62	11,116 52
Sisteron	*Idem*	31 janvier 1893	40,000 00	4 10	2,042 91	40					79,466 02	2,214 21	7,964 17	498 76	2,042 91	2,712 97	10,007 08	37,287 03	64,458 94
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30					30,960 00	2,515 37	7,224 00	422 55	1,032 00	2,937 92	8,256 00	14,262 08	22,704 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40					97,445 50	2,290 72	8,878 30	629 40	2,460 20	2,920 12	11,338 50	47,079 88	86,107 00
Vannes	Loi de finances du 26 janvier 1892.	31 juillet 1894	43,400 00	3 85	2,451 92	30					73,557 60	2,896 60	8,581 72	901 13	2,451 92	3,797 73	11,033 64	39,602 27	62,523 96
Villeneuve-sur-Lot	Lois de finances du 26 décembre 1890 et 17 juillet 1887.	31 juillet 1890	120,000 00	4 40	6,402 79	40					251,436 83	9,849 49	43,346 16	1,573 28	6,402 79	11,422 77	49,748 95	108,577 23	201,687 88
Vire	Loi de finances du 28 avril 1893.	31 janvier 1894	28,500 00	4 00	1,639 78	30					49,193 40	2,144 82	6,559 12	591 43	1,639 78	2,736 25	8,198 90	25,763 75	40,994 50
Totaux			2,207,318 94		121,246 06				7,783 91		4,155,012 07	212,987 09	712,393 28	38,936 71	120,839 13	251,923 80	833,232 41	1,955,395 14	3,321,779 66
Oran (*Lycée de garçons.*)	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	4 10	2,911 73	30					85,986 23	3,704 64	10,281 25	1,024 01	2,911 73	4,728 65	13,192 98	45,271 35	72,793 25
Constantine (*Collège de jeunes filles.*)	Loi du 20 juin 1885	25 août 1893	267,500 00	4 10	13,661 96	40			9		534,627 48	13,168 93	49,627 90	3,267 54	13,661 96	16,436 47	63,289 86	251,063 53	471,337 62
Tlemcen (*Collège de garçons.*)	Loi de finances du 27 juillet 1885.	31 juillet 1889	25,000 00	4 60	1,372 58	40					54,275 70	2,284 22	11,039 43	331 43	1,372 58	2,615 65	12,412 01	22,384 35	41,863 69
Tlemcen (*Collège de garçons.*)	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1892	13,250 00	4 00	669 43	40					26,777 20	935 01	4,016 58	178 60	669 43	1,113 61	4,686 01	12,136 39	22,091 19
Totaux			355,750 00		18,615 70						701,666 61	20,092 80	74,965 16	4,801 58	18,615 70	24,894 38	93,580 86	330,855 62	608,085 75

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES A LA CHARGE DE L'ÉTAT. — CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. — ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1899. Capital amorti. (Total des col. 11 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT A EFFECTUER au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
			2° EMPRUNT DONT LES COMMUNES SE SONT INTERDIT LE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION.																
LYCÉES DE GARÇONS.																			
Aix	Loi de finances du 26 février 1887.	31 juillet 1888	141,250 00	4 50	8,626 23	30	31 juillet 1893 et 31 janvier 1894	4 10	8,276 29	25	249,936 38	27,234 60	80,272 44	3,638 58	8,276 29	30,873 18	88,548 73	110,376 82	161,387 65
Annecy	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1886	195,000 00	4 60	10,706 13	40	31 janvier 1898 et même date.	3 60	9,550 56	28	395,889 24	27,396 94	128,473 56	3,548 50	9,550 56	30,945 44	138,024 12	164,054 56	257,865 12
Idem	*Idem*	31 juillet 1887	150,000 00	4 60	8,235 48	40	*Idem*	3 60	7,312 75	29 1/2	302,198 66	17,770 24	86,472 54	2,575 45	7,312 75	20,345 69	93,785 29	129,654 31	208,413 37
Idem	*Idem*	31 janvier 1888	150,000 00	4 60	8,235 48	40	*Idem*	3 60	7,301 71	30	301,406 10	16,717 99	82,354 80	2,526 09	7,301 71	19,244 08	89,656 51	130,755 92	211,749 59
Idem	*Idem*	31 janvier 1890	65,000 00	4 50	3,518 29	40	*Idem*	3 60	3,139 28	32	127,225 64	5,637 86	26,768 68	1,011 26	3,139 28	6,649 12	29,907 96	58,350 88	97,317 68
Idem	*Idem*	31 janvier 1891	8,350 09	4 20	432 78	40	*Idem*	3 60	400 11	33	16,154 46	659 89	2,950 83	124 37	400 11	784 26	3,350 94	7,565 83	12,803 52
Idem	*Idem*	31 juillet 1893	2,538 88	4 10	129 67	40	*Idem*	3 60	120 99	35 1/2	4,839 63	124 97	544 49	34 39	120 99	159 36	665 48	2,379 52	4,174 15
Idem	*Idem*	31 janvier 1895	12,500 00	3 85	615 05	40	*Idem*	3 60	593 30	37	23,382 80	421 22	1,530 76	159 89	593 30	581 11	2,124 00	11,918 89	21,358 80
Aurillac	*Idem*	31 juillet 1891	60,000 00	4 15	3,255 48	35					113,941 80	5,644 76	21,159 82	1,010 11	3,255 48	6,654 87	24,415 30	53,345 13	89,526 50
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39					369,622 50	9,138 92	33,171 25	2,821 84	9,477 50	11,960 76	42,648 75	188,039 24	326,973 75
Bourges	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1888	20,000 00	4 60	1,235 80	30	31 juillet 1894 et 31 janvier 1894	3 75	1,164 86	23	34,206 58	3,989 21	11,491 79	569 75	1,164 86	4,558 96	12,656 65	15,441 04	21,549 93
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	Annuités variables	33					191,708 57	15,916 79	45,503 75	2,620 80	6,422 61	18,537 59	51,926 36	93,062 41	139,782 21
Chateauroux	Décision ministérielle du 3 septembre 1887.	31 janvier 1888	12,800 00	4 60	790 91	30	31 juillet 1893	4 00	744 00	24 1/2	22,578 00	2,623 82	7,698 00	340 33	744 00	2,964 15	8,442 00	9,835 85	14,136 00
Le Mans	Loi de finances du 26 février 1887.	31 janvier 1890	7,579 17	4 40	457 44	30	31 janvier 1897 et même date.	3 60	359 61	30	13,961 84	1,139 30	3,533 15	128 93	359 61	1,268 23	3,892 76	6,310 94	10,069 08
Nantes	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	800,000 00	4 60	49,431 92	30	31 janvier 1893 et même date	4 10	47,020 22	24	1,364,225 15	183,568 76	470,840 97	21,969 44	47,020 22	205,538 20	517,861 19	594,461 80	846,363 96
Idem	*Idem*	31 janvier 1888	300,000 000	4 60	18,536 98	30	*Idem*	4 10	17,604 08	25	500,638 57	61,313 82	148,556 97	7,898 08	17,604 08	69,211 90	166,161 05	230,788 10	334,477 52
Idem	*Idem*	31 janvier 1889	100,000 00	4 50	6,107 06	30	*Idem*	4 10	5,851 84	26	162,839 98	18,136 48	39,951 34	2,521 02	5,851 84	20,657 50	45,803 18	79,342 50	117,036 80
Quimper	*Idem*	31 juillet 1886	100,000 00	4 60	6,178 99	30	*Idem*	4 10	5,882 35	23 1/2	178,398 65	24,236 77	69,575 18	2,804 51	5,882 35	27,041 28	75,457 53	72,958 72	102,941 12
Idem	*Idem*	31 janvier 1888	100,000 00	4 60	6,178 99	30	*Idem*	4 10	5,868 03	25	177,595 70	20,437 96	60,235 10	2,632 69	5,868 03	23,070 65	66,103 13	76,929 35	111,492 57
A reporter			2,536,618 14		142,150 18				121,189 98		4,550,850 25	442,110 30	1,321,085 36	58,936 03	140,315 57	501,046 33	1,461,430 93	2,035,571 81	3,089,419 32

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE de départ de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir. 4	Taux de l'intérêt nominal annuel. 5	Montant de l'annuité. 6	Nombre d'années de l'amortissement. 7	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	Nouveau taux d'intérêt. 9	Montant de la nouvelle annuité. 10	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	Montant total des annuités. 12
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.
Reports.....	.....	.....	2,536,618 14	.....	142,150 18	.....	.....	.....	121,189 98	.....	4,550,850 25
Quimper.....	Loi du 20 juin 1885.....	31 janvier 1889.....	31,600 00	4 60	1,952 56	30	31 janvier 1893... Même date.....	4 10	1,851 36	26	55,945 60
Rodez.....	Loi de finances du 8 août 1885..	31 juillet 1886.....	27,054 00	4 60	1,671 66	30	31 janvier 1893.. Même date.....	4 10	1,591 44	23 1/2	48,126 65
Saint-Étienne.....	*Idem*.....	1er juillet 1887.....	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893.. Même date.....	3 75	65,863 76	34 1/2	2,612,286 90
Tulle.....	Loi de finances du 17 juillet 1889	31 juillet 1892.....	25,000 00	4 10	1,455 86	30	"	"	"	"	43,675 80
Versailles.....	Loi de finances du 8 août 1885.	31 juillet 1886.....	100,000 00	4 60	5,490 32	40	31 janvier 1898... Même date.....	3 60	4,823 13	28 1/2	195,174 84
Idem.....	*Idem*.....	31 juillet 1889.....	100,000 00	4 50	5,412 75	40	31 janvier 1898.. Même date.....	3 60	4,781 52	31 1/2	195,179 38
Totaux.....	.....	.....	4,193,709 19	.....	231,948 80	.....	.....	.....	200,101 19	.....	7,701,239 42
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.											
Auxerre.....	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1893.....	343,000 00	4 00	17,260 25	40			"	"	657,826 32
Bourg.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1888.....	55,000 00	4 60	3,019 67	40	31 janvier 1893... Même date.....	4 00	2,788 48	35	112,695 15
Cahors.....	Lois de finances des 8 août 1885 et 28 avril 1893.	31 juillet 1887.....	154,000 00	4 60	9,515 64	30	15 décembre 1893. 31 juillet 1893...	4 10	9,051 39	24	268,289 69
Chartres.....	Loi de finances du 26 févr. 1887	31 janvier 1887.....	40,621 19	4 60	2,509 98	30	31 décembre 1892. 31 janvier 1893..	4 10	2,387 52	24	72,163 87
Nantes.....	Loi de finances du 29 décembre 1888.	31 janvier 1889.....	40,000 00	4 60	2,196 12	40	31 janvier 1893.. Même date.....	4 10	2,052 92	36	82,689 60
Niort.....	Loi du 20 juin 1885.....	31 janvier 1886.....	78,000 00	4 60	4,282 45	40	24 décembre 1896. 31 juillet 1896..	4 00	3,991 13	29 1/2	162,095 05
Idem.....	*Idem*.....	31 janvier 1888.....	4,650 00	4 60	287 32	30	24 décembre 1896. 31 juillet 1896...	4 00	271 91	21 1/2	8,222 54
Tarbes.....	*Idem*.....	31 juillet 1888.....	100,715 00	4 50	5,451 45	40	13 janvier 1893.. 31 janvier 1893..	4 10	5,166 81	35 1/2	202,618 12
Versailles.....	Loi de finances du 17 juillet 1889	31 juillet 1892.....	350,000 00	4 00	17,612 50	40	2 juin 1898..... 31 janvier 1898..	3 60	16,637 44	34 1/2	668,626 30
Idem.....	*Idem*.....	31 juillet 1893.....	50,000 00	4 00	2,542 58	39	2 juin 1898..... 31 janvier 1898..	3 60	2,401 82	34 1/2	93,981 86
Vic-Bigorre.....	Loi de finances du 26 janv. 1892	31 janvier 1889.....	4,700 00	4 60	258 05	40	10 décembre 1894. 31 juillet 1894...	4 10	241 69	34 1/2	9,757 57
Totaux.....	.....	.....	1,220,686 19	.....	64,936 01	.....	.....	.....	44,991 11	.....	2,338,966 16

DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti. 13	Antérieurement au 1er janvier 1899. Annuités payées. 14	Pendant l'année 1899. Capital amorti. 15	Pendant l'année 1899. Annuités payées. 16	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Totaux au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900. Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
442,110 30	1,321,085 36	58,936 03	140,345 57	501,046 33	1,461,430 93	2,035,571 81	3,089,419 32
5,701 18	17,067 04	797 60	1,851 36	6,498 78	18,918 40	25,101 22	37,027 20
6,681 28	18,685 01	774 31	1,591 44	7,455 59	20,276 45	19,598 41	27,850 20
172,234 67	669,305 98	21,013 85	65,863 76	193,248 52	735,169 74	1,180,188 53	1,877,017 16
2,628 20	8,007 23	544 14	1,455 86	3,172 34	9,463 09	21,827 66	34,212 71
15,358 67	60,127 21	1,792 03	4,823 12	17,150 70	64,950 33	82,849 30	130,224 51
11,124 13	46,952 26	1,596 22	4,781 52	12,720 35	51,733 78	87,279 65	143,445 60
655,838 43	2,141,230 09	85,454 18	220,712 63	741,292 61	2,361,942 72	3,452,416 58	5,339,296 70
19,382 37	55,531 57	4,358 70	15,446 25	23,741 07	70,977 82	319,258 93	586,848 50
6,535 07	29,050 75	858 38	2,788 48	7,393 45	31,839 23	47,606 55	80,855 92
33,285 92	91,787 59	4,144 16	9,051 39	37,430 08	100,838 98	116,569 92	167,450 71
9,320 94	26,800 99	1,130 90	2,387 52	10,451 84	29,188 51	30,169 35	42,975 36
4,157 99	19,049 08	589 38	2,052 92	4,747 37	21,102 00	35,252 63	61,587 60
11,139 12	50,343 41	1,329 86	3,991 13	12,468 98	54,334 54	65,531 02	107,760 51
930 86	2,784 34	124 37	271 91	1,055 23	3,056 25	3,594 77	5,166 29
11,241 47	45,030 42	1,513 76	5,166 81	12,755 23	50,197 23	87,959 77	152,420 89
25,232 46	102,953 43	4,990 32	16,637 44	30,222 78	119,590 87	319,777 22	549,035 52
3,115 88	12,319 98	720 42	2,401 82	3,836 30	14,721 80	46,163 70	79,260 06
480 46	2,265 18	69 39	241 69	549 85	2,506 87	4,150 15	7,250 70
124,822 54	437,916 74	19,829 64	60,437 36	144,652 18	498,354 10	1,076,034 01	1,840,612 06

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes.	DATES des LOIS, DÉCRETS et décisions ministérielles ou conventions.	DATE DU DÉPART de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.						MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.	
			CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la convertion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899. Capital amorti.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899. Annuité payée.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Capital amorti.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Annuités payées.	TOTAUX au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	TOTAUX au 1er janvier 1900. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Avallon	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	16,300 00	4 60	1,007 17	30	31 janvier 1893	4 10	958 04	24	28,833 75	3,740 21	10,630 98	447 63	958 04	4,187 84	11,589 02	12,112 16	17,244 72
Béthune	*Idem.*	31 juillet 1888	33,400 00	4 60	1,833 77	40	31 juillet 1897	3 85	1,672 98	31	67,346 70	3,526 13	16,320 74	527 87	1,672 98	4,054 00	17,993 72	29,346 00	49,352 98
Blaye	Lois du 20 juin 1885 et 30 mars 1888.	31 juillet 1886	17,500 00	4 60	960 80	40	31 juillet 1893 *Idem.*	4 10	901 71	33	35,894 39	2,427 57	10,195 66	286 65	901 71	2,714 22	11,097 37	14,785 78	24,797 02
Castelsarasin	Loi du 20 juin 1885	31 juillet 1888	27,000 00	4 60	1,482 39	40	3 juillet 1893 31 janvier 1893	4 10	1,386 60	35 1/2	55,672 23	2,988 08	13,380 93	406 24	1,386 60	3,394 32	14,767 53	23,605 68	40,904 70
Châteaudun	Lois de finances du 8 août 1885 et 30 mars 1888.	31 janvier 1887	18,000 00	4 60	988 25	40	15 mai 1893 31 janvier 1893	4 10	926 23	34	36,909 58	2,371 63	10,048 91	288 53	926 23	2,660 16	10,975 14	15,339 84	25,934 44
Coulommiers	Loi de finance du 8 août 1885.	31 juillet 1887	125,166 00	4 60	7,752 54	30	22 février 1893 31 janvier 1893	4 10	7,368 31	24 1/2	219,545 50	27,204 47	75,863 46	3,377 52	7,368 31	30,581 99	83,231 77	94,884 01	136,313 73
Embrun	Lois de finances du 8 août 1885 et du 29 décembre 1888.	31 janvier 1889	88,800 00	4 50	4,806 52	40	5 juin 1893 31 janvier 1893	4 10	4,553 20	36	180,503 63	9,309 85	39,354 43	1,310 34	4,553 20	10,620 19	43,907 63	78,179 81	136,596 00
Gray	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1888	30,000 00	4 60	1,853 69	30	4 mars 1893 31 janvier 1893	4 10	1,760 22	25	52,043 53	6,130 88	16,839 13	789 09	1,760 22	6,920 87	18,599 35	23,079 13	33,444 18
Idem.	Loi de finance du 30 mars 1888.	31 juillet 1890	36,250 00	4 40	2,187 81	30	4 mars 1893 31 janvier 1893	4 10	2,115 78	27 1/2	62,090 77	5,352 22	14,485 72	857 85	2,115 78	6,210 07	16,601 50	30,039 93	45,489 27
Issoudun	*Idem.*	31 juillet 1888	101,321 07	4 50	6,187 74	30	2 mai 1893 31 janvier 1893	4 10	5,932 91	25 1/2	175,977 46	19,590 62	52,352 81	2,609 57	5,932 91	22,200 19	58,285 72	79,120 88	115,691 74
La Châtre	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	3,086 00	4 60	190 68	30	28 février 1893 31 janvier 1893	4 10	181 40	24	5,497 68	707 78	2,051 08	84 76	181 40	792 54	2,232 48	2,293 46	3,265 20
Luxeuil	Lois des 8 août 1885 et 30 mars 1888.	31 juillet 1887	1,350 00	4 60	83 41	30	8 septembre 1894 31 juillet 1894	4 10	79 48	23	2,411 91	290 06	862 04	36 39	79 48	326 45	941 52	1,023 55	1,470 39
Marmande	Loi de finance du 31 mars 1888.	31 janvier 1890	36,565 17	4 40	2,000 87	40	16 avril 1893 31 janvier 1893	4 10	1,871 62	37	73,596 34	3,372 46	13,704 50	515 05	1,071 62	3,888 41	15,576 12	32,676 76	58,020 22
Meaux	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897 1er mai 1897	3 50	Annuités variables.	21	285,118 22	33,021 00	99,372 22	4,600 00	9,220 00	37,621 00	108,592 22	126,079 00	176,526 00
Idem.	*Idem.*	25 août 1893	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897 25 mai 1897	3 50	*Idem.*	26	50,067 50	3,680 00	10,047 20	800 00	1,731 00	4,480 00	11,778 20	25,220 00	38,289 30
Menton	Loi de finance du 29 décembre 1888.	31 janvier 1890	10,400 00	4 40	554 90	40	23 décembre 1892 31 janvier 1893	4 10	532 33	37	21,182 40	959 64	4,147 84	146 77	532 33	1,106 41	4,680 17	9,293 50	16,502 23
Nogent-le-Rotrou	Lois de finance des 8 août 1885 et 30 mars 1888.	31 juillet 1887	3,000 00	4 60	185 37	30	15 septembre 1894 31 juillet 1894	4 10	176 62	23	5,298 35	644 38	1,854 26	80 86	176 62	725 24	2,030 88	2,274 76	3,267 47
Idem.	Loi de finance du 30 mars 1888.	31 juillet 1890	72,964 86	4 40	4,249 08	30	15 septembre 1894 31 juillet 1894	4 10	4,264 70	26	125,047 00	10,684 37	29,091 25	1,728 74	4,264 70	12,413 11	33,355 95	60,551 75	91,691 05
A reporter			814,803 10		48,169 56				34,682 13		1,481,036 93	136,001 35	420,603 16	18,895 66	45,633 13	154,897 01	466,236 29	659,906 09	1,014,800 64

Suite du *TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions*

scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	Pendant l'année 1899. Capital amorti.	Annuités payées.	Totaux au 1er janvier 1900. Capital amorti. (Total des col. 11 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 1er janvier 1900. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 10 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Report			814,803 10	»	48,169 56	»		»	34,682 13		1,481,036 93	136,001 35	420,603 16	18,895 66	45,633 13	154,897 01	466,236 29	659,906 09	1,014,800 64
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 60	532 27	40		4 10	»	»	21,290 80	1,372 94	4,790 35	184 98	532 23	1,557 92	5,322 58	8,542 08	15,968 22
Privas	*Idem*	31 janvier 1886	12,250 00	4 60	672 56	40	15 avril 1893 / 31 janvier 1893	4 10	631 20	33	25,492 22	1,796 37	7,818 62	204 68	631 20	2,001 05	8,449 82	10,248 95	17,042 40
Romans	Loi de finance du 8 août 1885	31 janvier 1887	241,787 00	4 60	13,276 93	40	31 janvier 1893 / *Idem*	4 30	12,441 66	34	481,707 23	31,853 85	120,899 09	3,873 70	12,441 66	35,527 55	133,340 75	206,059 45	348,366 48
Saint-Gaudens	Loi du 20 juin 1885	31 juillet 1886	20,000 00	4 60	1,255 80	30	24 juillet 1890 / 31 juillet 1890	4 10	979 76	40	44,133 60	2,931 16	12,291 40	248 44	979 76	3,179 60	13,271 16	16,820 40	30,862 44
Saint-Marcellin	Lois de finance des 8 août 1885 et 31 mars 1888.	31 janvier 1886	1,785 00	4 60	98 00	40	5 novembre 1892 / 31 janvier 1893	4 10	91 98	33	3,721 34	262 37	1,145 90	29 86	91 98	292 23	1,237 88	1,492 77	2,483 46
Saint-Pol-de-Léon	Loi de finance du 8 août 1885	31 juillet 1889	4,800 00	4 60	275 51	30	27 mai 1893 / 31 janvier 1893	4 10	262 00	26 1/2	7,910 78	1,080 32	2,327 79	110 62	262 00	1,190 94	2,589 79	3,609 06	5,320 99
Saint-Pol (Pas-de-Calais)	Loi de finance du 29 décembre 1889.	31 janvier 1889	11,300 00	4 60	620 40	40	31 janvier 1893 / *Idem*	4 10	579 95	36	23,359 80	1,174 69	5,381 35	167 02	579 95	1,341 71	5,961 30	9,958 29	17,398 50
Sézanne	Lois de finance des 8 août 1885 et 30 mars 1888.	31 juillet 1887	4,500 00	4 60	278 05	30	23 septembre 1893 / 31 juillet 1893	4 10	264 49	24	7,909 87	972 64	2,745 53	121 09	264 49	1,093 73	3,010 02	3,406 27	4,899 85
Soissons	Loi du 20 juin 1885	31 juillet 1886	120,530 00	4 60	6,617 48	40	5 juillet 1893 / 31 janvier 1893	4 10	6,206 28	33 1/2	241,139 73	16,768 11	64,260 75	1,972 05	6,206 28	18,740 16	70,467 03	101,789 84	170,672 70
Thiers	*Idem*	*Idem*	200,000 00	4 60	10,980 64	40	23 janvier 1893 / 31 janvier 1893	4 10	10,298 32	33 1/2	408,984 32	27,623 97	115,482 20	3,272 30	10,298 32	31,096 27	125,780 52	168,903 73	283,203 80
Verdun	*Idem*	31 janvier 1888	384,374 00	4 60	23,750 43	30	22 juillet 1893 / 31 juillet 1893	4 00	22,341 63	24 1/2	668,412 38	78,791 06	221,579 78	10,219 50	22,341 63	89,010 56	243,921 41	295,363 44	424,490 97
Vic-Bigorre	Loi de finance du 8 août 1885	31 juillet 1886	4,822 63	4 60	297 98	30	10 décembre 1894 / 31 juillet 1894	4 10	284 40	22	8,040 64	1,160 18	3,379 14	135 62	284 40	1,295 80	3,663 54	3,526 83	4,977 10
Idem	*Idem*	31 janvier 1889	4,000 00	4 60	247 15	30	10 décembre 1894 / 31 juillet 1894	4 10	234 91	24 1/2	7,114 62	713 66	2,181 51	101 20	234 91	814 86	2,416 42	3,185 14	4,698 20
Villefranche (Aveyron)	Loi du 20 juin 1885	31 juillet 1887	24,000 00	4 60	1,317 68	40	15 juin 1893 / 31 janvier 1893	4 10	1,234 16	34 1/2	49,825 76	2,989 86	13,418 04	376 56	1,234 16	3,366 42	14,652 20	20,633 58	35,173 56
Villefranche (Rhône)	*Idem*	31 janvier 1887	15,750 00	4 60	973 19	30	2 février 1893 / 31 janvier 1893	4 10	925 70	24	28,055 94	3,613 97	10,467 64	432 51	925 70	4,046 48	11,393 34	11,703 52	16,662 60
Vassy	*Idem*	*Idem*	4,386 28	4 60	240 82	40	14 septembre 1893 / 31 juillet 1893	4 10	225 85	33 1/2	9,041 17	575 50	2,484 04	70 32	225 85	645 82	2,709 89	3,740 46	6,331 28
TOTAUX			1,879,188 01		109,585 45				91,684 42		3,517,777 13	309,882 00	1,011,256 29	40,416 11	103,167 65	350,298 11	1,114,423 94	1,528,889 90	2,403,353 19

ALGÉRIE.

Oran (Collège de jeunes filles.)	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1889	27,200 00	4 60	1,493 37	40	31 juillet 1894 / *Idem*	3,975	1,375 50	34 1/2	55,318 42	2,810 49	12,677 92	410 05	1,375 50	3,220 54	14,053 42	23,979 46	41,265 00
Blida (Collège de garçons.)	*Idem*	31 janvier 1887	120,000 00	4 60	6,588 39	40	27 juin 1895 / 31 juillet 1895	3,975	5,875 76	34	251,611 76	14,969 34	66,525 32	1,717 70	5,875 76	16,687 04	72,401 08	103,312 96	179,210 68
TOTAUX			147,200 00		8,081 76				7,251 26		306,930 18	17,779 83	79,203 24	2,127 75	7,251 26	19,907 58	86,454 50	127,292 42	220,475 68

Suite du *Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire.*

DÉSIGNATION	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.									MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.	
	CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT à amortir.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversation s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.	NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1899.		PENDANT L'ANNÉE 1899.		TOTAUX au 1er janvier 1900.		Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 2 et 15.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 10 et 16.)
										Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti. (Total des col. 9 et 11.)	Annuités payées. (Total des col. 12 et 14.)		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
RÉCAPITULATION.																	
1° EMPRUNT DONT AUCUNE CONVENTION N'INTERDIT AUX COMMUNES LE REMBOURSEMENT IMMÉDIAT PAR ANTICIPATION.																	
Lycées de garçons	6,002,587 89	»	267,404 92	»	»	»	39,248 25	»	11,645,101 94	665,359 48	2,340,278 91	101,677 89	317,367 01	767,037 37	2,657,645 92	5,235,550 52	8,987,456 02
Lycées et collèges de jeunes filles	2,315,427 72	»	99,612 97	»	»	»	15,242 74	»	4,504,216 03	250,483 90	873,343 09	38,210 70	121,968 60	288,694 60	995,311 69	2,026,733 03	3,508,904 34
Collèges de garçons	2,207,318 94	»	121,246 00	»	»	»	7,783 01	»	5,155,012 07	212,987 09	712,393 28	38,936 71	120,639 13	251,923 80	833,232 41	1,955,395 14	3,321,779 66
TOTAUX	10,525,334 55	»	488,263 96	»	»	»	62,274 00	»	20,304,330 04	1,128,830 51	3,926,015 28	178,825 30	560,174 74	1,307,655 86	4,486,190 02	9,217,678 69	15,818,140 02
Établissements d'Algérie	355,750 60	»	18,615 70	»	»	»	»	»	701,666 61	20,092 80	74,965 16	4,801 58	18,615 70	24,894 38	93,580 86	330,855 62	608,085 75
ENSEMBLE	10,881,084 55	»	506,879 65	»	»	»	62,274 00	»	21,005,996 85	1,148,923 56	4,000,980 44	183,626 88	578,790 44	1,332,550 24	4,579,770 88	9,548,534 31	16,426,225 77
2° EMPRUNTS DONT LES VILLES SE SONT INTERDIT TEMPORAIREMENT LE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION.																	
Lycées de garçons	4,193,709 19	»	231,918 89	»	»	»	200,161 19	»	7,701,239 42	655,838 43	2,141,230 00	85,459 18	220,712 63	741,297 61	2,361,942 72	3,452,410 58	5,339,296 70
Lycées et collèges de jeunes filles	1,220,686 19	»	64,936 01	»	»	»	44,991 11	»	2,338,960 16	124,822 54	437,916 74	19,829 64	60,437 36	144,652 18	498,354 10	1,076,034 01	1,840,612 06
Collèges de garçons	1,879,188 01	»	109,585 45	»	»	»	91,684 42	»	3,517,775 13	309,882 00	1,011,256 29	40,416 11	103,167 65	350,298 11	1,114,423 94	1,528,889 90	2,403,353 19
TOTAUX	7,440,783 39	»	406,470 36	»	»	»	336,776 72	»	13,557,982 71	1,090,542 97	3,590,403 12	145,699 93	384,317 64	1,236,248 90	3,974,720 76	6,057,340 49	9,583,261 95
Établissements d'Algérie	147,200 00	»	8,081 76	»	»	»	7,251 26	»	306,930 18	17,779 83	70,203 24	2,127 75	7,251 26	19,907 58	86,454 50	127,292 42	220,475 68
ENSEMBLE	7,440,783 39	»	414,552 11	»	»	»	344,027 98	»	13,864,912 89	1,108,322 80	3,660,606 36	147,827 68	391,568 90	1,256,156 48	4,061,175 26	6,184,632 91	9,803,737 63
TOTAUX GÉNÉRAUX de la France et de l'Algérie	18,321,867 94	»	921,431 76	»	»	»	406,302 88	»	34,870,909 54	2,257,216 16	7,670,586 80	331,454 56	970,359 34	2,588,700 72	8,040,946 14	15,733,167 22	26,229,963 40

Le présent tableau fait ressortir le chiffre des annuités payées au 1er janvier 1900 à la somme de 8,640,946 fr. 14 : de ce chiffre doivent être déduites les sommes ci-après, reversées au Trésor par le Crédit foncier à titre de réduction du taux de l'intérêt à 3 fr. 60 p. 0/0, savoir :

1° Pour les années 1891 à 1895	86,944 05f	
2° Pour l'année 1896	21,929 63	
3° Pour l'année 1897	20,601 84	155,518f 52c
4° Pour l'année 1898	14,543 00	
5° Sour l'année 1899	11,500 00 environ	

La dépense réelle à la charge de l'État n'a donc été que de 8,485,427 62

De même le chiffre des annuités restant dues, a été calculé sans tenir compte des reversements qu'effectuera le Crédit foncier.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de PRÊTS.	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté.	SOMMES CONSACRÉES au service des annuités antérieurement au 1er janvier 1899.	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1899.	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1899.	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1899.	SOMMES RESTANT À PAYER AU 31 DÉCEMBRE 1899 en annuités.	SOMMES RESTANT À PAYER AU 31 DÉCEMBRE 1899 en capital.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Ain	209	1,945,483 62	1,038,568 63	344,009 24	114,629 91	47,835 29	2,351,270 76	1,553,639 09	
Aisne	83	791,601 92	442,988 78	150,931 50	46,757 24	20,230 77	917,924 76	620,439 65	
Allier	129	1,024,045 10	563,294 01	187,039 45	61,074 32	25,445 04	1,214,733 36	811,560 61	
Alpes (Basses-)	34	303,303 43	149,798 39	49,644 04	17,985 12	7,328 39	373,179 33	246,331 00	
Alpes (Hautes-)	40	455,047 11	212,488 62	71,280 13	26,787 52	10,942 21	564,997 05	372,824 77	
Alpes-Maritimes	16	126,327 73	55,597 68	18,478 25	7,399 90	2,987 52	159,666 45	104,861 96	
Ardèche	89	866,383 22	483,181 32	158,930 91	51,155 30	21,403 21	1,032,846 37	686,049 10	
Ardennes	57	425,089 92	213,452 70	72,365 34	24,942 94	10,489 79	515,968 91	342,234 79	
Ariège	135	1,365,420 61	727,317 46	236,290 18	80,040 62	32,955 18	1,654,610 15	1,096,175 25	
Aube	59	452,564 38	248,563 31	82,803 06	26,496 16	11,249 37	536,043 30	358,511 95	
Aude	130	1,611,111 41	893,769 81	298,584 52	96,170 66	40,472 80	1,901,705 22	1,272,054 09	
Aveyron	57	352,408 55	173,708 46	58,607 06	20,737 36	8,617 82	430,310 77	285,183 67	
Bouches-du-Rhône	46	421,800 62	202,674 37	67,527 81	24,910 30	10,171 62	521,945 48	344,101 19	
Calvados	115	600,965 50	307,949 48	102,774 50	35,320 56	14,732 65	724,747 77	483,458 35	
Cantal	31	294,932 15	149,680 23	50,080 09	17,409 38	7,250 98	360,398 86	237,601 08	
Charente	137	1,213,652 33	625,751 36	202,681 77	70,849 73	29,063 96	1,485,313 89	981,906 60	
Charente-Inférieure	120	932,197 70	487,832 80	161,168 56	54,295 44	22,896 59	1,120,367 00	748,132 55	
Cher	139	1,109,877 53	623,324 14	209,708 87	65,694 18	28,021 57	1,301,285 68	872,147 09	
Corrèze	110	941,266 71	460,624 04	154,260 79	55,584 64	22,875 49	1,199,845 12	764,130 43	
Corse	25	533,030 38	306,763 89	101,159 88	32,019 42	13,480 61	625,320 05	418,389 89	
Côte-d'Or	79	503,261 14	294,931 15	100,156 08	29,786 32	13,029 13	573,917 44	390,075 93	
Côtes-du-Nord	87	558,888 96	271,861 52	89,711 43	32,897 24	13,378 20	692,861 23	455,799 33	
Creuse	74	815,911 39	393,954 61	130,572 92	47,520 09	19,598 44	1,006,385 25	665,740 03	
Dordogne	171	1,374,976 92	703,075 54	230,426 08	81,039 37	33,293 97	1,681,541 91	1,111,256 87	
Doubs	27	180,722 91	88,221 48	29,586 77	10,659 58	4,394 85	221,948 37	146,741 29	
Drôme	93	1,092,699 62	518,462 01	170,920 25	63,937 52	25,719 66	1,374,516 55	896,059 71	
Eure	118	616,953 53	317,567 49	106,132 55	36,204 19	15,093 83	745,272 92	495,727 15	
Eure-et-Loir	86	520,201 24	292,467 00	99,870 01	30,645 51	13,326 29	604,365 19	407,004 94	
Finistère	107	788,531 96	397,958 47	130,260 86	46,675 03	18,978 00	962,549 25	639,293 10	
Gard	67	702,864 06	388,935 18	129,288 92	41,304 82	17,526 00	830,563 52	556,049 14	
Garonne (Haute-)	139	1,199,319 25	578,308 34	192,463 60	70,763 48	28,999 37	1,481,051 68	977,856 28	
Gers	66	461,891 57	217,574 58	73,531 85	27,358 70	11,098 16	574,025 70	377,261 56	
Gironde	129	1,276,224 23	669,847 91	219,966 26	75,589 19	31,010 66	1,552,614 63	1,025,247 31	
Hérault	67	875,107 07	445,355 63	148,178 35	52,032 56	21,355 14	1,066,802 64	705,573 58	
Ille-et-Vilaine	92	648,793 65	299,036 85	99,121 84	38,212 64	15,459 44	812,139 42	534,212 37	
Indre	70	530,132 00	290,165 15	97,935 43	31,419 11	13,365 35	624,716 34	418,831 22	
Indre-et-Loire	82	375,456 13	184,495 74	61,990 08	22,062 23	9,172 09	457,755 05	304,293 96	
Isère	199	2,673,280 45	1,451,993 92	468,920 19	155,696 18	64,385 80	3,249,355 46	2,139,974 46	
Jura	45	477,933 50	272,416 67	86,488 56	27,667 28	11,327 25	580,366 31	380,117 69	
Landes	93	676,695 78	322,059 88	106,963 06	39,701 14	16,233 17	839,423 51	553,499 55	
Loir-et-Cher	88	492,797 01	291,024 78	98,052 50	29,223 16	12,779 30	561,715 63	381,365 12	
Loire	90	1,002,459 82	559,928 59	184,134 02	58,721 38	24,686 23	1,194,404 27	793,639 57	
Loire (Haute-)	46	248,018 16	119,184 13	39,605 42	14,687 46	5,961 22	307,631 69	202,451 52	
Loire-Inférieure	70	339,586 21	191,110 50	64,792 41	20,110 15	8,666 53	394,940 75	266,127 27	
Loiret	114	841,642 05	442,334 14	147,060 27	55,167 69	22,264 83	1,179,594 12	672,316 95	
Lot	95	670,481 93	371,432 34	126,334 07	39,634 88	17,046 57	783,632 38	527,101 29	
Lot-et-Garonne	121	641,915 65	338,072 02	114,395 93	37,867 46	16,024 32	765,043 26	511,495 40	
Lozère	52	433,965 25	202,842 20	66,496 70	25,498 04	10,189 90	448,407 81	357,278 65	
Maine-et-Loire	52	252,447 55	135,984 10	44,514 49	14,768 44	6,120 62	305,124 00	204,842 44	
Manche	115	594,186 28	301,884 36	101,175 20	34,775 21	14,487 46	721,174 13	478,523 62	
Marne	128	1,056,731 03	597,551 67	211,952 43	61,618 37	27,558 97	1,189,226 68	817,219 63	
A reporter	4,623	38,690,586 22	20,317,367 43	6,749,924 48	2,283,505 12	950,981 70	46,772,547 37	30,989,680 04	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE de PRÊTS.	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté.	SOMMES CONSACRÉES au service des annuités antérieurement au 1er janvier 1899.	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1899.	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1899.	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1899.	SOMMES RESTANT À PAYER AU 31 DÉCEMBRE 1899. en annuités.	SOMMES RESTANT À PAYER AU 31 DÉCEMBRE 1899. en capital.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Report	4,623	38,690,586 22	20,317,367 43	6,749,924 48	2,283,505 12	950,981 70	46,772,547 37	30,989,680 04	
Marne (Haute-)	38	139,402 30	74,748 54	25,295 15	8,219 22	3,498 00	164,657 95	110,609 15	
Mayenne	88	432,323 26	259,456 33	88,139 90	25,877 96	11,265 58	489,959 21	332,917 78	
Meurthe-et-Moselle	48	369,748 92	208,172 25	71,596 03	21,798 69	9,470 50	426,564 23	288,682 39	
Meuse	27	144,243 34	74,154 94	24,772 29	8,536 60	3,546 73	173,912 86	115,924 32	
Morbihan	25	156,044 62	91,463 29	30,093 13	9,264 12	3,907 12	183,173 56	122,044 37	
Nièvre	101	1,197,472 21	724,140 45	244,410 94	71,500 46	31,132 30	1,359,584 82	921,928 97	
Nord	156	1,470,225 64	788,790 19	264,165 92	86,373 86	36,538 88	1,731,921 42	1,169,520 84	
Oise	100	871,128 19	463,123 97	155,565 97	51,362 25	21,790 25	1,033,459 57	693,771 97	
Orne	90	586,090 20	329,663 26	109,993 53	34,382 58	14,653 89	690,623 11	461,442 78	
Pas-de-Calais	202	1,528,161 41	830,780 51	276,395 09	90,596 75	38,032 02	1,818,449 08	1,213,734 30	
Puy-de-Dôme	159	1,521,168 00	770,294 10	256,084 62	90,011 45	37,073 07	1,855,143 76	1,228,010 31	
Pyrénées (Basses-)	152	1,184,767 30	600,723 95	200,387 25	70,096 34	29,058 43	1,439,806 77	955,321 62	
Pyrénées (Hautes-)	33	299,812 42	141,178 77	45,739 86	17,700 60	7,009 31	379,438 92	247,063 25	
Pyrénées-Orientales	55	690,638 16	359,396 50	119,469 64	41,131 42	16,983 81	836,998 36	554,184 71	
Rhin (Haut-)	5	88,615 55	51,083 67	17,644 56	5,249 36	2,271 05	101,330 01	68,699 94	
Rhône	77	876,926 30	511,929 95	166,444 83	51,239 51	21,688 67	1,030,572 90	688,792 80	
Saône (Haute-)	25	101,823 01	55,325 81	18,622 65	6,036 68	2,559 18	120,403 80	80,641 18	
Saône-et-Loire	124	1,014,308 21	480,034 92	159,733 25	59,472 22	24,363 70	1,255,699 95	830,211 26	
Sarthe	78	428,664 59	244,587 20	82,494 75	25,405 17	10,979 72	496,288 81	335,190 12	
Savoie	138	1,723,252 05	895,021 87	298,032 29	102,414 24	42,401 68	2,083,427 30	1,382,818 08	
Savoie (Haute-)	85	1,158,756 11	648,185 63	212,840 73	68,399 43	28,642 11	1,379,588 28	917,273 27	
Seine	21	439,400 66	257,445 23	87,451 09	25,686 40	11,412 13	495,205 27	340,537 44	
Seine-Inférieure	170	1,302,824 87	712,845 92	241,912 81	76,690 62	32,977 11	1,528,325 60	1,027,934 95	
Seine-et-Marne	102	864,326 12	456,516 08	155,175 32	50,797 56	21,664 01	1,023,368 66	687,486 79	
Seine-et-Oise	177	1,738,136 32	893,862 92	302,826 93	101,807 45	43,375 57	2,074,138 37	1,391,933 82	
Sèvres (Deux-)	142	929,836 71	544,982 07	185,374 43	55,078 94	24,101 78	1,060,959 54	720,360 50	
Somme	124	879,169 06	491,525 73	166,124 46	51,674 15	22,213 48	1,028,347 75	690,831 12	
Tarn	47	409,435 94	198,603 66	67,688 88	23,895 64	10,081 04	497,922 67	331,666 02	
Tarn-et-Garonne	35	221,314 00	115,845 38	39,089 83	13,040 64	5,512 40	264,179 39	176,711 77	
Var	14	188,113 47	94,329 44	31 393 34	10,993 12	4,670 08	226,283 91	152,050 05	
Vaucluse	33	296,598 06	141,349 25	47,304 97	17,403 28	7,172 45	365,394 75	242,120 64	
Vendée	136	879,580 95	509,293 01	171,100 95	52,043 94	22,393 71	1,018,316 47	686,086 29	
Vienne	96	757,863 70	410,260 59	133,425 09	44,118 42	18,273 89	918,135 69	606,164 72	
Vienne (Haute-)	91	835,064 37	448,234 93	149,220 14	49,042 16	20,577 04	997,805 31	665,267 19	
Vosges	36	341,439 08	207,866 95	72,236 02	19,978 84	8,932 34	380,163 50	260,270 72	
Yonne	128	1,213,057 22	661,027 41	222,245 02	71,205 68	30,311 17	1,433,664 65	960,501 03	
Écoles normales	87	8,033,657 00	5,771,549 57	1,978,418 16	471,224 69	222,190 40	8,304,936 68	5,833,048 44	
Totaux (France)	7,868	74,003,975 54	40,835,161 67	13,668,834 30	4,363,255 56	1,853,706 30	87,440,800 25	58,481,434 94	
Alger	27	411,641 49	201,666 88	64,117 74	24,189 86	9,728 09	515,006 61	337,795 66	
Constantine	2	25,720 00	10,501 94	3,379 45	1,531 12	581 48	33,900 54	21,759 07	
Oran	9	123,931 22	49,119 94	15,840 71	7,273 72	2,838 43	162,517 94	105,252 08	
Écoles normales	2	174,721 00	134,773 25	45,838 18	10,796 00	4,923 36	178,310 75	123,959 46	
Totaux (Algérie)	40	736,013 71	396,062 01	129,176 08	43,790 70	18,071 36	889,735 84	588,766 27	
Totaux généraux	7,908	74,739,989 25	41,231,223 68	13,798,010 38	4,407,046 26	1,871,777 66	88,330,536 09	59,070,201 21	

ANNUITÉS

POUR LE REMBOURSEMENT D'AVANCES

FAITES

PAR LES VILLES À L'OCCASION DE LA CONSTRUCTION

D'HÔTELS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Tableau des annuités inscrites au budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (2e section) pour le remboursement d'avances faites par des villes à l'occasion de la construction d'hôtels des Postes et des Télégraphes.

DÉPARTEMENTS.	MUNICIPALITÉS QUI ONT FAIT L'AVANCE DES FRAIS de construction.	DATE D'APPROBATION des CONVENTIONS.	NOMBRE D'ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT.	ANNÉE du premier PAYEMENT.	SOMMES À REMBOURSER. — Avance faite.	SOMMES REMBOURSÉES au 1er janvier 1899. — Capital.	ANNUITÉ INSCRITE au budget de 1899 pour le remboursement. — Capital.	DETTE DE L'ÉTAT au 1er janvier 1900. — Capital.	ÉPOQUES D'ÉCHÉANCE.
Loire-Inférieure	Guéméné-Penfao	Décision ministérielle du 23 mars 1892.	30	4 20	1892.	15,270f 79c	2,079f 68c	349f 64c	12,841f 47c	Par année (30 septembre).
Corrèze	Brive	Décisions ministérielles des 23 août 1891 et 9 août 1892.	30	4 10	1892.	48,228 50	6,120 00	1,093 23	41,015 27	Par semestre.
Sarthe	Mamers	Décision ministérielle du 23 avril 1892.	26	4 10	1893.	47,700 24	7,023 35	1,345 99	39,330 90	Par année (30 juin).
Vendée	Chantonnay	Décisions ministérielles des 15 juillet 1892 et 7 juin 1895.	30	4 10	1893.	20,388 28	2,363 08	452 87	17,572 33	Par semestre.
Var	Saint-Raphaël	Décision ministérielle du 16 novembre 1892.	35	4 10	1893.	49,000 00	4,303 87	824 81	43,871 32	Par année (30 juin).
Seine-et-Marne	Fontainebleau	Loi du 31 juillet 1893	38 1/2	4 10	1894.	156,991 79	9,366 55	2,112 39	145,512 85	Par semestre.
Loire-Inférieure	Saint-Nazaire	Loi du 29 juillet 1893	40	3 956	1895.	180,000 00	8,168 58	2,246 65	169,584 77	Par semestre.
Loiret	Montargis	Loi du 13 juillet 1895	30	3 85	1897.	72,993 08	2,703 13	1,430 86	68,859 09	Par année (30 septembre).
Alpes-Maritimes	Cannes	Loi du 13 décembre 1896	40	3 75	1899.	148,169 98	"	1,655 06	146,514 92	Par année (30 juin).
	Total					738,742 66	42,128 24	11,511 50	685,102 92	

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT

DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS,

LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE,

POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES,

DES CANAUX ET DES PORTS.

ANNUITÉ DE REMBOURSEMENT

POUR AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

Le Ministre des Travaux publics a été autorisé, en vertu de diverses lois, à accepter des départements, villes, chambres de commerce, etc., des avances destinées à activer l'exécution d'un certain nombre d'entreprises d'amélioration de rivières, canaux et ports maritimes.

Le remboursement de ces avances s'effectue dans des délais variant de 5 à 20 ans. Le plus ordinairement, elles ne sont pas productives d'intérêts. Trois d'entre elles, cependant, applicables aux ports de Calais, Rouen et Cherbourg, donnent lieu à des intérêts calculés au taux de 4 p. o/o, sur les sommes restant à amortir.

Le tableau suivant indique les avances dont l'amortissement n'était pas intégralement effectué au 1er janvier 1900.

DÉSIGNATION des RIVIÈRES, CANAUX et ports.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES AMORTIES			SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1900.
				antérieurement au 1er janvier 1899.	pendant l'année 1899.	au 1er janvier 1900.	
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Seine maritime.....	Chambre de commerce de Rouen.	20 juillet 1887..	1,800,000	1,080,000	360,000	1,440,000	360,000
Canal de Bourbourg.	M. Leconte-Dupond.....	30 avril 1886...	375,000	275,000	25,000	300,000	75,000
	A reporter.....		2,175,000	1,355,000	385,000	1,740,000	435,000

DÉSIGNATION des RIVIÈRES, CANAUX et ports.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1899.	SOMMES AMORTIES pendant l'année 1899.	SOMMES AMORTIES au 1er janvier 1900.	SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1900.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
	Report		2,175,000	1,355,000	385,000	1,740,000	435,000
Port de Dunkerque	Ville de Dunkerque	1er sept. 1884	31,000,000	18,600,000	1,550,000	20,150,000	10,850,000
Port de Calais	Chambre de commerce de Calais.	*Idem*	8,450,000	4,165,686	464,967	4,630,653	3,819,347
Idem	*Idem*	4 décembre 1888	4,000,000	2,000,000	250,000	2,250,000	1,750,000
Port du Havre	Chambre de commerce du Havre	21 avril 1899	1,000,000	"	"	"	1,000,000
Port de Rouen	Chambre de commerce de Rouen.	11 mars 1885	6,333,333	1,971,715	349,864	2,321,579	4,011,754
Port de Cherbourg	Chambre de commerce de Cherbourg.	19 janvier 1885	850,000	637,413	68,075	705,488	144,512
Port de Cette	Chambre de commerce de Cette.	18 mars 1889	6,400,000	3,220,000	530,000	3,750,000	2,650,000
	TOTAUX		60,208,333 (1)	31,949,814	3,597,906	35,547,720	24,660,613

(1) Déduction faite d'une somme de 24 millions applicable à l'achèvement des travaux d'amélioration de la Garonne maritime et de la Gironde supérieure, sur laquelle une partie seulement, soit 17,400,000 francs avancée par la Chambre de commerce de Bordeaux, a été remboursée. Le surplus, montant à 6,600,000 francs, ne sera jamais demandé, l'État ayant pris à sa charge les travaux restant à faire.

ANNUITÉS À PAYER

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

1° CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883

2° CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE DE L'OUEST.

Subvention pour la construction des lignes de Beuzeville à Lillebonne, Motteville à Saint-Valéry, Châteaubriant à Redon, Plouaret à Lannion, Barentin à Duclair et à Caudebec, Sottevast à Coutances.

Cette subvention, convertie en annuités, avait été fixée à 30 millions de francs par la convention du 31 décembre 1875 (loi du même jour), puis réduite à 29,872,857 francs par la convention du 10 mars 1880 (loi du 15 juin 1881). Ces chiffres s'appliquaient non seulement aux lignes ci-dessus, mais encore à un prolongement de Lillebonne à Port-Jérôme, dont l'établissement a été ajourné. La subvention a été dès lors ramenée à 29,129,953 fr. 86. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en argent pour l'achèvement par l'État des travaux d'infrastructure de la ligne de Crest à Aspres-les-Veynes.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une contravention du 5 août 1887 (loi du 13 avril 1888). Le capital converti en annuités est de 11,225,750 fr. 03 y compris la majoration de six mois d'intérêts mise à la charge de l'État. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable en annuités.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).

Avance en travaux pour la suppression des passages à niveau.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 8 mai 1886 (loi du 16 mai 1886) et s'élève à 5,623,106 fr. 77. Les annuités ne sont pas fixées définitivement.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu des dites conventions.

Les annuités échues en 1899 correspondent aux avances faites de 1884 à 1898 et s'élèvent à 710,654,432 fr. 29, déduction faite de 150,857,478 fr. 14 considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la Convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1900.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
1° — *Subventions payables en annuités.*				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances	29,129,953f 86c	1,437,563f 22c	4f 74c	Convention du 31 décembre 1875 et loi du même jour ; convention du 10 mars 1880 et loi du 15 juin 1881. — Amortissement du 1er juin 1883 au 1er décembre 1951. L'annuité est payable par termes semestriels le 1er juin et le 1er décembre.
2° — *Avances remboursables en annuités.*				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	462,697 92	3 81	Convention du 5 août 1887 et loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958.
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	1,355,000 00	50,000 00	3 12	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).				
Suppression des passages à niveau	5,623,106 77	242,609 33	4 00	Convention du 8 mai 1886 et loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1956 (époque moyenne).
TOTAL pour les avances	18,203,856 80	755,307 25		
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par la loi du 20 novembre 1883, à reporter	47,333,810 66	2,192,870 47		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir.	MONTANT des annuités.	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	47,333,810f 66c	2,192,870f 47c		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
Avances remboursables en annuités.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Lignes diverses	(a) 171,084,470 81	7,321,513 00	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Lignes diverses	(a) 164,509,622 13	6,871,601 84	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Lignes diverses	(a) 158,754,208 90	6,172,931 13	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.				
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	(a) 273,173,907 63	10,999,547 87	(c) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A déduire	(b) 150,857,478 14	6,000,000 00	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — Reste	122,316,429 49	4,999,547 87		
COMPAGNIE DU MIDI.				
Lignes diverses	(a) 93,989,700 96	3,661,837 72	(c) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL	710,654,432 29	29,027,431 56		
TOTAL GÉNÉRAL des annuités au 1er janvier 1900	757,988,242 95	31,220,302 03		

(a) Avances faites jusqu'au 31 décembre 1898. Les avances de 1899, ne donnant lieu à un payement d'annuités qu'en 1900, ne doivent pas figurer dans le présent tableau.

(b) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(c) Les avances ont été faites par années, depuis 1884 pour l'Est, l'Ouest, le P.-L.-M. et le Midi, et depuis 1889 pour l'Orléans. — Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1900.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			PENDANT L'ANNÉE 1899.			TOTAUX AUX 1er JANVIER 1900.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1900.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
1° Subventions payables en annuités.															
COMPAGNIES DE L'OUEST.															
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,129,953f 86c	70,061,908f 32c	99,191,862f 18c	1,477,734f 33c	21,523,277f 19c	23,001,011f 52c	126 848f 01c	1,310,715f 21c	1,437,563f 22c	1,604,582f 34c	22,833,992f 40c	24,438,574f 74c	27,525,371f 52c	47,227,915f 92c	74,753,287f 44c
2° Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Crest à Aspres-les-Veynes.....	11,225,750 03	20,836,282 74	32,062,032 77	298,711 55	4,001,446 02	4,300,157 57	46,377 75	416,320 17	462,697 92	345,089 30	4,417,766 19	4,762,855 49	10,880,660 73	16,418,516 55	27,299,177 28
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.).....	1,355,000 00	2,950,000 00	4,305,000 00	"	"	"	7,724 00	42,276 00	50,000 00	7,724 00	42,276 00	50,000 00	1,347,276 00	2,907,724 00	4,255,000 00
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).															
Suppression des passages à niveau	5,623,106 77	10,631,718 34	16,254,825 11	151,808 72	2,031,675 25	2,183,483 97	23,757 41	218,851 92	242,609 33	175,566 13	2,250,527 17	2,426,093 30	5,447,540 64	8,381,191 17	13,828,731 81
TOTAUX pour les avances.....	18,203,856 80	34,418 001 08	52,621,857 88	450,520 27	6,033,121 27	6,483,641 54	77,859 16	677,448 09	755,307 25	528 379 43	6,710,569 36	7,238,948 79	17,675,477 37	27,707,431 72	45,382,909 09
TOTAUX pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883. (A reporter.)...	47,333,810 66	104,479,909 40	151,813,720 06	1,928,254 60	27,556,398 46	29,484,653 06	204,707 17	1,988,163 30	2,192,870 47	2,132,961 77	29,544,561 76	31,677,523 53	45,200,848 89	74,935,347 64	120,136,196 53

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1900.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1900.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1899.			PENDANT L'ANNÉE 1899.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1900.					
	Sommes à amortir.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Report pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	47,333,810f 66c	104,479,909f 40c	151,813,720f 06c	1,928,254f 60c	27,556,398f 46c	29,484,653f 06c	204,707f 17c	1,988,163f 30c	2,192,870f 47c	2,132,961f 77c	29,544,561f 76c	31,677,523f 53c	45,200,848f 89c	74,935,347f 64c	120,136,196f 53c
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses	171,084,470 81	303,594,149 09	474,678,619 90	5,905,000 00	58,768,891 90	64,673,891 90	953,000 00	6,368,513 00	7,321,513 00	6,858,000 00	65,137,404 90	71,995,404 90	164,226,470 81	238,456,744 19	402,683,215 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Lignes diverses	164,509,622 13	293,549,742 35	458,059,364 48	5,433,000 00	54,073,457 76	59,506,457 76	894,000 00	5,977,601 84	6,871,601 84	6,327,000 00	60,051,059 60	66,378,059 60	158,182,622 13	233,498,682 75	391,681,304 88
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses	158,754,208 90	227,665,098 31	386,419,307 21	2,592,000 00	25,797,301 67	28,389,301 67	803,000 00	5,369,931 13	6,172,931 13	3,395,000 00	31,167,232 80	34,562,232 80	155,359,208 90	196,497,865 51	351,857,074 41
COMPAGNIE P.-L.-M. — Lignes diverses	273,173,907 63	466,326,800 69	739,500,708 32	7,261,000 00	72,266,836 12	79,527,836 12	431,000 00	9,568,547 87	10,999,547 87	8,692,000 00	81,835,383 99	90,527,383 99	264,481,907 63	384,491,416 70	648,973,324 33
COMPAGNIE P.-L.-M. — A déduire	150,857,478 14	221,142,521 86	372,000,000 00	882,710 00	11,117,290 00	12,000,000 00	465,900 00	5,534,100 00	6,000,000 00	1,348,610 00	16,651,390 00	18,000,000 00	149,508,868 14	204,491,131 86	354,000,000 00
COMPAGNIE P.-L.-M. — Reste	122,316,429 49	245,184,278 83	367,500,708 32	6,378,290 00	61,149,546 12	67,527,836 12	965,100 00	4,034,447 87	4,999,547 87	7,343,390 00	65,183,993 99	72,527,383 99	114,973,039 49	180,000,284 84	294,973,324 33
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses	93,989,700 96	135,908,159 13	229,897,860 09	1,264,000 00	12,585,434 61	13,849,434 61	476,000 00	3,185,837 72	3,661,837 72	1,740,000 00	15,771,272 33	17,511,272 33	92,249,700 96	120,136,886 80	212,386,587 76
TOTAUX pour les Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883	710,654,432 29	1,205,901,427 71	1,916,555,860 00	21,572,290 00	212,374,632 06	233,946,922 06	4,091,100 00	24,936,331 56	29,027,431 56	25,663,390 00	237,310,963 62	262,974,353 62	684,991,042 29	968,590,464 09	1,653,581,506 38
TOTAL GÉNÉRAL des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1900	757,988,242 95	1,310,381,337 11	2,068,369,580 06	23,500,544 60	239,931,030 52	263,431,575 12	4,295,807 17	26,924,494 86	31,220,302 03	27,796,351 77	266,855,525 38	294,651,877 15	730,191,891 18	1,043,525,811 73	1,773,717,702 91

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1899

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1899.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII^e^ siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1^er^ janvier 1899 (voir page 214 du Compte de 1898), à deux parties, pour..... 99^f^

Pendant l'année 1899, les rentes viagères ont été réduites :

1° Par suite d'extinctions définitives résultant de décès notifiés, de.....	200
2° Par suite de décès présumés, de.....	//
TOTAL des réductions.....	200
La situation au 1^er^ janvier 1900 est donc, d'une partie, pour.....	79^o^

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR

POUR L'ANNÉE 1899

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Le présent compte fait connaître les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds du budget, les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés et leur situation, les nouvelles pensions liquidées et inscrites, et enfin celles qui ont été éteintes pour cause de décès ou de rejet.

Ces renseignements sont contenus dans trois tableaux (A, B et C). Le compte comprend en outre trois tableaux statistiques sur les pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 (D, E et F) et un tableau statistique (G) sur les allocations supplémentaires.

TABLEAU A.

Le tableau A présente le compte du montant général des crédits alloués pour l'inscription des pensions de toutes natures depuis 1817 et le compte du montant des pensions inscrites au 1er janvier 1900, par imputation sur ces crédits. Il reproduit donc l'ensemble des opérations qui ont été effectuées sous le régime consacré par la loi du 25 mars 1817.

On remarquera tout d'abord que l'inscription des pensions de diverses natures dépend de dispositions législatives spéciales à chacune d'elles :

I. Le crédit d'inscription des *pensions militaires de la Guerre, de la Marine et du Service colonial* est ouvert annuellement par la loi de finances ;

II. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1853* est formé chaque année du produit des extinctions réalisées au cours de l'année précédente et, s'il y a lieu, des suppléments de crédit alloués par les Chambres par application de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853.

Pour ces natures de pensions, le tableau fait ressortir le montant des inscriptions effectuées sur les crédits de chaque exercice par suite de nouvelles concessions ainsi que les soldes non utilisées des crédits de chaque exercice ;

III. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1790* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion disponible de ce crédit qui peut être utilisée chaque année pour des inscriptions nouvelles est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions en payement et le chiffre du crédit initial de 3 millions de francs ;

IV. Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions de l'ancienne pairie, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature*, a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Le tableau fait ressortir la portion du crédit qui n'a pas été employée à l'origine.

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.*

Pour ces natures de pensions, on a admis que le crédit d'inscription est égal au montant des pensions en payement.

I^re^ Partie du tableau. — *Situation des crédits.*

Les crédits ouverts depuis 1817 pour l'inscription des pensions de toutes natures, déduction faite des crédits disponibles annulés par les lois de règlement de comptes, s'élevaient, au 1^er^ janvier 1899, à la somme de..... 536,285,081^f^ 22^c^

(Voir le compte de 1898, page 222.)

Les mouvements que ces crédits ont éprouvés pendant l'année 1899 sont les suivants :

1° Crédit ouvert par l'article 43 de la loi de finances du 30 mai 1899 pour l'inscription des pensions militaires de la guerre.....	5,300,000^f^ 00^c^	
2° Crédit ouvert par l'article 44 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires de la marine.....	2,600,000 00	
3° Crédit ouvert par l'article 45 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires du service colonial.....	250,000 00	12,862,802 00
4° Crédit ouvert par l'art. 2 du décret du 1^er^ mars 1899 pour l'inscription des pensions civiles 1853.....	4,712,802 00	
5° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par l'art. 1^er^ du décret du 1^er^ mars 1899 et afférent à l'exercice 1895.....	198 00	
6° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 30 mai 1899.....	1,200,000 00	2,200,198 00
7° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 5 décembre 1899.....	1,000,000 00	
Total.....		551,348,081 22

A déduire :

Les réductions effectuées en 1899 pour cause d'extinctions sur les crédits d'inscription des pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, indemnités viagères aux employés de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique s'élèvent à 25,534 fr. 05; mais, par suite de la réinscription en 1899 au profit de nouveaux ayants droit de dotations sur le Mont-de-Milan qui avaient été rejetées en 1897 te en 1898, la somme nette des réductions ressort à. 11,434 05

Reste pour le montant des crédits à rapprocher du résultat des mouvements que les pensions de toutes natures ont présentés pendant l'année 1899 et qui sont expliqués ci-après..... 551,336,647 17

(Voir présent compte, dernière colonne de la récapitulation du tableau A.)

IIe Partie du tableau. — *Situation des inscriptions.*

Les pensions inscrites antérieurement au 1er janvier 1899 par imputation sur les crédits d'inscription ouverts depuis 1817, déduction non faite des pensions rayées pour cause de décès ou de rejet, s'élevaient à..... 520,691,460f 98c

(Voir le compte de 1898, page 223.)

Les pensions inscrites au cours de l'année 1899, par imputation sur les crédits d'inscription ouverts annuellement (*nouvelles concessions des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial, et des pensions civiles 1853, ou réversions, en ce qui concerne les pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction*) s'élèvent à..... 14,934,253 67

Total..... 535,625,714f 65c

A déduire :

1° Le montant des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial et des pensions civiles 1853, annulées pour cause de nouvelles liquidations et, par suite, faisant retour aux crédits d'inscriptions afférents à ces natures de pensions;

2° Le montant des pensions rejetées pour cause de décès ou pour motifs divers en ce qui concerne les natures de pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction ; 750,067 08

3° Le montant des annulations de pensions civiles 1790 dont le crédit initial d'inscription est permanent,

Le chiffre des pensions inscrites au 1er janvier 1900 s'élève donc à..... 534,875,647 57

et fait ressortir avec le total général des crédits d'inscription ouverts depuis 1817 (voir 1re partie du tableau)..... 551,336,647 17

une différence de..... 16,460,999 60

qui représente le montant des crédits d'inscription non utilisés sur les différentes natures de pensions (voir dernière colonne de la récapitulation du tableau).

TABLEAU B.

Le tableau B fait ressortir la situation, par nature, des pensions en payement au 1er janvier 1899, les modifications qui y ont été apportées par les opérations effectuées au cours de l'année (accroissements et décroissements), et la situation définitive, en fin d'année, au 1er janvier 1900.

Les pensions de toutes natures représentant les charges du Trésor s'élevaient au 1er janvier 1899, à..... 211,021,820f 65c

(Voir compte de 1898, page 226.)

A ajouter :

1° L'augmentation qui résulte des inscriptions dont il a été rendu compte dans le tableau précédent..... 14,934,253 67

2° L'augmentation qui résulte des inscriptions effectuées par suite d'opérations

A reporter..... 225,956,074 32

Report.....	225,956,074f 32c
d'ordre (rétablissements sur la demande des ayants droit des pensions rejetées par application de l'article 30 de la loi de 1853, réunions ou divisions de parts de pensions entre orphelins d'un premier lit et veuves en secondes noces, réversions de pensions au profit des veuves pour les natures de pensions ayant donné lieu à un crédit d'inscription initial) (1).....	148,536 68
TOTAL.....	226,104,611 00
A DÉDUIRE :	
Le montant général des pensions de toutes natures rejetées pour tous motifs.....	11,964,946 05
La situation définitive, représentant les charges du Trésor au 1er janvier 1900, est donc de.....	214,139,664 95

TABLEAU C.

Le tableau C fait connaître le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1900.

Il y a lieu, en effet, de déduire de la situation définitive établie dans le tableau précédent une somme de 388,107 fr. 40 dont le payement est momentanément suspendu par application des dispositions prohibitives de cumul spéciales à chaque nature de pensions.

Le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1900 s'élève à..... 213,751,557f 55

réparti entre 249,097 parties prenantes.

Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère.

Il y a lieu d'y ajouter :

I. La somme de 790 francs, montant des rentes viagères d'ancienne origine, dont il est rendu compte page 206 du présent compte.

II. La somme de 4,500,389 francs représentant le montant des allocations supplémentaires inscrites en 1899, et dont il est rendu compte ci-après dans le tableau G.

III. Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1899 pour une somme de 11,046,050 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

IV. L'annuité à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins, et à leurs veuves, inscrite au budget de 1899, pour 8,842,000 francs.

V. La somme de 2,150 francs, inscrite au budget de 1899, pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.

VI. La somme de 5,000 francs, inscrite au budget de 1899, pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.

(1) Voir l'énumération faisant l'objet du 4e paragraphe des observations précédentes, relatives au tableau A.

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Tableau A. *Situation, au 1er janvier 1900, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1899.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1900.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS pendant l'année 1899. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS IMPUTÉES sur les crédits au 1er janvier 1900.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1900.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.											
Crédits ouverts	Diverses lois	279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	
PENSIONS DE L'ANCIENNE PAIRIE.											
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que la loi a fixées.)	Loi du 28 mai 1829	150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	
PENSIONS CIVILES. (Loi de 1790 et lois spéciales.)											
Crédit permanent de 3 millions de francs	Loi du 25 mars 1817 (*art. 30*) Loi du 15 mai 1818 (*art. 17*).	3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	655,659 76	29,946 67	50,449 03	635,157 40	2,364,842 60	
PENSIONS À TITRE DE RÉCOMPENSE NATIONALE.											
Pensions de juillet 1830. — Juin 1832. — Novembre 1834 — Juin 1834 et juin 1848	Diverses lois	1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État (2 décembre 1851)	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882	8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	Loi du 18 avril 1888	200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.											
Crédits antérieurs à 1889	Diverses lois	255,782,003 60	"	"	255,782,003 60	255,782,003 60	"	"	255,782,003 60	"	
Crédit de 1889	Loi du 29 décembre 1888	6,000,000 00	"	"	6,000,000 00	4,829,619 00	"	"	4,829,619 00	1,170,381 00	
Crédit de 1890	Loi du 17 juillet 1889	5,500,000 00	"	"	5,500,000 00	4,575,750 00	"	"	4,575,750 00	924,250 00	
Crédit de 1891	Loi du 26 décembre 1890	5,180,000 00	"	"	5,180,000 00	4,422,941 00	"	"	4,422,941 00	757,059 00	
Crédit de 1892	Loi du 26 janvier 1892	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	"	
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	4,800,000 00	"	"	4,800,000 00	"	
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00	5,158,041 00	141,369 00	"	5,299,410 00	590 00	
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	"	5,300,000	"	5,300,000 00	"	5,677,669 00	565,133 00	5,112,536 00	187,464 00	
		307,362,003 60	5,300,000	"	312,662,003 60	304,368,354 00	5,819,038 00	565,133 00	309,622,259 60	3,039,744 00	
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE ET DES COLONIES.											
Crédits antérieurs à 1889	Diverses lois	8,331,556 00	"	"	8,331,556 00	8,331,556 00	"	"	8,331,556 00	"	
Crédit de 1889	Loi du 29 décembre 1888	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,100,268 00	"	"	2,100,268 00	799,732 00	
Crédit de 1890	Loi du 17 juillet 1889	3,050,000 00	"	"	3,050,000 00	2,306,342 00	"	"	2,306,342 00	743,658 00	
Crédit de 1891	Loi du 26 décembre 1890	3,050,000 00	"	"	3,050,000 00	2,191,784 00	"	"	2,191,784 00	858,216 00	
Crédit de 1892	Loi du 26 janvier 1892	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,163,824 00	"	"	2,163,824 00	736,176 00	
Crédit de 1893	Loi du 28 avril 1893	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,591,756 00	"	"	2,591,756 00	308,244 00	
Crédit de 1894	Loi du 26 juillet 1893	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,160,865 00	"	"	2,160,865 00	739,135 00	
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,120,505 00	"	"	2,120,505 00	779,495 00	
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	2,900,000 00	"	"	2,900,000 00	2,529,789 00	"	"	2,529,789 00	370,211 00	
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00	2,378,318 00	"	"	2,378,318 00	471,682 00	
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00	2,410,889 00	141,586 00	2,009 00	2,550,466 00	299,534 00	
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	"	2,850,000	"	2,850,000 00	"	2,344,293 00	27,102 00	2,317,191 00	532,809 00	
		37,531,556 00	2,850,000	"	40,381,556 00	31,285,896 00	2,485,879 00	29,111 00	33,742,664 00	6,638,892 00	
PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES SARDES.											
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que les lois ont fixées.)	Diverses lois	10,267 28	"	532 05	9,735 23	10,267 28	"	532 05	9,735 23	"	
PENSIONS DES DONATAIRES DÉPOSSÉDÉS.											
Crédit indéterminé. (Les nouvelles concessions résultent de réversibilités dont les conditions sont réglées par la loi.)	Loi du 26 juillet 1821	240,227 00	"	18,284 00	221,943 00	240,227 00	3,000 00	21,284 00	221,943 00	"	

Suite du tableau A.

Suite de la *Situation, au 1er janvier 1900, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1899.	PENDANT L'ANNÉE 1899. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1900.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS pendant l'année 1899. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS imputées sur les crédits au 1er janvier 1900.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1900.	PENSIONS INSCRITES en 1899. au titre des exercices clos.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS CIVILES. (Loi du 9 juin 1853.)												
Crédits antérieurs à 1889	Divers lois et décrets	118,635,698 34	"	"	118,635,698 34	118,635,698 34	"	"	118,635,698 34	"	"	
Crédit de 1889	Déc. des 1er mars et 27 mai 1889	3,816,000 00	"	"	3,816,000 00	3,795,484 00	"	"	3,795,484 00	20,516 00	"	
Crédit de 1890	Décret du 22 mars 1890	4,539,000 00	"	"	4,539,000 00	4,522,379 00	"	"	4,522,379 00	16,621 00	"	
Crédit de 1891	Décret du 13 mars 1891 et loi du 23 juillet 1891	5,828,000 00	"	"	5,828,000 00	5,774,414 00	"	"	5,774,414 00	53,586 00	"	
Crédit de 1892	Décret du 25 février 1892 et loi du 14 juillet 1892	6,360,000 00	"	"	6,360,000 00	6,263,330 00	"	"	6,263,330 00	96,670 00	"	
Crédit de 1893	Décrets du 28 février 1893, du 23 août 1894 et du 21 mars 1897	4,503,350 00	"	"	4,503,350 00	4,476,506 00	1,241 00	"	4,477,747 00	25,603 00	1,241 00	
Crédit de 1894	Décret du 14 février 1894, loi du 20 mars 1894 et décret du 21 mars 1897	8,352,900 00	"	"	8,352,900 00	8,177,482 00	413 00	"	8,177,895 00	175,005 00	413 00	
Crédit de 1895	Décrets du 6 mars 1895, du 21 mars 1897 et du 1er mars 1899	4,079,900 00	198	"	4,080,098 00	4,033,846 00	5,692 00	3,223 00	4,036,315 00	43,783 00	2,469 00	
Crédit de 1896	Décret du 7 mars 1896, loi du 13 juillet 1896 et décret du 21 mars 1897	6,331,750 00	"	"	6,331,750 00	6,109,825 00	17,089 00	155 00	6,126,759 00	204,991 00	16,934 00	
Crédit de 1897	Décret du 21 mars 1897, loi du 8 avril 1897 et loi du 13 juillet 1897	7,680,000 00	"	"	7,680,000 00	7,387,837 00	87,559 00	1,298 00	7,474,098 00	205,902 00	86,281 00	
Crédit de 1898	Décret du 20 mars 1898 et lois des 19 avril et 3 déc. 1898.	5,820,000 00	"	"	5,820,000 00	2,903,774 00	2,752,399 00	19,123 00	5,637,050 00	182,950 00	116,296 00	
Crédit de 1899	Décret du 1er mars 1899	"	4,712,802									
	Loi du 30 mars 1899	"	1,200,000	"	6,912,802 00	"	3,665,997 00	1,141 00	3,664,856 00	3,247,946 00	"	
	Loi du 5 décembre 1899	"	1,000,000									
		175,946,598 34	6,913,000	"	182,859,598 34	172,080,575 34	6,530,390 00	24,940 00	178,586,025 34	4,273,573 00	223,634 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884	1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Ancienne liste civile et domaine privé. Crédit indéterminé	Loi du 8 juillet 1852 et décret du 13 juin 1853	8,922 00	"	4,218 00	4,704 00	8,922 00	"	4,218 00	4,704 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. — Crédit indéterminé.	Décret du 18 décembre 1861	193,950 00	14,100	"	208,050 00	193,950 00	66,000 00	51,900 00	208,050 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. — Crédit indéterminé	Lois des 27 juin 1885 et 30 mars 1888 et décret du 4 mai 1888	41,657 00	"	250 00	39,157 00	41,657 00	"	2,500 00	39,157 00	"	"	
RÉCAPITULATION DU TABLEAU A.												
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire		279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	"	
Pensions de l'ancienne pairie		150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	"	
Pensions civiles. (Lois de 1790 et lois spéciales.)		3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	655,659 76	29,946 67	50,449 03	635,157 40	2,364,842 60	"	
Pensions à titre de récompense nationale		1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	"	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851		8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	"	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins		200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	"	
Pensions militaires de la guerre		307,362,003 60	5,300,000	"	312,662,003 60	304,368,354 60	5,819,038 00	565,133 00	309,622,259 60	3,039,744 00	"	
Pensions militaires de la marine		37,531,556 00	2,850,000	"	40,381,556 00	31,285,896 00	2,485,879 00	29,111 00	33,742,664 00	6,638,892 00	"	
Pensions ecclésiastiques sardes		10,267 28	"	532 05	9,735 23	10,267 28	"	532 05	9,735 23	"	"	
Pensions de donataires dépossédés		240,227 00	"	18,284 00	221,943 00	240,227 00	3,000 00	21,284 00	221,943 00	"	"	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		175,946,598 34	6,913,000	"	182,859,598 34	172,080,575 34	6,530,390 00	24,940 00	178,586,025 34	4,273,573 00	223,634 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature		1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe		8,922 00	"	4,218 00	4,704 00	8,922 00	"	4,218 00	4,704 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan		193,950 00	14,100	"	208,050 00	193,950 00	66,000 00	51,900 00	208,050 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique		41,657 00	"	2,500 00	39,157 00	41,657 00	"	2,500 00	39,157 00	"	"	
TOTAUX		536,285,081 22	15,077,100	25,554 05	551,336,647 17	520,691,460 98	14,934,253 67	750,067 08	534,875,647 57	16,460,999 60	223,634 00	

Tableau B.

Situation, au 1er janvier 1900, des pensions de toutes natures inscrites.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1899.	OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE 1899. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1900.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	176,568 78	"	30 856 68	30,856 68	30,285 26	177,140 20
Pensions des grands fonctionnaires de l'empire	87,000 00	"	"	"	"	87,000 00
Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	655,659 76	29,946 67	"	29,946 67	50,449 03	635,157 40
Pensions à titre de récompense nationale	55,125 00	"	"	"	5,350 00	49,775 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	4,236,218 00	"	60,222 00	60,222 00	293,871 00	4,002,569 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	118,320 00	"	1,800 00	1,800 00	10,250 00	109,870 00
Pensions militaires de la guerre (*a*)	95,128,115 36	5,819,038 00	16,560 00	5,835,598 00	5,012,175 71	95,951,537 65
Pensions militaires de la marine (*b*)	36,238,915 00	2,485,879 00	12,483 00	2,498,362 00	1,940,194 00	36,797,083 00
Pensions ecclésiastiques sardes	10,267 28	"	"	"	532 05	9,735 23
Pensions de donataires dépossédés	240,227 00	3,000 00	"	3,000 00	21,284 00	221,943 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	75,000,948 47	6,530,390 00	16,910 00	6,547,300 00	4,488,321 00	75,059,927 47
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	829,927 00	"	9,705 00	9,705 00	53,616 00	786,016 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	8,922 00	"	"	"	4,218 00	4,704 00
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	193,950 00	66,000 00	"	66,000 00	51,900 00	208,050 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	41,057 00	"	"	"	2,500 00	39,157 00
TOTAUX	211,021,820 65	14,934,253 67	148,536 68	15,082,790 35	11,964,946 05	214,139,664 95
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	77,871,016 28	4,770,048 00	4,245 00	4,774,293 00	4,297,365 46	78,347,943 82
Veuves et orphelins	17,257,099 08	1,048,990 00	12,315 00	1,061,305 00	714,810 25	17,603,593 83
TOTAUX (*a*)	95,128,115 36	5,819,038 00	16,560 00	5,835,598 00	5,012,175 71	95,951,537 65
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	27,761,876 00	1,957,077 00	"	1,957,077 00	1,555,008 00	28,163,945 00
Veuves et orphelins	8,477,039 00	528,802 00	12,483 00	541,285 00	385,186 00	8,633,138 00
TOTAUX (*b*)	36,238,915 00	2,485,879 00	12,483 00	2,498,362 00	1,940,194 00	36,797,083 00

NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1899.	MOUVEMENTS pendant l'année 1899. Accroissements	MOUVEMENTS pendant l'année 1899. Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1900.	MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.	MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.	OBSERVATIONS.
				Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.		
181	5	4	182	Réversions 30,856f68c	Décès notifiés 30,285f26c	
				Pensions civiles 1790 et Lois subséquentes.		
12	"	"	12	Nouvelles concessions 21,946f67c Réunions 8,000 00 } 29,946 67	Décès notifiés 41,658f03c Décès présumés 791 00 Réunions 8,000 00 } 50,449 03	
587	177	55	709			
				Pensions à titre de récompense nationale.		
123	"	15	108		Décès notifiés 4,150 00 Décès présumés 1,200 00 } 5,350 00	
				Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.		
17,558	397	948	17,007	Nouvelles concessions 58,789 Rétablissements 1,433 } 60,222 00	Décès notifiés 270,914 00 Décès présumés 20,582 00 Rejets pour motifs divers 2,375 00 } 293,871 00	
				Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.		
232	4	13	223	Nouvelles concessions 1,800 00	Décès notifiés 3,000 00 Décès présumés 7,250 00 } 10,250 00	
99,398	5,632	5,458	99,572			
				Pensions militaires de la guerre.		
40,281	2,380	2,184	40,477	Nouvelles concessions 4,770,048 00 Rétablissements 4,245 00 } 4,774,293 00	Décès notifiés 3,570,658 46 Décès présumés 122,783 60 Rejets pour nouvelles liquidations 603,924 00 } 4,297,365 46	
				Pensions de veuves de militaires de la guerre.		
20	"	1	19	Nouvelles concessions 1,048,990 00 Rétablissements 917 00 Divisions 1,708 00 Réunions 9,690 00 } 1,061,305 00	Décès notifiés 606,621 25 Décès présumés 30,700 00 Expiration de droit 71,151 00 Réunions 4,030 00 Divisions 1,333 00 Rejets pour motifs divers 375 00 } 714,810 25	
565	7	47	525			
88,614	6,735	5,324	90,025			
484	11	29	466			
				Pensions militaires de la marine.		
33	"	7	26	Nouvelles concessions 1,957,077 00	Décès notifiés 1,301,222 00 Décès présumés 18,478 00 Rejets pour nouvelles liquidations 22,147 00 Rejets pour motifs divers 113,161 00 } 1,555,008 00	
				Pensions de veuves de militaires de la marine.		
248,319	15,355	14,096	249,578	Nouvelles concessions 528,802 00 Divisions 1,110 00 Réunions 11,375 00 } 541,285 00	Décès notifiés 363,005 00 Décès présumés 6,856 00 Expiration de droit 67,216 00 Réunions 5,328 00 Divisions 1,110 00 Rejets pour motifs divers 1,671 00 } 385,186 00	
				Pensions ecclésiastiques sardes.		
					Décès notifiés 532 05	
				Pensions de donataires dépossédés.		
74,161	4,351	4,321	74,191	Rétablissements 1,000 00 Divisions 750 00 Réunions 1,250 00 } 3,000 00	Décès notifiés 11,784 00 Décès présumés 8,125 00 Réunions 625 00 Divisions 750 00 } 21,284 00	
25,237	1,281	1,137	25,381			
				Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		
99,398	5,632	5,458	99,572	Nouvelles concessions 6,530,390 00 Rétablissements 3,339 00 Divisions 1,481 00 Réunions 11,890 00 } 6,547,300 00	Décès notifiés 4,284,158 00 Décès présumés 125,238 00 Expiration de droit 33,000 00 Réunions 6,263 00 Divisions 1,481 00 Rejets pour nouvelles liquidations 35,997 00 Rejets pour motifs divers 2,203 00 } 4,488,321 00	
				Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.		
40,281	2,380	2,184	40,477	Nouvelles concessions 9,705 00	Décès notifiés 53,279 00 Expiration de droit 337 00 } 53,616 00	
				Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe.		
					Décès notifiés 2,021 00 Décès présumés 2,197 00 } 4,218 00	
				Anciens dotataires du Mont-de-Milan.		
24,321	1,467	1,348	24,440	Réversions 66,000 00	Décès notifiés 51,700 00 Rejets pour motifs divers 200 00 } 51,900 00	
15,960	913	836	16,037			
				Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.		
					Décès notifiés 2,500 00	
40,281	2,380	2,184	40,477	TOTAL 15,082,790 35	TOTAL 11,964,946 05	

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Situation des pensions en payement au 1er janvier 1900.

Tableau C.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1900.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		RESTE EN PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	182	177,140f 20c	1	571f 42c	181	176,568f 78c
Pensions civiles (1790) (A)	709	635,157 40	9	4,787 00	700	630,370 40
Pensions de donataires dépossédés	525	221,943 00	9	1,769 00	516	220,174 00
Pensions militaires de la guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats	74,191	78,347,943 82	302	204,324 98	73,889	78,143,618 84
Pensions militaires de la guerre. — Veuves et orphelins	25,381	17,603,593 83	2	4,800 00	25,379	17,598,793 83
Pensions militaires de la marine. — Officiers, sous-officiers et soldats	24,440	28,163,945 00	39	38,290 00	24,401	28,125,655 00
Pensions militaires de la marine. — Veuves et orphelins	16,037	8,633,138 00	9	2,893 00	16,028	8,630,245 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	26	4,704 00	"	"	26	4,704 00
Pensions à titre de récompense nationale	108	49,775 00	1	300 00	107	49,475 00
Pensions civiles (1853)	90,025	75,059,927 47	102	123,832 00	89,923	74,936,095 47
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	12	87,000 00	"	"	12	87,000 00
Pensions ecclésiastiques	19	9,735 23	"	"	19	9,735 23
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	211	208,050 00	1	200 00	210	207,850 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	17,007	4,002,569 00	5	1,340 00	17,002	4,001,229 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	466	786,016 00	"	"	466	786,016 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	16	39,157 00	1	5,000 00	15	34,157 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	223	109,870 00	"	"	223	109,870 00
TOTAUX	249,578	214,139,664 95	481	388,107 40	249,097	213,751,557 55

(A) Lois des 19 frimaire an VII et 17 août 1838; décret du 3 septembre 1806; loi du 25 mars 1817, lois des 4 septembre 1835, 15 juin 1836, 21 mars 1838, 17 août 1838, 25 juin 1839, 16 juillet 1845, 8 mai 1847, 29 juin 1848, 9 août 1848, 7 juin 1853; lois des 18 mai 1858, 16 avril 1859; loi du 31 mars 1859; loi du 20 avril 1859; sénatus-consulte du 12 juin 1860; lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 22 mars 1872, 15 juin 1872; lois des 3 août 1875, 12 août 1876, 20 juin 1878, 15 juillet 1879 30 décembre 1880, 22 août 1881; lois des 11 mai et 2 août 1883, loi des 14 août 1885, 14 novembre 1886; lois des 25 juillet 1888, 29 avril 1889, 3 juin 1890, 10 mars 1891, 13 avril 1893, 30 décembre 1894, 27 novembre 1897 8 juillet 1899 et concessions par application de l'art. 32 de la loi du 9 juin 1853.

COMPTE SPÉCIAL

DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1899, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires compris dans la liquidation et

Tableau D.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES.								VEUVES.						ORPHELINS.						TOTAUX.		
			PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		DURÉE MOYENNE des services.		QUOTITÉ moyenne des pensions.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.		PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.		PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ moyenne des pensions.
				francs.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	fr. c.			francs.	Ans.	Mois.	fr. c.			francs.	Ans.	Mois.	fr. c.			francs.	fr. c.
Justice et cultes	Divers		48	150,418	66	9	33	10	3,133 70		27	27,029	62	1	1,001 07		2	856	12	6	428 00		77	178,303	2,315 62
	Juges de paix		16	20,988	71	6	30	4	1,311 75		22	8,586	62	0	390 27		"	"	"	"	"		38	20,574	778 26
	Cultes		"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		"	"	"
Affaires étrangères			14	91,574	61	2	39	"	6,541 00		9	18,941	60	4	2,104 55		"	"	"	"	"		23	110,515	4,805 00
Intérieur	Divers		46	69,910	60	"	26	6	1,519 78		21	12,199	52	6	580 90		"	"	"	"	"		67	82,109	1,225 50
	Prisons	Service sédentaire	4	9,810	58	3	33	3	2,452 50		11	6,086	59	7	553 27		"	"	"	"	"		15	15,896	1,059 73
		Service actif	84	57,378	54	10	28	7	683 07		29	6,782	58	5	233 86		1	225	18	"	225 00		114	64,385	564 78
	Algérie	Service sédentaire	8	15,399	55	3	38	"	1,924 87		6	3,538	49	3	589 66		"	"	"	"	"		14	18,937	1,352 64
		Service actif	4	8,600	58	4	33	5	2,150 00		3	858	44	7	286 00		"	"	"	"	"		7	9,458	1,351 14
Finances	Administration centrale	Divers	28	111,772	62	11	34	2	3,991 85		27	38,702	56	6	1,433 40		1	2,000	15	1	2,000 00		56	152,474	2,722 75
		Percepteurs	81	219,894	62	7	33	4	2,714 74		94	72,159	58	10	767 64		3	1,814	18	8	604 66		178	293,867	1,650 93
	Contributions directes		22	64,496	60	7	36	11	2,931 63		13	12,471	59	8	959 30		1	673	16	7	673 00		36	77,640	2,156 66
	Enregistrement		49	140,009	61	9	38	4	2,857 32		57	46,487	61	"	815 56		"	"	"	"	"		106	186,496	1,759 39
	Douanes	Service sédentaire	43	82,084	63	7	41	1	1,908 93		54	29,467	56	9	545 68		2	785	10	6	392 50		99	112,336	1,134 70
		Service actif. Ancienne liquidation.	"	"	"	"	"	"	"		12	1,936	71	5	161 33		5	881	16	7	176 20		17	2,817	165 70
		Service actif. Nouvelle liquidation.	1,045	938,783	50	9	28	1	898 35		345	146,870	56	7	425 71		25	6,831	14	"	273 24		1,415	1,092,484	772 07
	Contributions indirectes	Service sédentaire	42	92,330	61	7	39	"	2,198 33		52	39,326	62	"	756 26		1	586	8	4	586 00		95	132,242	1,392 02
		Service actif	150	205,110	54	1	30	10	1,367 40		128	53,622	53	6	418 92		5	1,554	15	8	310 79		283	260,286	919 73
	Manufactures de l'État		10	17,289	58	3	34	6	1,728 90		6	4,939	58	8	823 16		"	"	"	"	"		16	22,228	1,389 25
	Caisse des Dépôts		5	18,667	60	8	37	1	3,733 40		1	1,666	50	6	1,666 00		"	"	"	"	"		6	20,333	3,388 83
	Cour des Comptes		"	"	"	"	"	"	"		1	2,000	67	1	2,000 00		"	"	"	"	"		1	2,000	2,000 00
	Monnaies		1	1,906	72	4	50	5	1,906 00		"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		1	1,906	1,906 00
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	"	"	"	"	"	"	"		3	3,188	53	3	1,062 66		"	"	"	"	"		3	3,188	1,062 66
		Service actif	8	11,547	54	1	31	6	1,443 37		5	2,958	44	5	591 60		"	"	"	"	"		13	14,505	1,115 76
	Dernière Liste civile		"	"	"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		"	"	"
Guerre	Divers		24	38,656	61	3	31	1	1,610 66		15	7,934	59	2	528 93		"	"	"	"	"		39	46,590	1,194 61
	Poudres et salpêtres. (Service actif.)		11	9,661	60	1	34	11	878 27		6	1,264	59	6	210 66		1	216	4	1	216 00		18	11,141	618 94
	Casemiers		19	4,033	66	8	17	7	212 26		8	781	60	4	97 62		"	"	"	"	"		27	4,814	178 29
Marine			4	9,360	59	10	34	9	2,340 00		7	7,771	52	7	1,110 14		"	"	"	"	"		11	17,131	1,557 36
Colonies			15	28,283	60	10	34	9	1,885 53		33	11,045	47	"	334 69		4	1,363	12	4	340 75		52	40,691	782 51
Instruction publique	Instituteurs		1,606	1,814,579	58	3	33	9	1,129 87		441	141,287	57	8	320 37		26	6,663	15	4	256 26		2,073	1,962,529	946 70
	Divers		93	264,953	61	4	35	1	2,848 95		94	96,424	59	1	1,025 78		5	2,933	14	6	586 60		192	364,310	1,897 44
	Beaux-Arts		17	17,369	63	8	32	5	1,021 70		18	9,492	64	3	510 66		"	"	"	"	"		35	26,561	758 88
Agriculture	Divers		20	25,711	60	1	32	5	1,285 55		9	3,095	56	4	343 88		"	"	"	"	"		29	28,806	993 31
	Haras. — Service actif		20	12,780	52	10	28	5	639 00		14	2,594	50	7	185 28		1	158	"	11	158 00		35	15,532	443 77
	Forêts	Service sédentaire	6	29,500	62	8	42	3	4,916 66		"	"	"	"	"		"	"	"	"	"		6	29,500	4,916 66
		Service actif. Ancienne liquidation.	1	624	52	2	33	2	624 00		2	235	63	7	117 50		1	251	17	3	251 00		4	1,110	277 50
		Service actif. Nouvelle liquidation.	116	132,783	56	7	30	8	1,144 68		103	47,615	58	11	462 28		6	1,201	16	8	200 16		225	181,599	807 10
Commerce et industrie	Commerce		19	27,135	61	8	30	6	1,428 15		6	3,136	60	4	522 66		1	307	4	9	307 00		26	30,578	1,176 07
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	160	212,251	60	"	32	5	1,326 56		82	40,336	57	5	491 90		8	3,201	14	11	400 12		250	255,788	903 15
		Service actif	365	235,145	56	5	30	"	644 23		309	59,763	58	7	193 40		18	3,387	13	"	188 16		692	298,295	431 06
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		22	89,310	63	2	41	"	4,059 54		17	19,618	54	9	1,154 00		"	"	"	"	"		39	108,928	2,793 02
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		69	141,431	62	5	39	11	2,049 72		72	37,472	57	8	519 61		5	2,259	16	8	451 80		146	181,102	1,240 42
	Divers		51	31,823	65	8	34	4	623 98		51	9,331	60	"	182 96		2	252	9	7	126 00		104	41,406	398 13
TOTAUX ET MOYENNES			4,346	5,453,351	56	10	31	11	1,254 79		2,213	1,038,043	57	8	469 33		124	38,396	14	5	309 64		6,683	6,530,390	977 16
MOYENNES GÉNÉRALES	Partie sédentaire		936	2,026,361	62	2	34	6	2,164 91		816	572,859	58	4	702 03		35	17,029	14	"	486 54		1,787	2,616,249	1,464 04
	Partie active		3,410	3,426,990	55	5	31	3	1,004 98		1,397	465,784	57	4	333 41		89	21,367	14	7	240 07		4,896	3,914,141	799 45

au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services la quotité moyenne des pensions.

Tableau D.

Tableau E. *RÉCAPITULATION, par Ministère et par Service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1900.* **Tableau E.**

MINISTÈRES ET SERVICES.				PENSIONS DE FONCTIONNAIRES.		PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS.		TOTAUX PAR SERVICES.		TOTAUX PAR MINISTÈRES.	
				PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.	PARTIES.	SOMMES.
					fr. c.		francs.		fr. c.		fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854				187	72,122 47	#	#	187	72,122 47	187	72,122 47
Justice et cultes	Divers			562	1,655,468 00	798	785,464	1,360	2,440,932 00	1,893	2,823,284 00
	Juges de paix			194	227,301 00	319	123,319	513	350,620 00		
	Cultes			14	24,692 00	6	7,040	20	31,732 00		
Affaires étrangères				199	1,120,442 00	173	300,828	372	1,421,270 00	372	1,421,270 00
Intérieur	Divers			343	616,416 00	225	134,993	568	751,409 00	2,645	2,075,286 00
	Prisons	Service sédentaire		942	694,912 00	657	171,329	1,714	930,414 00		
		Service actif		83	56,701 00	32	7,472				
	Algérie	Service sédentaire		177	283,158 00	180	100,947	363	393,463 00		
		Service actif		4	8,600 00	2	758				
	Administration centrale	Divers		366	1,259,946 00	317	374,937	3,391	5,825,904 00		
		Percepteurs		1,366	3,342,887 00	1,342	848,134				
	Contributions directes			271	736,603 00	240	196,154	511	932,757 00		
	Enregistrement			863	2,209,256 00	909	753,385	1,772	2,962,641 00		
	Douanes	Service sédentaire		841	1,347,854 00	906	458,280				
		Service actif	Ancienne liquidation	4,730	2,687,024 00	5,179	949,344	20,496	12,445,611 00		
			Nouvelle liquidation	7,138	6,419,573 00	1,702	583,536				
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire		755	1,982,555 00	890	600,177	5,736	6,187,376 00	32,563	29,351,747 00
		Service actif		2,188	2,846,348 00	1,903	758,296				
	Manufactures de l'État			172	347,808 00	145	108,576	317	456,384 00		
	Caisse des dépôts			59	156,181 00	35	30,642	94	186,823 00		
	Cour des comptes			30	106,150 00	54	75,965	84	182,115 00		
	Monnaies			7	16,452 00	14	12,344	21	28,796 00		
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire		52	87,739 00	58	29,506	123	131,750 00		
		Service actif		8	11,547 00	5	2,958				
	Dernière liste civile			4	4,857 00	14	6,733	18	11,590 00		
Guerre	Divers			384	593,811 00	338	156,058	722	749,869 00	1,099	816,731 00
	Poudres et salpêtres (service actif)			12	10,451 00	8	1,645	20	12,096 00		
	Casemiers			193	38,359 00	164	16,407	357	54,766 00		
Marine				124	307,672 00	83	87,777	207	395,449 00	207	395,449 00
Colonies				334	386,033 00	541	204,577	875	590,610 00	875	590,610 00
Instruction publique et beaux-arts	Instituteurs			15,054	12,530,789 00	6,288	1,614,297	21,342	14,145,086 00	25,454	20,959,472 00
	Divers			2,059	5,119,734 00	1,575	1,319,104	3,634	6,438,838 00		
	Beaux-Arts			277	299,079 00	201	76,469	478	375,548 00		
Agriculture	Divers			258	277,544 00	234	90,154	492	367,698 00	3,912	2,679,562 00
	Haras. — Service actif			19	12,307 00	15	2,752	34	15,059 00		
	Forêts	Service sédentaire		223	620,123 00	212	108,672				
		Service actif	Ancienne liquidation	819	378,100 00	886	132,990	3,386	2,296,805 00		
			Nouvelle liquidation	953	893,788 00	293	103,132				
Commerce et industrie	Commerce			194	314,114 00	183	79,253	377	393,367 00	16,471	10,059,467 00
	Postes et télégraphes	Service sédentaire		3,386	4,356,383 00	1,564	694,970	16,094	9,666,100 00		
		Service actif		6,991	3,936,750 00	4,153	677,997				
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale			216	972,784 00	249	337,293	465	1,310,077 00	4,347	3,814,927 00
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires			861	1,372,874 00	1,135	473,011	1,996	1,845,885 00		
	Divers			862	480,736 00	1,024	178,229	1,886	658,965 00		
TOTAUX				54,774	61,224,023 47	35,251	13,835,904	90,025	75,059,927 47	90,025	75,059,927 47

Tableau F. *TABLEAU STATISTIQUE faisant ressortir, par Ministère et par Service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1899, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès.*

Tableau F.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES.					VEUVES.					ORPHELINS.					TOTAUX.	
			PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment de la radiation.	PARTIES.	SOMMES.
				fr. c.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854			12	4,853 00	42.9	43.4	86.1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	12	4,853 00
Justice et cultes		Divers	55	143,308 00	65.10	12.8	78.6	34	35,815	61.5	16.5	77.10	1	633	3.9	12.8	16.5	90	179,756 00
		Juges de paix	37	37,779 00	63.5	16.2	79.7	18	7,606	65.2	14.2	79.4	//	//	//	//	//	55	45,385 00
		Cultes	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Affaires étrangères			11	67,801 00	57.9	11.11	69.8	6	13,220	64.1	10.11	75.	//	//	//	//	//	17	81,021 00
Intérieur		Divers	27	43,535 00	60.7	12.7	73.2	10	6,815	55.11	12.0	67.11	1	95	14.8	6.4	21.	38	50,445 00
		Prisons	75	57,991 00	57.6	13.5	70.11	32	10,716	59.10	10.3	70.1	3	403	19.2	1.10	21.	110	69,110 00
		——, partie active	1	677 00	54.4	0.2	54.6	1	100	83.7	0.8	84.3	//	//	//	//	//	2	777 00
		Algérie	16	22,995 00	55.6	14.7	70.1	4	2,608	60.9	15.4	76.1	//	//	//	//	//	20	25,603 00
	Administration centrale	Divers	27	93,797 00	61.8	9.3	70.11	13	9,957	61.2	14.11	76.1	2	2,245	21.	//	21.	42	105,999 00
		Percepteurs	105	226,475 00	62.7	11.10	74.5	52	27,595	62.0	14.11	76.11	4	2,699	16.2	4.9	20.11	161	256,769 00
	Contributions directes		15	42,658 00	59.4	11.4	70.8	9	6,154	51.6	23.4	74.10	//	//	//	//	//	24	48,812 00
	Enregistrement		79	193,281 00	61.6	11.8	73.2	44	33,743	59.1	15.5	74.6	5	3,350	17.	3.5	20.5	128	230,374 00
	Douanes	Service sédentaire	63	107,804 00	59.7	13.6	73.1	39	20,898	59.2	14.3	73.5	3	1,320	16.11	4.1	21.	105	130,022 00
		Service actif. Ancienne liquidation	455	255,014 00	53.4	23.11	77.3	342	62,303	59.5	12.11	72.4	17	2,856	12.2	8.9	20.11	814	320,173 00
		Service actif. Nouvelle liquidation	152	140,748 00	51.8	5.4	57.0	29	9,999	56.2	4.6	60.8	16	2,827	16.4	3.1	19.5	197	153,574 00
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	70	154,551 00	62.3	12.3	74.6	37	24,096	59.5	14.11	74.4	3	2,031	15.11	5.1	21.	110	180,678 00
		Service actif	168	206,134 00	55.1	14.1	69.2	76	31,441	59.6	10.10	70.4	11	4,320	15.9	4.9	20.6	255	241,895 00
	Manufactures de l'État		12	30,985 00	57.9	13.6	71.3	7	4,087	55.11	14.11	70.10	1	411	18.7	0.9	19.4	20	35,483 00
	Caisse des Dépôts		7	14,885 00	58.6	11.10	70.4	1	746	53.5	8.9	62.2	//	//	//	//	//	9	17,631 00
	Cour des Comptes		1	6,000 00	70.7	6.6	77.1	2	1,182	75.8	9.11	85.7	1	2,000	15.7	5.5	21.	3	7,182 00
	Monnaies		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Services financiers de l'Algérie		9	12,846 00	55.8	6.10	62.6	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
	Dernière liste civile		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	2	352	7.8	12.8	20.4	11	13,198 00
Guerre		Divers	25	34,766 00	58.3	15.0	73.3	1	218	79.10	8.2	88.	//	//	//	//	//	1	218 00
		Casemiers	17	3,016 00	65.5	11.3	76.8	14	5,214	61.9	12.11	74.8	//	//	//	//	//	39	39,980 00
Marine			10	29,211 00	60.4	10.4	70.8	9	896	59.3	15.9	75.	1	100	20.2	0.10	21.	27	4,012 00
Colonies			78	29,656 00	53.1	5.1	58.2	4	1,735	66.3	9.10	76.1	//	//	//	//	//	14	30,946 00
Instruction publique		Instituteurs	793	578,394 00	56.3	14.6	70.9	25	4,989	56.1	9.4	65.5	2	1,084	12.5	8.7	21.	105	35,729 00
		Divers	144	356 692 00	61.8	11.8	73.4	311	61,834	60.11	11.11	72.10	29	7,649	15.7	4.11	20.6	1,133	647,877 00
		Beaux-Arts	21	32,761 00	63.10	13.11	77.9	78	64,403	61.0	13.9	74.9	2	2,017	16.2	3.11	20.1	224	423,112 00
Agriculture		Divers	24	24,214 00	57.7	9.3	66.10	6	2,691	63.3	7.9	71.	//	//	//	//	//	27	35,452 00
		Haras, partie active	1	473 00	45.3	//	45.3	17	8,596	57.5	14.2	71.7	2	1,440	11.9	9.3	21.	43	34,250 00
	Forêts	Service sédentaire	15	40,895 00	60.0	11.4	71.4	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	473 00
		Service actif. Ancienne liquidation	92	47,700 00	58.8	17.11	76.7	5	4,223	63.8	6.10	70.6	1	1,500	7.11	13.1	21.	21	46,618 00
		Service actif. Nouvelle liquidation	21	19,179 00	60.3	3.4	63.7	52	7,544	55.5	16.2	71.7	4	340	16.2	4.10	21.	148	55,584 00
Commerce et industrie	Commerce		13	23,751 00	63.11	15.1	79.0	4	1,119	65.5	2.5	67.10	//	//	//	//	//	25	20,298 00
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	224	283,700 00	59.7	11.9	71.4	9	4,052	55.10	7.6	63.4	1	161	11.3	9.9	21.	23	27,964 00
		Service actif	424	221,730 00	58.8	11.8	70.4	70	32,795	59.4	12.	71.4	14	4,631	13.6	6.2	19.8	308	321,126 00
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		20	79,510 00	62.1	11.8	73.9	196	28,851	60.1	13.5	73.5	21	2,906	13.9	5.12	19.9	641	253,487 00
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		90	133,362 00	61.5	11.11	73.4	12	17,475	58.7	17.8	76.3	//	//	//	//	//	32	96,985 00
	Divers		81	50,771 00	65.7	9.8	75.3	49	20,803	57.3	16.8	73.11	3	900	9.	3.8	12.8	142	155,065 00
Moyennes		Partie sédentaire	1,383	2,383,849 00	60.9	11.9	72.6	63	9,381	59.6	13.10	73.4	3	253	12.1	7.9	19.10	147	60,405 00
		Partie active	2,107	1,470,049 00	55.10	15.3	71.1	670	382,709	60.6	13.10	74.4	55	27,625	14.4	5.6	19.10	2,108	2,794,183 00
Totaux et moyennes			3,490	3,853,898 00	57.9	13.11	71.8	1,011	203,191	59.10	12.5	72.3	98	20,898	14.9	5.9	20.6	3,216	1,694,138 00
								1,681	585,900	60.1	13.	73.1	153	48,523	14.7	5.8	20.3	5,324	4,488,321 00

COMPTE SPÉCIAL

DES

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et des forêts et aux veuves de ces agents retraités antérieurement aux lois des 26 février 1887 et 4 mai 1892; 3° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890.

Crédit alloué par la loi du 30 mai 1899 (Dette viagère, chapitre 38)....	4,901,540f
Somme annulée par la loi du 25 décembre 1899.....	347,000
Reste.....	4,554,540
Allocations inscrites.....	4,500,389
Reste disponible.....	54,151

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

(Lois de finances des 26 janvier 1892, art. 49; 26 juillet 1893, art. 48; 29 mars 1897, art. 34; 13 avril 1898, art. 41 et 42 et 30 mai 1899, art. 28 et 29.)

Tableau G. *DÉVELOPPEMENT des inscriptions de l'année 1899.* **Tableau G.**

NATURE DES PENSIONS.	HOMMES.											VEUVES.												PENSIONS UNIFIÉES.					
	SÉRIE 1.	SÉRIE 2.	SÉRIE 3.	SÉRIE 4.	SÉRIE 5.	SÉRIE 6.	SÉRIE 7.	SÉRIE 8.	SÉRIE 9.	SÉRIE 10.	SÉRIE 11.	SÉRIE 12.	SÉRIE 13.	SÉRIE 14.	SÉRIE 15.	SÉRIE 16.	SÉRIE 17.	SÉRIE 18.	SÉRIE 19.	SÉRIE 20.	SÉRIE 21.	SÉRIE 22.	SÉRIE 23.	SÉRIE 24.	HOMMES. (Séries 1 à 11).		VEUVES. (Séries 12 à 24.)		AMPUTÉS OU ASSIMILÉS.	
																								Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Militaires de la guerre	40	67	395	1,331	143	123	481	400	3,930	2,865	6,128	29	48	104	122	437	1,186	262	53	177	198	1,153	773	2,761	2,656	"	25	"	10,270	1,660,225
Militaires de la marine	15	55	48	173	40	6	407	392	545	602	1,594	8	14	60	62	73 1/2	250	98	10	209	311	750	596	1,511	90	"	7	"	1,001	148,366
Douaniers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	84	102	"	"	498	259	616	3,093	"	"	"	"	"	71	74	2	"	503	1	532	2,816 1/2	144	"	1,157	"	"	"
Douaniers (Loi du 22 août 1790)	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Forestiers (Loi du 9 juin 1853)	"	"	"	20	29	2	"	12	277	451	74	"	"	"	"	"	40	26	6	"	39	133	289 1/4	135	47	"	273	"	"	"
Totaux... Parties	55	122	443	1,608	314	131	888	1,302	5,011	4,535	10,892	37	62	164	184	510 1/2	1,547	460	71	386	1,052	2,037	2,190 1/4	7,224 1/2	2,937	"	1,462	"	11,271	"
Totaux... Sommes	13,530	25,742	77,968	226,728	32,970	13,755	78,144	102,858	350,770	240,355	577,276	6,512	10,912	23,124	25,944	53,603	136,136	40,480	6,248	27,020	55,756	107,961	76,659	252,866	"	81,490	"	46,991	"	1,808,591
	25,301 parties pour 1,740,096 francs.											15,925 parties 1/2 pour 823,221 francs.													15,670 parties pour 1,937,072 francs.					

TOTAL GÉNÉRAL ..... 56,896 parties 1/2 pour 4,500,389 francs.

RÉCAPITULATION PAR NATURE DE PENSIONS.

NATURE DES PENSIONS.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Militaires de la guerre	28,829	2,866,824	
Veuves de militaires de la guerre	7,328	432,749	
Militaires de la marine	4,968	425,550	
Veuves de militaires de la marine	3,959 1/2	205,373	
Douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	4,796	281,961	
Veuves de douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	5,156 3/4	194,245	
Douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	4	212	
Veuves de douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	2	88	
Forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	912	55,630	
Veuves de forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	941 1/4	37,757	
TOTAL GÉNÉRAL	56,896 1/2	4,500,389	

TABLEAU faisant ressortir, par séries, l'augmentation de l'allocation inscrite en 1899 sur l'allocation inscrite en 1898.

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS. 1898.	ALLOCATIONS. 1899.
Colonel	1	223	246
Lieutenant-colonel	2	191	211
Commandant	3	159	176
Capitaine	4	127	141
Lieutenant	5	95	105
Sous-lieutenant	6	95	105
Adjudant	7	79	88
Sergent-major	8	71	79
Sergent	9	63	70
Caporal	10	48	53
Soldat	11	48	53

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS. 1898.	ALLOCATIONS. 1899.
VEUVES DE :			
Général de division	12	159	176
Général de brigade	13	159	176
Colonel	14	127	141
Lieutenant-colonel	15	127	141
Commandant	16	95	105
Capitaine	17	79	88
Lieutenant	18	79	88
Sous-lieutenant	19	79	88
Adjudant	20	63	70
Sergent-major	21	48	53
Sergent	22	48	53
Caporal	23	32	35
Soldat	24	32	35

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE. 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1900.) . . . . . 4 à 9

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative. . . . . 14 et 15

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts. . . . . 16 à 19
2° Rentes provenant de conversions . . . . . 18 et 19
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. . . . . 20 à 23
Récapitulation des rentes créées . . . . . 22 et 23

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État. . . . . 24 et 25
2° Rentes annulées à la suite de conversions. . . . . 26 et 27
3° Rentes rachetées à la Bourse . . . . . 26 et 27
Récapitulation des rentes annulées. . . . . 26 et 27
Récapitulation générale . . . . . 28 et 29
Résultat des conversions. . . . . 30 et 31
Mouvement et situation des rentes 3 1/2 p. o/o. . . . . 30 et 31
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o . . . . . 32 et 33

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1900 ..... 34 et 35

État indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds, du 31 décembre 1879 au 31 décembre 1899 ..... 36 à 41

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1899 ..... 42 à 45

TABLEAU SOMMAIRE indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1900, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement ..... 46 à 59

RELEVÉ de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1900. (Rentes inscrites.) ..... 60 à 63

MOUVEMENT des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 64

DETTE REMBOURSABLE A TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

NOTE EXPLICATIVE ..... 66 et 67

Compte des annuités.
- 1° Relevé du résultat des émissions 68
- 2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente 69
- 3° État des dépenses ..... 70 et 71
- 4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891 ..... 72 et 73
- 5° Observations sur le tableau des annuités ..... 74 et 75

Compte des rentes.
- 1° État au 1er janvier 1900 des crédits d'inscription 76
- 2° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 77
- 3° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1899 77

EMPRUNT DE 250 MILLIONS (DIT EMPRUNT MORGAN).

NOTE EXPLICATIVE ..... 80 à 82

SITUATION au 1er janvier 1900 83

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

NOTE sur l'annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est ..... 86 et 87

NOTE sur l'annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 88

NOTE sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 89

Pages.

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1900..... 90 et 91
Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900..... 92 à 99
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1900. (Subventions.). 100 à 105
État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1900. (Avances.)... 106 à 109
Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1900..... 110 et 111
État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1900..... 112
Développement concernant les annuités dues à la compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse)..... 113 et 114
Développement concernant les annuités dues à la compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse)..... 115 et 116
Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872..... 117 à 121
Relevé et composition des annuités..... 122
État des annuités restant à payer au 1er janvier 1900..... 122
Situation des dépenses au 1er janvier 1900..... 123

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement par annuités des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et lycées, collèges et écoles primaires et application de la loi du 7 décembre 1894. — Dépenses des expéditions de Madagascar et du Siam..... 124 à 126

ANNUITÉ POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

Note explicative..... 127
Situation au 1er janvier 1900..... 127

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.
Dispositions législatives et réglementaires et note explicative..... 128 à 131
Situation, au 1er janvier 1900, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing..... 132
Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1900..... 133
Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1900..... 134
Etat des annuités restant à amortir au 1er janvier 1900..... 135

Pages.

L'ANNUITÉ À LA VILLE DE ROUBAIX
POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE DES ARTS INDUSTRIELS.

NOTE EXPLICATIVE 148

ANNUITÉS AUX VILLES D'AIX ET DE MARMANDE
POUR CONSTRUCTION D'UNE MANUFACTURE D'ALLUMETTES ET DE MAGASINS.

NOTE et tableau détaillé des annuités inscrites 149
SITUATION au 1er janvier 1899 150

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE ET CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

NOTE EXPLICATIVE ..... 138 et 139
SITUATION, au 1er janvier 1900, des capitaux de cautionnements en numéraire ..... 140 à 143
SITUATION au 31 décembre 1899 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État .... 144 et 145

OBLIGATIONS À COURT TERME ET DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 381, 778 et 779) 147

ANNUITÉ AU DÉPARTEMENT DU NORD.

NOTE EXPLICATIVE 148

ANNUITÉ POUR L'AGRANDISSEMENT ET L'AMÉLIORATION DU PORT DE BÔNE.

NOTE EXPLICATIVE 149

ANNUITÉ POUR L'INSTALLATION DE L'ÉLECTRICITÉ
AU MINISTÈRE DE LA MARINE.

NOTE EXPLICATIVE 150

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE 153
TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1900 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 154 et 155

Pages.

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire . . . . . 156 à 179

Récapitulation . . . . . 180 et 181

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire . . . . . 182 à 185

ANNUITÉ POUR LE REMBOURSEMENT D'AVANCES FAITES PAR LES VILLES À L'OCCASION DE LA CONSTRUCTION D'HÔTELS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Tableau des annuités inscrites au budget au 1er janvier 1900 . . . . . 188 et 189

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS, LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

Note explicative et situation au 1er janvier 1900 . . . . . 192 et 193

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

Note explicative . . . . . 196 et 197

Tableau des annuités au 1er janvier 1900 . . . . . 198 et 199

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1900 . . . . . 200 à 203

RENTES VIAGÈRES.

Note explicative 206

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Note explicative . . . . . 208 à 211

Situation, au 1er janvier 1900, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions . . . . . 212 à 215

Situation des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1900 . . . . . 216 et 217

Situation des pensions en payement au 1er janvier 1900 218

COMPTE SPÉCIAL DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1899, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation et la quotité moyenne des pensions . . . . . 220 et 221

Pages.

RÉCAPITULATION, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1900 ..... 222 et 223

TABLEAU statistique faisant ressortir par ministère et par service le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1899, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès ..... 224 et 225

COMPTE SPÉCIAL DES ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

DÉVELOPPEMENT des inscriptions de l'année 1899 ..... 228 et 229

RÉCAPITULATION par nature de pensions ..... 228 et 229

TABLEAU faisant ressortir par séries l'augmentation de l'allocation inscrite en 1899 sur l'allocation inscrite en 1898 230

TABLE détaillée des matières 231